. .

M Pris. f. menie - FIELES

dr . 74.00

= \$41.PE

BE TENER

PER LE ME

4 de 34

W- Ed.

gwire:

بة يورياني

ا بد ایب پیانتها

**联统 第**55.5

Special section

Marie Same

**100** (100 m)

-

黄色白色 美洲

\*\*\*

-

16. 60

- Feb. 184

STATE OF STREET

# B + 20-

die Pingerie

وليج عبجينا وي

東西 熟浴

हेक्क्रिक्र कर र

The part of the

الماقها بتايدي بأو

では こうかい

# 19 W

الانت الإنتان والمناطق

المراجع والمراجع والمراجع والمراجع المراجع المراجع المراجع المراجع المراجع المراجع المراجع المراجع المراجع الم المراجع المراج

MARKET FOR THE

# 500 CV

M. Miller Ben b

1 1 50 En.

Berge hat

Select Time

42.4

me . To be

the state of the

-

The state of the

Party State and

1 mm . 32

in the last in a

\*\*\*

-

the survey we

Sept of Sept Mark

最高や

200

A-1-

EX MANAGEMENT AND ADDRESS OF THE PARTY OF TH

-

Captar in

**薄红点的**人

tomer the bear of the state of

A Company of the State of the S Reference of the second of the

A state comment of the state of

his engine to be a superior to be a supe

Je proces

- Mark to the second Second De

No way to the Tomp Do

Months promit on the land of

Continues and a series and an an an and

Aques and his military

BRANGE SHE FOR THE STATE

Pour bores for here a fine

Production of The Control of The Con

Print Avenue to the him

Spring to a second state of the second

ententia de la como de

Merthus van der 1 2 kunte Pig ver te 1200 2 2

Base where the later to the page

Plante de grant and and gr

Rate of the second of the seco

Manager and the second

PRESENTATION OF LAND

The Secretary of the Se

Lifety and the second of the fields

grasking a toward of the fit

The second secon

provide a first for the

Bangapa an Bara ta

MALE TO A STATE OF

Committee of the second

Water to the first of the state of the state

a Name and Ferriga

HIEL BETTER

Tub Flantail 1

The State of

DERNIÈRE ÉDITION

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algária, 2 DA; Maroc, 3,00 dír.; Tunisie, 280 m.; Aliantagne, 1,00 DN; Antriche, 15 sch.; Beigiums, 26 fr.; Canada, 1,10 \$: Câte d'Ivoire, 273 F CFA; Banemark, 6,50 Kr.; Espagne, 80 pc.; G.-8., 45 p.; Erèce, 50 dr.; Libye, 0,350 Dl; Iriarde, 70 p.; Italia, 1 000 L; Libra, 350 P.; Luxemboring, 27 f.; Norvège, 5,00 kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Partugal, 50 esc.; Sénégal, 280 F CFA; Suède, 5,00 kr.; Saisse, 1,40 f.; E.-B., 55 ceats; Youguslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 6 5. RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Tèlex Paris 1st 650572 C.C.P. 4297 - 23 PARIS

BULLETIN DU JOUR

## M. Mitterrand et la « symbolique » des sommets Est-Ouest

Le voyage en Hongrie de M. Mitterrand n'aura pas senlement permis de « ranimer », selon l'expression du prési-dent de la République, les relations avec le pays du bloc de l'Est le plus disposé actuel-lement à l'ouverture, mais aussi celui où l'influence culturelle française laisse le plus à désirer. Il aura en même temps permis de préciser utilement les contours de cette « Ostpo-litik à la française » que MML Mitterrand et Cheysson avaient définie à petites tou-ches depuis un au, mais pas toujours avec succès, face aux critiques de l'opposition : le chef de l'Etat français doit-il. oui ou non, rencontrer en personne M. Breinev et pourquoi ?

L'explication fournie sur ce point à Budapest est intéressante. M. Mitterrand énonce une évidence lorsqu'il affirme qu'avec on sans sommet le dialogue franco - soviétique e existe ». Il y a mille moyens de nos jours de faire part de ses intentions et réflexions et. au sommet des Etats, tout le monde est en contact avec tout le monde. Les rencontres personnelles servent à d'autres buts, qui relèvent bien souvent du spectacle ou de la politique intérieure, et vont parfois à l'encontre des premiers : les déconvenues de l'après-Versailles ont récemment rappelé que les sommets, surtout lorsqu'ils sont spectaculaires. aggraveraient plutôt les malentendus.

Or ce facteur e symbolid'autant plus à propos de l'URSS, que M. Breinev. dans son grand âge, est davantage un symbole de la majesté du Politburo et de l'Etat soviétique qu'un décideur individuel. En outre et surtout, les dirigeants du Kremlin n'ont jamais fait mystère du prestige qu'ils tirent, en termes de légitimité et d' c'honorabilité », de ce genre de rencontres. Il importait peu à M. Breiney, lorsqu'il a recu M. Giscard d'Estaing à Varsovie quelques mois après avoir envoyé ses troupes en Afghanistan, de se faire sermonner par le chef de l'Etat français : l'essentiel était que la rencontre ait eu lieu, les relations Est-Ouest semblant reprendre leur cours normal.

Aussi bien, et contrairement à ce que suggèrent les critiques formalées par MM. Gis-card d'Estaing, Couve de Marville et — dans une moindre mesure - Chirac, aller voir M. Breinev n'est pas forcément un signe de « grandeur », et placer le pèlerinage de Moscou en tête de ses priorités n'est pas non plus un gage de succès. Un précédent existe, celui de M. Nixon, qui, avant de se rendre en U.R.S.S au printemps 1972, avait visité la Roumanie, la Yougosla-vie et la Chine, trois pays de l'Est au demeurant en difficulté avec le Kremlin : sa rencontre avec M. Breinev n'en fut que plus fructueuse. puisqu'elle vit la signature du premier accord SALT et le début de la grande détente

On notera au passage que le président de la République ne fait plus dépendre son accord pour un sommet franco-soviétique d'un changement concret en Afghanistan ou en Pologne (comme l'avaient suggéré certains propos de M. Cheysson). S'il se refuse à « faire l'impasse » sur ces problèmes, il se réserve le droit d'apprécier le mo-ment où l'intérêt de la paix justifiera un s échange de vues direct ». Dans tons les eas. Il sera un interlocuteur d'autant plus apprécié du Kremlin qu'il aura su se faire

(Lire nos informations page 3.)

- Les tractations en vue du retrait palestinien piétinent
- Beyrouth a été soumis à de violents bombardements

Malgré - le prudent optimisme » que les dirigeants israéliens persistent à afficher, tout paraît indiquer que les tractations en cours pour régler le crise libanaise piétinent. Le climat politique paraît même se détériorer. Le médiateur américain, M. Philip Habib, a opposé un triple « non » à des propositions de l'O.L.P. concarnant la procédure d'évacuation terrestre des fedayin, Washington estime que les israéliens ne devraient pas se retirer de la périphérie de Regyonth et pitérieurement de l'accemble de la périphérie de Beyrouth et, ultérieurement, de l'ensemble du Liban, avant les Palestiniens et les Syriens. Le chef adjoint ont été prises en vue de la persistance de l'occupation l'hiver prochain.

Beyrouth-Ouest a connu un « déluge de feu » dans la nuit du vendredi au samedi 10 juillet. Au pilonnage de l'artillerie israé-lienne, le plus intense depuis le début de la guerre, qui a fait de nombreuses victimes dans la population civile, ont répondu les tirs palestimens. Selon Jérusalem, les fedayin ont utilisé, pour la première fois, des missiles Grad de fabrication soviétique. Des quartiers périphériques de Beyrouth-Est, où des unités israéliennes stationnent, ont été atteints.

Beyrouth. — Le secteur assiégé de Beyrouth a subl, dans la ault larzéllens expliquent que personne de vendredi à samedi 10 juillet, le plus violent bombardement auguel il ait été soumis depuis le début de l'invasion isréalienne. L'aviation n'est pas entrée en action, mais l'artilterle, dont les pièces lourdes enser-rent Beyrouth-Ouest de lous côtés, et la marine, ont procédé à un pilonage intensif, les obus a'abattant de toutes parts; essentiellement sur les camps palestiniens, i ès quartiers contigus et la bentieue sud. Le reste de la ville, notamment le quartier de Hamra, a été épargné. Samedi matin, les tirs ont cessé.

mesure que s'abattalent sur sux les obus, était hallucinant, La presse en publie samedi une photo remarquable : des silhouettes d'immeuble surmontées d'une épaisse fumée noin sont parsemées de dizaines de petiteu lumières ressemblant à des lucioles

Pour la première fois, les tirs palestiniens, sans avoir rien de comparable avec le déluge de feu Israéllen, ont atteint sérleusemen des positions des troupes d'Invasion le hanlieus résidentielle du secteu chrétien où les Israéllens ont disséminé troupes et canons, tout comme ils reprochent aux Palestiniens de l'avoir fait dans les quartiers habités de Beyrouth-Ouest. On ne signale pea de victimae dans le sacteur est. on n's pas pu dénombrer celles du sectaur quest, mala elles sont, à coup

En procédant à une escalade milltaire, largel a, sans doute, voulo signifier à l'O.L.P. qu'elle faisait erreur si elle estimalt qu'un assaut de Beymuth-Ouest devensit impossible sous l'effet conjugué de raisons nationales et internationales. M. Begin a, certes, attirmé vendredi : - Nous n'avons pas l'Intention d'antrer à Beyrouth-Ouest ». Mais Il pourre toujours faire valoir qu'il

AU JOUR LE JOUR

qu'ils continuent à vivre mais

que personne ne peut les ac-cueillir, il ne reste plus qu'à donner aux Palestiniens le

statut officiel, agréé par

de les fréquenter. On ne les

contraindrait pas à s'habiller

comme nous mais on leur fe-

LES NÉGOCIATIONS DE VIENNE

Les pays de l'OTAN ont proposé

un accord sur la réduction

des forces en Europe centrale

LIRE PAGE 3.

On ne leur jeratt pas de mal

ronu, de peuple errent.

n'avait plus le chotx. Des officiers désormals, ne pourra reprocher à leur pays d'avoir manqué de patience et de n'avoir pas épuisé toutes les voies de négociation avant de pas-

sions das Etats-Unis et l'opposition LUCIEN GEORGE

évoqués concernent le coût de l'opé-

ration en vies humaines - de sol-

dats Israéliens s'entend - les pres-

## La guerre du Liban | Le blocage des prix et des revenus

• Fonctionnaires et agriculteurs ont vu leurs demandes repoussées

 L'opposition a déposé une motion de censure

M. Pierre Mauroy s'est rendu, vendredi 9 juillet, auprès des organisation dicales de la fonction publique pour leur signifier sa volonté de

aintanir le blocage des revenus jusqu'au 31 octobre. A l'Assemblée nationale, le pramier ministre a engagé une nouvelle fois vandredi la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi relatif au blocage des prix et des revenus. Au cours de ce nouvel examen le gouvernement a apporté plusieurs relouches au projet înitial, supprimant notamment la rétroactivité des sanctions pénales prévues. L'opposition a déposé une motion de censure dont le texte est identique à celui qu'elle svalt défendu le 28 juin. Le vote sur cette motion devalt interveni

le lundi 12 juillet. De leur côté, les dirigeants agricoles se sont montrés très amen à l'issue de la confárence annuella agricole tenue vendradi 9 juillet à

Le conférence annuelle agricole, édition 1982, s'est déroulée vendredi 9 juillet, après-midi, sous la présidence de M. Pierre Mauroy, avec la participation de sept ministres et secrétaires d'Etat. Hormis quelques suggestions à C'est beaucoup pour α faire un fiop ». L'appel à « Tejfort de riqueur partagée» du premier ministre n'a pas été reçu par les organisations agricoles, unanimes à réclamer la suppression des montants compensatoires moné. montants compensatoires moné-taires (M.C.M.) négatifs et une hausse des prix agricoles.

M. Mauroy, qui venait d'engager
la responsebilité du gouvernement devant l'Assemblée sur son
plan de biocage des salaires et
des prix, ne pouvait accèder à
ce vœu il n'y accède point et aux

Ainsi peut-on résumer le de-voir des négociateurs : hors sujet pour le court terme, simple pro-légomènes pour le moyen. A tous les sens du terme, la conférence annuelle n'a pas fait recette. On c'est vaggament promis d'eramis'est vaguement promis d'exami-ner les revenues agricoles dans les premières semaines de 1983, «dans le cus où leur évolution se révélerati défavorable».

JACQUES GRALL

Sur tous

les fronts

La journée du vendredi juillet aura été celle de fa riguaur pour M. Pierre Mauroy. Rien pour les agriculteurs, qui espéralent « un geste » à la faveur de la pour les fonctionnaires à qui le premier ministre a précisé catégorialle ne pourrait être satisfaite pendant la période du blocage ». Quant à l'ef-fort en laveur des bas sulaires pour 1982, et 1983, # se ilmitera aux traitements inférieurs à 4500 F — alors que certains ministres, comme M. Anicet Le Pors, voudraient monter la barre aux alantours de 5300 F. Enfin, comme pour faire bonne mesure, fonctionnaires et non-salariés se sont vu rappeler la contri-bution de solidarité qu'ils auraient à varser pour le chōmage. Il est vrai que les ges-tionnaires de l'UNEDIC, donc les patrons, sont eux aussi invités à participer à cet effort.

Le premier ministre pouvait-il faire moins alors qu'il venalt d'engager la responsabilité du gouvernement à l'Assemblée nationale sur le projet de loi relatif au blocage des prix et des reve-nus? Il lui faut tenir bon. et sur tous les fronts, sans pouvoir mesurer avec certitude quelle serp l'ampleur des réactions. Les paysans rejoindront-lia, sur les routes, les manifestants du CID-UNATI ou du Syndicat nationai de la petite et moyenne industrie? Les commandos du petit patronat y trouve-raient le renfort qui leur falt défaut du côté du C.N.P.F. où, tout en disent comprendre les choses, on ne prise guère le recours à l'illégalité.

Tout tient dans l'équilibre que le gouvernement pourra maintenir entre les prix et les revenus. Lêcher d'un côté, c'est inexorablement lâcher de l'autre et perdre tout à la fois. Or il est clair que les partenaires sociaux haussent d'autant clus volontiers le tons qu'ils redoutent rain que de voir l'= autre = gagner sur le sien.

LES ÉTATS-UNIS **NE SIGNERONT PAS** LE TRAITÉ SUR LE DROIT DE LA MER

(LIRE PAGE 3.)

## ce vice. In ly second point et aux autres non plus. «Un après-midi perdit », a commenté M. Pierrin, le président des chambres d'agri-culture, résumant l'impression génétale des professionnels. (Live la suite page 2.) (Lire la suite page 11.) Le spectacle des incandies qui s'allumaient de seconde en seconde La aduche unie ou divisée?

Le Mundial, le Tour de France st le statut de Paris ne peuvent faire oublier que la gauche est engagée dans une bataille décisive dont dépend son influence moins. Si elle parvient à diminuer progressivement l'inflation par une répartition équitable des sacrifices jointe au blocage des prix et des revenus, elle gardera sans doute le gouvernement pendant longtemps. Si elle échoue, elle risque de le perdre dès 1986 et de se trouver ensuite réduite au rôle de la seconde force dans certains régimes bipolaires où elle ne vient au pouvoir que pendant des entractes espacés.

Contrairement à l'opinion courante, la majorité actuelle a plus de chances que la précédente de mener à bien une entreprise si difficile. D'abord, parce que son indépendance à l'égard des milieux d'affaires peut la couduire à mieux contrôler les priz. en compriment certaines marges bénéficiaires, en réformant les circuits de distribution, en stimulant la productivité du secteur nationalisé. Ensuite et surtout, parce que la confiance des travailleurs peut lui permettre de

leur faire comprendre la nécessité

HUMANITÉ

pas à nous frôler dans la rue.

D'ailleurs, on exigerait d'eux, en échange, qu'ils ne nous

volent pas, qu'ils ne nous de-

mandent pas l'aumône et. sur-

tout, qu'ils ne stationnent pas

avec leurs caravanes sur les

CLAUDE-H. BUFFARD.

par MAURICE DUVERGER de contenir les salaires, en expo-

sant clairement les données du problème et en montrant que les charges sont justement partagées. Tel est l'atout fondamental de la Il n'est pas jouable sans le sou-

tien de toutes les forces popu-laires. A cet égard, certains de leurs représentants ont un langage regrettable, même s'il ne correspond pas toujours à l'action sur le terrain. On peut se fell-citer de la modération des syndicats dans les entreprises, C.G.T. comurise. On n'en doit pas moins déplorer leurs proclamations contre le blocage des salaires. Les organisations de travailleurs

ne font pas 'eur devoir quand elles refusent d'expliquer à leurs mandants les données réelles du problème économique et qu'elles soutiennent des revendications sans les confronter suffisamment aux faits.

Du moins les syndicats ont-ils l'excuse de n'être pas directement l'és au pouvoir. On n'en peut bles du gouvernement. Comment celui-ci renforcerait-il la confiance de la nation s'il pe pouvait même pas l'imposer à toutes les formations qui le composent ? Une charte de leur alliance a

été signée la 23 juin 1981. Comme les autres, les communistes s'y déclarent « décides à promounoir la politique nouvelle », en précisant que « le rythme de transfo mation tiendra compte de la situation de crise, du fait que l'économie de la France est connecte sur l'extérieur, des nécessaires équilibres économique et financier». Comme les antres, ils s'engagent à le faire avec une a solidartié sans faille », non seulement à l'Assemblée nationale et au gouvernement, mais a dans les collectivités locales et régionales et dans les entreprises ». On ne peut pas dire que leur attitude actuelle corresponde à ces règles acceptées d'un commun accord.

Que leurs ministres pratiquent correctement la solidarité impliquée par les devoirs de leurs charges, nul ne le conteste. Mais elle rend plus sensible le décalage avec les propos du parti. Ce dualisme affaiblit la crédibilité de la gauche à un moment crucial Menée par une majorité soudée, parlant lermement le langage du fices circulaires, e réalisme, la nouvelle politique de la Ramaissance.

de réussir. Elle n'en a ancune si elle est conduite par une majorité divisée, où les responsables du P.C.F. propagent dans le pays des mots d'ordre contraires aux décisions que les ministres Fiterman, Ralite. Le Pors et Rigout approuvent et appliquent.

Au gouvernement de la Libéra-

tion, les communistes ont loyale-

ment joué le jeu de le reconstruction dans une situation difficile. Sont-ils décidés à le jouer maintenant, dans une situation tres différente mais guère plus facile, qui exige aussi des efforts et des marifices? La question renvois à une sutre, dont tout découle : leur parti veut-il que la gauche réassisse, comme il le souhaitait en 1944-1947 et en 1972-1977, ou préfére-t-il qu'elle échoue, comme il l'a voulu de 1977 à 1981 ? Nul ne connaît la réponse. Nul ne sait si les contradictions et les flottements actuels proviennent d'une lutte de factions, d'une répartition des rôles ou simplement de l'incertitude. Une chose est sure : ces contradictions et ces flottements poussent vers la seconde hypothèse, mème si telle n'est pas l'intention des dirigeants du communisme français.

AU MUSÉE CHAGALL DE NICE

## **Présentation** au Temple

La représentation peinte ou sculptours de Babel, est presque toujours attachante : elle élabore des modèles vient, il se prodult des choses étonnantas. La spéculation sur les formes architecturales se dévergonde en accumulations fantastiques, facile-ment associées aux désastres du fau et du soufre, ou aux catastrophes présence de l'archétype, on veul quinze ans de l'enfant de Vitebsk. déployer la plénitude de l'ordre, le règne du symbolique : ainsi les édi-fices circulaires, chers aux peintres

On trouvers à foison des exemples tée des édifices, palais, cathédrales, des deux démarches dans la remarquable, savante, dense, exuberante réduits et, quand l'imaginaire inter- sous le ciel d'azur au musée national Message biblique avec le titre, noble et mystérieux à souhait, = ia Temple ». Ce musée — on se le rappelle - est la Fondation Marc-Cha gall L'inauguration a coïncidé avec l'anniversaire du peintre, né le 7 juillégendaires, comme dans l'œuvre de let 1887 : l'ambassadeur de l'Union l'Anglais John Martin. Ou blen, sug- soviétique a cru devoir venir à cette gérant dans les structures bâties la occasion saluer les quatre-vingt-

> ANDRÉ CHASTEL (Lire la suite page 8.)

## LA RECHERCHE D'UN RÉGLEMENT AU LIBAN

générale extraordinaire de l'Interafricaine socialiste consacrée

Un peu plus d'un mois après l'invasion du Liban par Israël, les démarches diplomatiques et politiques es multiplient pour favoriser one solution.

● A NICOSIE, réclamée par M. Yasser Arafat, chef de l'OLP, la réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères des pays non-alignés sur la situation au Liban se tiendra à Nicosie du 15 au 17 juillet. La décision a étê prise vendredi 9 juillet par le bureau de coordination du mouvement que préside Cuba.

· A TUNIS, la réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères des pays islamiques sur le Liban se tiendra à Tunis entre le 17 et le 18 juillet, a annoncé M. Habib Chatti, secrétaire ganéral de l'Organisation de la conférence islamique. Cette réunion doit préparer un sommet à la demande de l'O.L.P., membre de plein droit du mouvement.

En outre, nous signale notre correspondant, une assemblée

La Maison Blanche est égale

Unis. Apparemment, les discussoins entre Washington et Paris sur cette participation ne sont pas encore terminées. On semble craindre ici que la France n'insiste pour que les Nations unies autorisent la création de cette force internationale (le Monde du 10 juillet). Donner un rôle aux Nations unies serait peu réalisable, souligne-t-on ici, étant données, d'une part, l'opposition connue de M. Begin, et d'autre part, la position de l'Union soviétique, clairement exprimée dans

pari, la position de l'Union sovie-tique, clairement exprimée dans la récente lettre — hostile à la prisence militaire américaine — de M. Brejnev à M. Reagan.

Toujours selon le rapport, c la coupure de l'eau et de l'électricité par les forces israéliennes de Beyrouth et de sa banlieue affecte la vie de plus de 80 000 réjugies

la vie de plus de 80 000 réfugiés palestiniens dans la région de la capitale qui sont sous la protection de l'U.N.R.W.A. » Le document précise aussi que « les dépôts de l'agence à Beyrouth manquent considérablement de vipres et de médicaments » et que « près de la moitié des réfugiés palestiniens au Liban enregistrés auprès de l'U.N.R.W.A. (soit environ 226 000) habitent dans les camps de réfugiés, les autres étant dispersés dans les villages et les villes. »

Enfin, selon le Haut-Commis-

sariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) au moins 5 000 Libanais et autant de Palesti-

niens se sont réfugiés en Syrie, en provenance du Liban, depuis l'invasion istaélienne. — (A.F.P.

Un centre d'information sur les prisonniers, déportés et dispa-rus palestiniens et libanais a été

rus palestiniens et libanais a été crisé à Paris sur l'initiative d'un collectif d'avocats comprenant MM. Nuri Aibala, Maurice Buttin. Antoine Comte, Géraud de la Pradelle, Léo Mattarasso et M—— Beaulivard, Marie-France Schmidlin (1). Le collectif a décidé l'envol d'une commission d'enquête, en relation avec la commission de sauvegarde des prisonniers palestiniens et libanais, l'Association française des luristes démocrates (A.F.J.D.) et le Mouvement international des

le Mouvement international des juristes catholiques. Des membres du collectif ont été reçus le 8 juil-let au Qual d'Orsay.

Des centres d'information ana-logues out été créés ou sont en voie de formation à Washington. Londres, Rome, Bruxelles et Ge-

(1) 5, rue Dupont-des-Loges, 75007 Paris.

Alors qu'Israel les considère comme des droits-communs

LA CROIX-ROUGE DÉPLORE DE N'AVOIR PU VISITER

9 000 PRISONNIERS DE GUERRE PALESTINIENS

M. Jean-Pierre Hocke, directeur de Solda) et les autres de trois

autres camps.

HENRI PIERRE.

au Liban s'est tenue à Monastir. Elle a décidé de saisir l'Internationale socialiste et les Nations unies de « la gravité de la situation engendrée par l'agression sioniste », et s'est déclarée « solidaire de la résistance palestinienne et du peuple libanais ». Enfin, le colonel Kadhafi arrivé inopinément à Monastir. vendredi, s'est entretenu avec le président Bourguiba - de la nécessité d'entreprendre une action arabe commune contre l'agression slouiste ».

ne doivent pas quitter Beyrouth pour se rendre en Syrie. car leur lieu naturel, en attendant la récupération de leurs droits légitimes, est là où ils se trouvent actuellement -.

 A JERUSALEM, le général Moshe Lévy, sous-chef d'état-major de l'armée, a déclaré que les forces israéliennes au Liban prenaient des dispositions logistiques de l'açon à pouvoir y passer l'hiver si cela s'averait nécessaire

 A LONDRES, l'ambassade d'Israël a protesté vendredi auprès du gouvernement contre l'entretien accordé la veille par le secrétaire adjoint au Foreign Office, M. Douglas Hurd, à M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P. C'est, en effet, la première fois qu'un membre du gouvernement britanuique reçoit un responsable de l'O.L.P., mais le Foreign Office a souligné que M. Kaddoumi faisait partie d'une délégation de la Ligue arabe.

## L'embarras de la divlomatie américaine

Correspondance

Washington. — Les porte-patole officiels observent la plus
grande discrétion sur l'état de la
négociation menée à Beyrouth par
M. Habib. Refusant de commenter aussi bien les chances d'un
progrès que l'éventualité d'un
échec, les milieux officiels se bornent à indiquer que le gouvernement de Washington poursuit ses
préparatifs dans la perspective
d'une participation américaine à
la force internationale qui doit
aider au retrait des combattants
palestiniens de Beyrouth.
En tout cas, quelques signes
témoignent d'une certaine évolution du gouvernement américain
à l'égard des Palestiniens. Ainsi,
le déautrement des difficiels se lornent à lindiquer que le gouvernesent au président Reagan de
signifier avec préc is io n au
Congrès à partir de quelle disposition de la loi War Power Act
le visue de déalour le président reagan
de par écrit au président Reagan de
la visue de la loi War Power Act
le visue de de la loi War Power Act
le visue de de Journement,
M. Zabloski, président de la
lormationale persistent.

M. Zabloski, président de la
lormation des affaires étranpères de le Chambre, a demandé
par écrit au président Reagan de
la visue préc de de Dever de continle visue président Reagan de
la visue préc de la loi War Power Act
de une partir de quelle disposition de la loi War Power Act
de une partir de quelle disposition de la loi War Power Act
de une partir de quelle disposition de la loi War Power Act
de une préc de depuer le continpartir de quelle disposition de la loi War Power Act
de une préc de depuer de continpartir de quelle disp

palestiniens de Beyrouth. En tout cas, quelques signes témolgnent d'une certaine évolution du gouvernement américain à l'égard des Palestiniens. Ainsi, le département d'Etat a exprimé son sprojond regret » du renvoi décidé par le ministère de la défense israélien, du maire de Gaza, M. Rachid Chawa. « Cet homme modéré a très légitimement exprimé les préoccupations de ses modere à très légitimement ex-primé les préoccupations de ses administrés palestiniens a, a dé-claré le porte-parole, ajoutant : « (...) Des leaders de cette qualité seront nécessaires au moment du règlement du problème palestinien dans le contexte de l'accord de Camp David a. D'autre part, on confirme à le Le Congrès s'interroge égale-ment sur l'attitude de la France, qui, théoriquement, doit être l'au-tre participant majeur à la force internationale. On rappelle à cet égard que le président Reagan avait accepté l'envoi de troupes américaines à la condition qu'un autre pays se joigne aux Etats-Unis. Apparenment, les discus-

D'autre part, on confirme à la Maison Blanche que, dans son échange de correspondance avec M. Begin, le président Reagan ne s'est pas contenté d'insister sur le rétablissement du courant élec-trique et l'approvisionnement en eau et en nourriture pour la population civile de Beyrouth-Ouest ; le président aurait souligné l'intérêt de laisser une présence poli-tique de l'OLP, à Beyrouth après le départ des combattants. Le président, en fait ne peut être insensible aux vues exprimées au Congrès, dans la presse es au sein même de son administra-

an sein même de son administration, selou lesquelles le risque que
représente l'envol de « marines »
ne mérite d'être couru que s'il
s'accompagne d'une action diplomatique préparant une négociation sur le problème palestinien.
L'intransigeance de M. Begin
n'est pas le seul sujet de préoccupation des officiels. Au Capitole, en effet, le scepticisme et
les réserves à l'égard de la par-

M. Jean-Pierre Hocke, directeur des opérations de la Croix-Rouge internationale, rappelant le droit de visite de l'organisation aux prisonniers de guerre, a lancé vendredi 9 juillet, un nouvel appel aux forces en présence au Liban pour leur demander de l'autoriser à remplir son mandat. Il a indiqué que depuis le 6 juin, la Croix-Rouge n'avait pu visiter que 18 Palestiniens et 50 Syriens prisonniers des Israéliens, qui débennent quelque 9 000 personnes. Interrogé à ce suiet, un officier

Interrogé à ce sujet un officier supérieur israélien, le colonel Pinchas Harris, a déclaré : Les terroristes de l'OL.P. sont considérés par nous comme des droits-

communs, ce qui n'a rien à voir avec la Croix-Rouge... Ils seront traduits en justice et jugés comme des droits-communs ».

Par ailleurs, un rapport de l'U.N.R.W.A. (Office des Nations-Unies pour les réfugiés palesti-niens) publié vendredi précise que 47 500 réfugiés palestiniens au Li-ban enregistrés auprès de l'orga-nisation sont sans abri. Parmi ceux-ci 12 000 proviennent de Damour (Sud de Beyrouth) 26 000 du camp de Ain el Heloue (près

L'ambassade d'Irak à Paris 8

décide d'annuler la réception qu'elle avait prévue d'organiser; jeudi 15 juillet. à l'oceasion de la fête nationale trakienne, « en signe de solidarité avec les courageur palestiniens et Libânais qui font face à l'invasion sioniste » et « en raison de la situation dans laquelle vit la capitale arabe. Beyrouth, sous la destruction et l'encerclement ».

tion et l'encerclement ».

● AU CAIRE, le quotidien officieux « Al Ahram » a rejeté vendredi le départ des combattants palestiniens du Liban « sans une reconnaissance mutuelle entre l'OLP, et Israël, et sans un accord sur le principe de négociations pour une paix qui garantisse les droits légitimes du peuple palestinien ».

● A DAMAS, un porte-parole officiel a déclaré vendredi que de les combattants palestiniens. dans les circonstances actuelles « les combattants palestiniens

## Le général Sharon et M. Shimon Pérès évoquent une « solution jordanienne » du problème palestinien

Israel refusera toute négocia-tion avec l'O.L.P., même si celletion avec l'O.L.P., même si celle-ci reconnaît son existence, a déclaré M. Begin dans une inter-view au Wall Street Journal. Comparant M. Yaser Arafat à Hitler, le premier ministre israé-lien a ajouté: « Pas plus que je n'auruis cru Hitler, Goering ou Goebbels, je ne feruis confiance à Arafat, à Kaddoumi ou à Abou Inad ».

Arajat, à Haddoumi ou à Abou Iyad ».

M. Begin a, d'autre part, affirmé qu'il espéralt, à l'issue de la guerre du Liban, faire la paix avec ce pays ainsi qu'avec la Syrie et la Jordanie.

Le ministre de la défense, le général Sharon, a évoqué pour sa part une « solution jordanienne » du problème palestinien, après avoir affirmé qu'ell n'y aurait jamais d'Etat palestinien, ni à Gaza, ni en Cisjordanie ». La Maison Blanche est égale-ment préoccupée par l'atititude du sénateur Baker, leader de la majorité républicaine, qui, tout en ec cep tan t-l'utilisation des forces navales américaines, conti-nue de s'opposer au débarque-ment des « marines » au Liban. Aussi bien, les leaders pariemen-taires des deux partis sont convo-qués mardi prochain à la Maison Blanche pour être informés avec précision des intentions du pré-sident. 

Dans une interview diffusée vendredi 9 juillet par la télévision autrichienne, le ministre israéllen a déclaré : « L'Etat palestinien pourrait s'implanter en Jordanie. Cet Etat existe déjà, les Palestiniens y sont en majorité. Après la création de cet Etat, on pourrait en venir à une conjédération, »

Le ministre : Milen a encore dit: a Nous esperons qu'un gou-vernement de coalition sera formé au Liban. Ce gouverne-ment pourrait alors signer un contrat de paix avec Israel, ce qui pourrait bouleverser la situa-tion au Proche-Orient.

Le chef du parti travailliste. M. Shimon Pérès, a lui aussi évo-qué la « solution jordanienne a dans ces termes :

a Le moment est venu de lancer une offensive diplomatique en direction de la Jordanie — pour amener ce pays à se joindre au processus de paix.

» Les Jordaniens sont en mauvais termes avec la Syrie, subissent les contresoups de la crise
trano-trakienne. Le roi Hussein
redaute d'être remplacé par
Yasser Arafai. C'est maintenant
qu'il faut discuter, trouver une
solution pour les populations
palestiniennes.»

» Les Jordaniens sont en may-

M. Pérès a enfin affirme que l'Internationale socialiste, qui avait exprimé de fortes réserves sur l'intervention israélienne au Liban, a vait finalement été « conveincue » par les explication du parti travalliste israélien

## M. MITTERRAND : « NI L'EXTERNIMATION DES PALESTANIENS, MI UN SUGCÈS MILITAIRE

ou Thumiliation des Palestinièns » n'apportere riem à personne et qu'un succès militaire
israélien au Liban « n'apporte en
soi aucune solution durable ».
« Il faut qu'Israél s'écarte, qu'il
quitte le Liban et Begrouth, que
les Israéliens s'accordent pour
qu'intervienne une pratique réelle
du cessez-le-jeu (...), que les
Palestiniens puissent être en sécurité dans un dispositif établi
d'un commun accord », a déclaré
M. Mitterrand lors de sa conférence de presse.

M Mitterrand loss de sa conférence de presse.

A un journaliste de l'agence palestinienne Wafa éroquant l' « Oradour perpétré pur Israël au Liban », M. Mitterrand a déclaré que « les interventions militaires, lorsqu'elles rencontrent une résistance, provoquent des Oradour », « Je ne l'ai pas accepte en France, je ne les accepterai pas au Liban », 2-t-il noté en rappelant qu'il avait aussi condamné l'intervention soviétique en Afghanistan. « Mon attitude est la même pariout », 2-t-il dit. Le président français a affirmé que « les Palestiniens survivront toujours, ne disparaitront pas, même après une bataille perdue ».

Il a rappelé les initiatives diplomatiques françaises et sa

israélien, papporteront une solution durable » Budapest. — M. Mitterrand a préférence pour la mise en place estimé le vendredi 9 juillet à d'« une force neutre » en suggé-Budapest que « Fexistmination ou Fhumiliation des Palesti-FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban), qui a a l'avantage, a-t-il dit, d'être sur le terrain et pourrait être dotée de nouveaux moyens et de nouvelles compétences ». — (A.F.P.)

> ● M. Gilbert Gantier, député UDF, de Paris, « proteste avec indignation contre les déclara-tions fattes, vendredi soir 9 iuil-let, par le président de la Répu-blique à Budapest, évoquant Oradour-sur-Glane à propos de rencerclement de Beyrouth par les forces israéliennes. Quelles que soient les opinions que l'on peut avoir sur les échements du Liban, ajoute M. Gantier, il est Liban, ajoute M. Gantier, il est tout simplement midecent de penser, quarante ans après l'holocasute du peuple inif, que les armées israéliennes pourraient, comme les S.S. nazis de 1942, immoler par le feu cinq cents femmes et enfants enfermés dans une église. L'ezagération de tels propos disqualifie malheureusement la médiation de la France dans un conflit qui n'aurait aucun sens s'il n'aboutissait pas à la renaisance d'un Etat ibre du Liban, auquel tant de liens historiques et à fisctifs nous unissent.

### LE CONGRÈS JUIF MONDIAL SE! PRONONCE POUR « LA RÉALI-SATION DES DROITS LÉGITIMES DU PEUPLE PALESTINIEN ».

Le Congrès juif mondial, qui regroupe les représentants de soixante pays et que préside actuellement M Edgar Bronfactuellement M Edgar Bronfman, a tenu ses travaux pendant
deux jours à Paris. Dans un
communiqué publié vendredi
9 juillet, il s'est, pour la première fois, prononcé pour « la
réalisation des droits légitimes
du peuple palastinien». En outre,
M. Bronfman, dans son discours
d'ouverture (le Monde du 9 juillet) a critiqué de facco voilée. let), a critiqué de façon vollée la politique de M. Begin, notamment en Cisjordanie, et souligné que sa victoire devrait l'inciter à rechercher les moyens de faire la paix et non la guerre contre les avenes

Cette position traduit les divergences grandissantes apparues au sein de la dissora depuis l'invasion du Liben par les forces israéliennes. Le Congrès juif mondial s'est refusé cependant à condamner cette invasion; il a réaffirmé se configures desse la réaffirmé sa conflance dans le processus de Camp David et jus-tifié l'opération « paix en Gali-lée », lancé le 6 juin, en affir-mant qu'elle ne répondait pas

les Arabes.

### BEYROUTH A ÉTÉ SOUMIS A DE VIOLENTS BOMBARDEMENTS

(Suite de la première page.)

En attendant, les négociations piétinent, l'O.L.P. ayant rejeté la proposition américaine d'une évacuation VIª flotte. Tous les pays arabes sollicités pour recevoir les fedayin, notamment l'Algérie, l'Egypte et l'irak, manifestent pour le moins des réticences. La solution maritime ayant dû être abandonnée, le recours à la solution terrestre a donné lieu à une serie de conditions palestiniennes qui ont suscité un triple « non » de l'émissaire américain, M. Habib : non à une double « antenne » militaire de l'O.L.P. au Nord at dans la Bekaa, non au retrait préalable des Israéliens de Beyrouth, non à leur retrait du Liban tant que les Syriens ne l'auront pas d'abord quitté. La Jordanie est vivement inquiète de l'éventuel transfert des fedayin en Syrie, parce que ces derniers pourraient essayer, dans un deuxième temps, de se réimplanter en territoire hachémite avec la

complicité de Damas.

LUCIEN GEORGE

## Etranger dans sa propre ville

De notre correspondant

Beyrouth. — Tandis que l'on negocia son sort par le truchement de celui de la résistance mise au rythme du blocus. L'atmosphère est oppressante, mais qualle fascination aussi quand on se met en route pour faire, à pied, les 500 mètres qui séparent en ligne droite le demier poste israélien, en secteur chrétien, du premier poste palestino-progressiste, de l'autre côté de la ligne de démarcation I On a l'impression d'évoluer dans vide, d'entrer dans une ville où l'on a passé sa vie, qui est toujours familière, mais où l'on se sent étrancer.

Les monticules de sable étalent pourtant déjà là, même s'ils étaient moins nombreux las rues minées égalament, ginsi que les immeubles éventrés qu détruits. Il y a davantage de miliciens dans les rues, mais qui s'en soucie à Beyrouth?

Les temps sont plus durs qu'ils n'ont jamals été en huit ans d'une guerre à épisodes multiples, et le blocus, strict malgré quelques entorses, a raréfié truits et lécumes sans les faire disparaître, Même mencent à manquer. Les höpitaux surcharges ferment des leur fonctionnement par l'épuisement des stocks de carburant alimentant leurs groupes élec-trogènes continuel sment soili-

cités par suita des longues cou pures de courant. Les journaux An-Nahar, l'Orient-le Jour, As-Salir, fleurons de la presse libanaise - oui n'ent pas raté une sevie édition en dix-buit mois de guerre en 1975-1976, n'en auraient plus, pour la même raison, que pour quelques jours. Brusquement, Fon comprend

pourquol fon ast tensifié par le

2111 AMILE

sentiment d'être un étranger dans sa ville · parce qu'on y est venu = pour voir -, avec l'idée d'en sortir. Voir son appartement, s'eseurer qu'il n'est ni détruit ni occupé. Car un appartement est aujourd'hul irremplaçable à Beyrouth, même si l'on est prêt à payer le quintuple de son prix. Israël est en train de laisser dans le siñage de sa querre un gicantesque problème dans ce domaine. C'est ce qui explique d'ailleurs l'inébran ténacité des deux cent mille à deux cent cinquenta milla Libenais, dont 10 % sont des chrétiens au demeurant, qui partagents le sort des deux cent mille Palestiniens asslégés; voir ausal ses amis, les Palectiniens et autres négociateurs prendre le pouls de la situation si l'on cas, repartir.

Or, précisément, et pour la première fois, rien ne dit que l'on pourra repartir, « L'assaut » est peut-être pour demain, le blocus peut devenir hermétique

## EN DESTITUANT LE MAIRE « MODÉRÉ » DE GAZA

## Le gouvernement de Jérusalem semble tout faire pour provoquer la radicalisation des Palestiniens des territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. - En désavouant la Jérusalem. — En désavouant le maire de Gaza et en mettant ainsi à exécution un ultimatum lancé une semaine plus tôt (le Monde du 9 juillet), le gouvernement de Jérusalem a franchi un pas très significatif. Car M. Rachad Chawa avait été longtemps avec le maire de Bethléem. M. Elias Freij, l'un des chefs de file du camp des « modérés » ou considéré comme tel par les Israéliens eux-mêmes.

considéré comme tel par les Israé-liens eux-mêmes.

M. Chawz, comme M. Freij,
tout en rejetant le projet d'au-tonomie et en dénonçant la vo-lonté des autorités israéliemes d'assurer une mainmise complète sur les territoires occupés, avait eu parfois une attitude critique à l'égard des éléments qui, au sein du « mouvement national », étaient les plus proches de l'OLP.

Il avait entretenu des liens

sein du « mouvement national », étaient les plus proches de l'OL.P.

Il avait entretenu des liens étroits avec le régime hachémite de Jordanie. M. Chawa, qui s'était déclaré à plusieurs reprises en faveur d'un réglement négocié de la question palestinienne, bénéficiait, dans le territoire de Gaza, du soutien d'une grande partie des milieux traditionnels et conservateurs (1). Comme la plupart des autres municipalités dans les territoires occupés, celle de Gaza avait réduit ses activités pour éviter an maximum les contacts avec l' « administration civile », israélienne qui, depuis son installation au sein des gouvernements militaires de Cisjordanie et du territoire de Gaza à la fin de l'année dernière, préfigurent, aux yeux des Palestiniens, la mise en place d'une autonomie imposée équivalant à une annexion de fait.

L'administrateur civil de Gaza, le général Yossef Lunz, avait sommé M. Chawa de mettre fin à ce boycottage avant le 10 juillet, mais le maire de Gaza, ayant fait, deux jours plus tôt, savoir que son conseil municipal refusait de se soumettre à cette injonction, la destitution, alnsi que celle du conseil, lui a été notifiée le 9 juillet. M. Chawa est le séptième maire limogé dans les territoires occupés depuis le

est le septieme maire limogé dans les territoires occupés depuis le les territoires occupés depuis le mois de mars, qui avait marqué le début de l'offensive israéllenne contre les dirigeants locaux les plus nationalistes.

La preuve est faite : pour le gouvernement israélien, il n'y a pas de Falestiniens assez modérés. Il semble même tout faire pour provoquer une radicalisation, imposer sa loi et une coopération sans réserve. Le maire de Bethléem, M. Freij, qui reste maintenant le seul élu à la tête d'une municipalité importante, a d'ailleurs changé de ton. Après avoir ces derniers mois souhaité l'instautation d'un dialogue entre l'OLP, et Israrêl, et appelé ses compatriotes à manifester de la grudence pour se pas sédem le la particue pour se pas sédem le l'OLP. et Israfel, et appelé ses compatriotes à manifester de la prudence pour ne pas céder à la provocation et faciliter de cette façon la tâche du gouvernement de M. Begin, M. Freil, qui se sent à son tour menacé, a sévèrement mis en garde les « collaborateurs » qui seraient prêts à remplacer les maires et conseillers municipaux limogés,

A la sortie des mosquées après la prière du vendredi, une certaine agitation régnait dans l'ensemble des territoires occupés et des jeunes gens sont descendus dans la rue, notamment à Jérusalem-Est, où quelques échauffourées ont eu lieu avec le service d'ordre, qui a effectué plusieurs arrestations.

FRANCIS CORNU.

(I) À la différence des maires de Cisjordanie qui sont élua, ceux du territoire de Gaza sont nommés. Les Israéllens, depuis le début de l'occu-pation, ont repris sur ce point la réglementation en vigueur avant 1967 sous l'administration égyptienne.

● Une délégation du bureau national du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) a été reçue, jeudi 5 juillet, sur sa demande à l'ambassade d'Israël a Traduisant l'émotion intense des antiracistes et des démocrates en France, le MRAP a reppelé qu'il condamne l'invasion meuritière du Liban pur Israël (...) Le MRAP a rappelé que le peuple palestimien, comme le peuple isruéllen, a le droit de vivre libre sur sa terre et d'avoir un Etat, la force ne pouvant supprimer la réalité d'un peuple et ses aspirations profondes (...). >

MARKEY SO CACKLACK

se signeraal pas he traine de le droit de la me

Service Services

Le Monde mes PHILATELISTES

LISEZ LE

entite pour se rendre en Syrie Co tout to the afternation of least drop

parter hause lay, manches d'état. the factor between the selection of the

platition de facon a pour oir y passe

intelige (Mrice, M. Douglas Hord, a departement politique de l'O. P. fais qu'un montibre du gouternement semable de l'O. L.P., mais le Forsp. Mandaugni faunti partie d'une dels

ns sa propre ville

Chesta pas mate des langues con-

beare ou created for 30-30

- An Mahar, I Chronica Jon, &.

1874, taurons de la presse to

france - der dient pas tale me

seems addition on distinct make

de guenn en 12"-10:6, 2m

detErent plus, Dout a mine

tel gene gos ben, dec date look

makergrede i een met temalie oor te

AND WHEN THE PARTY OF STREET

date to vile pare querver

within a first mile, avec the

U.M. Wall you to mile

ALESS SERVICES C . Settle

Mileton er er totte un in tatte

CHARLES BY A LONG TO MITTER

catelle & from notice in the talk

the the first batter states

timega ital iden. Celak ibert mirg

same as demand the control

Ling Beregennumb Cabarten in

curry and aires of France

as postary resources to present

the freezency for the property of

ser community that in the

पुष्ट पुरुष्टे कड़ेलकर्ग हा भाग द

promote the state of the state

 $(p, p_1, \dots, p_{n-1}, p_n) = (p, p_1, \dots, p_{n-1}, p_n)$ 

grade and the second of the se

A MATERIAL TO THE PARTY OF THE

Table 19 Comment of the Comment of t

1 NATION 1

LMAIRE & MODERE > DE GALL

de Jérusalem semble tout fat

popuer la radicalisation

MARKET ENGINEERING

Management of the control of the con

.

ms des territoires occupés

the state of the s THE HEALTH WILL BEEF ST

tra correspondent

ton

ale d'larget a protecte lendre series extrem accorde la reide se series extres. M. Dauglas Hard a

M. François Mitterrand a regagné Paris vendredi soir 9 juillet, après quarante-huit heures passées en Hongria. née divers entretiens avec des intellectuels hongrois ainsi qu'avec le primat, Mgr Lekai, le président de la République avait en un second tôte à tête avec le premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois, M. Janes Kadar, II avait ensuite donné un déjeuner en son honneur, suivi d'une conférence de presse.

Budapest. - « Il n'y avait aucun contentieux particulier entre nous, mais pas non plus de relations mans pas non pass de tendanas actives. Nous sommes donc convenus de les manimer. » Ainsi, M. Mitterrand a-t-il résumé, en ouvrent vendredi la conférence de presse qu'il tenait en commun. avec M. Kadar, l'esprit des entre-tiens qu'il a ens, ainsi que quatre membres du gouvernement qui l'accompagnaient, dans la capitale

Dans la matinée, c'est surtout de culture qu'il avait été question. Le chef de l'Etat avait pu s'entretenir hrièvement avec un certain nombre d'écrivains bongrois, mais aussi visiter, parmi d'autres expo-sitions, celle-qui, à Budapest, est consacrée à l'édition de livres en consectée à l'édition de livres en langue magyare — plus de quatre cents titrés et dinquante-six millions de volumes depuis 1945. C'est un domaine où le déséquilibre des échanges au détriment de la Hongrie est considérable; il devrait être (légèrement) corrigé par la prochaîne édition en frances d'une minagine de livres cais d'une quinzaine de livres réaliste, le débat porte seulement hongrois. Le poète Guillevic, qui sur la diminution du surarme-a beaucoup œuvre à la diffusion ment (\_) Je crote que dans le

De notre envoyé spécial

de la littérature magyare en France, faisait d'ailleurs partie des mvités du président de la République. Ce dernier a, en tout cas, été frappé par la persistance du prestige culturel français en Hongrie M. Mitterrand avait profité de sa deuxième rencontre approfon-

sa deuxième rencontre approfon-die avec M. Kadar pour évoquer avec ini la situation au Proche-Orient, à propos de laquelle il a noté certaines convergences entre les analyses développées de part et d'autre. Il s'en est expliqué publiquement. (Voir page 2.) Mais ce sont naturellement les relations Est-Ouest qui, une fois de plus ont orioritairement retenu de plus ont prioritairement retenu l'attention des deux hommes d'Etat lors de leur tête-à-tête, comme an cours de leur conférence de presse commune. M. Mitterrand a dit notamment : a Nous conscience de deux custèmes dif terrand a dit notamment : a Nous apportenons à deux systèmes diffèrents, mais nous avons des affinités et des intérêts communs, quand cela ne serait que la sauvegarde de la paix (\_\_) Si nous ne sommes pas d'accord sur tous les plans, le champ est vaste où nous pouvons peser sur les décisions qui commandent la paix du monde » M. Mitterrand a en parmonde. » M. Mitterrand a en par-ticulier invité les pays tiers à « éviter de tout transformer en affrontement des deux super-

A propos des négociations de Genève, le chef de l'Etat a es-timé : « Il faut tout mettre sur la table. Si cette négociation ne réussit pas, il y aura la réalisation des plans annoncés (...) et la course reprendra vers le sur-armement. Car il faut être réaliste, le débat porte seulement sur la diminution du surarme-

cadre de leurs alliances respecti-ves, des pays sages comme la Ron-grie et la France peuvent jouer un rôle à cet égard. »

Interrogé sur son intention éventuelle de rencontrer M. Brejnev après avoir vu M. Kadar, le président français a répondu : «Ce dialogue franco-soviétique existe. Il y a des échanges de messages entre M. Brejnev et moi, l'en at encore reçu un lout à l'heure. La ques-tion est de auvoir si, montant un darreau de l'échelle, il taut organiser une rencontre entre ceux qui exercent les fonctions suprêmes chacun dans son pays. suprêmes chacun dans son pays.
C'est là qu'intervient toute une
symbolique. On ne doit pas,
comme on l'a fait trop souvent,
faire l'impasse sur les évenements d'Afghanistan et de
Pologne (\_) Quand je jugerar
et quand M. Brenev rugera que
l'intérêt de la pait dans le
monde et celui de l'Europe peuvent justifier un échange de vues
direct, cet échange aura lieu. J'ai
toujours souhaité la négociation.
mais pas dans la faiblesse et
l'obscurité. v

M. Kadar a d'autre part in-

M. Kadar a d'autre part in-dique que des contacts d'infor-mation auraient régulièrement mation auraient regulierement ilen entre ministres des affaires étrangères des deux pays « Nous avons en outre décidé de travailler en commun pour que la conjairence de Madrid puisse s'achever dans l'esprit d'Helsinkin, a-t-il ajouté. Le premier profésion du parti, socialiste secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois avait auparavant assuré que la vieite de M. Mitterrand. «dont la Hon-grie attendait beaucoup», avait parfaitement répondu à ses es-DÉTATICES.

BERNARD BRIGOULEIX.

## AFRIQUE

## M. Mitterrand se refuse à «faire l'impasse» sur l'Afghanistan et la Pologne M. Nyerere défend son projet de société socialiste

entra la Tanzame et la Fonds monétaire international (F.M.I.) deux partenaires ont récomment repris langue à Washington équipe du F.M.I. séjourne à Dar-Es-Salaam su moment où la snuamante. L'anjeu de cette rieuse négociation, amorcée depuis trois ane, reere inchangé Poctroi par le Fonds d'un impor-tent crédit susceptible d'assainit

Les manx du socialisme tanzanion sont blen connus des experts du banqueroute. Dans les caisses de l'Etat, désespérément vides, les réserves en devises représentant en valeur tout juste daux ou trois jours premières et de plèces détechées des entreprises ferment leurs portes au relent. La fermeture récente d'une brasserie a privé l'Etat d'une partie

L'arrêt de la seule fabrique de pneus perturbe un peu plus un systême de transports déjà déficient bus sont immobilisés) En raison de la pénurie de papier, le Dally News, seul quotidien en langue anglaise, vient à nouveau de réduire son hrage de moltié. La Tanzania engiouti dans la « facture pétrollère » près

La tonnage d'hydrocarbures fourni aux compagnies aériennes étran-gères opérant en Tanzanie, sera réduit de 30 % le 15 juin. Plusieurs d'entre elles pourraient être contraintes, de ce fait, de brûler l'escale de Dar-Es-Saleem.

Le gouvernement a décidé, en mars, d'ajourner la mise en œuvre de tous les projets de développe ment programmés pour la proch année. budgétaire (juillet 1982juin 1983) La dette tanzantenne avoi-sine 1,3 milliard de dollars, dont anviron 300 millions d'arriérés à court terme Le pays importe plus de deux fois ce qu'il exporte. Le taux d'inflation annuel est astimé à 30 %. circulation ne casse de se « gonfler » dangereusement Le shilling tanzanien se négocie sur le marché parallèle. au cinquième de sa valeur. Le déficit budgétaire atteint 300 millions de dollars.

L'étiolement de la production agricole a des raisons multiples sou-vent dénoncées par les dirigeants eux-mêmes : paysans sous-payés, cultures mai choisies, capacité de stockage insuffisants, manque de pièces détachées et d'engreis, projets trop grandioses, pénurie de bechniciens, ankylose bureaucratique L'an demier, la Tanzanie a du importer 280 900 tonnes de céréales et de graves négligences se soidèrent par le limogeage du ministre de l'agriculture Cette année, les conditions climatiques severables laissent prévoir une bonna récolta. Mais les autorités semblent impuissantes à réduire les pertes dues à

Le F.M.I. fut appelé une première

De notre correspondant en Afrique orientale

fois, en 1979, au chevet de l'économie tanzanienne De difficiles tractations aboutirent. en septembre 1980, à un accord sux la Tanzanie. Bur una période de deux ans, un crédit d'attente (stand by) de 240 millions de dollars. Seule la première tranche fut débloquée, car la pences dont ce prét était assorti. M. Nyerere reprocha au F.M.I. de vouloir dicter as for at imposer ses « idées folles », l'accusa d' » ingérance - et de « subversion », M. Nyerere critiqua ausai l' = alde trop faible et trop tardive - de la Banque mondiale (deputs 1963, cet organisme et ses filiales ont prêté 1,1 milliard de dollars à la Tenzanie).

Fervent nationaliste, M. Nyerere est très susceptible sur le chapitre de l'attachement du F.M.I. aux lois du libre échange, son approche trop « productivista » faisant fi-des objectifs politiques du gouvernement tanzanien at le suspecte de vouloir l'obliger à répudier le projet socisliste. Ces griefs, partiellement fondés, n'ont pas empêché la reprise des négociations. Il est vral que M. Nyerera, quelle que solt sa susceptibi-

lité, n'a guère le choix. Toutefois, le F.M.I. reste attaché, jusqu'à preuve du contraire, aux mêmes remêdes. Dans son plus récent rapport à ce sujet, fin 1981, dévaluation de 50 %, réduction de 10 % des dépenses budgétaires, augmentation de 80 % des prix aux pro-

res, industrialles ou non, rela Abolition de comaines taxes à l'exportation, allégement des emprunts de l'Etat. Le F.M.I. tient la . dévaluation pour la mailleur stimuen rien liée aux exigences du F.M.I. diale, préconise un regain de l'entreprise priváe et une réforme en profondeur du secteur para-étatique,

M Nvereze reconnaît que les trois Impayées de téléphone et de télex des administrations tanzaniennes s'élèvent à 5 millions de dollars). La récente, quoique timide, renals-sance des coopératives répond au souci de « dégraisser » l'adminis-

lieu d'incompétence et de corrup

Sur d'autres points, les divergences entre M. Nyerare et le F.M.I. demeure hostile à l'abolition du contrôle des prix, à une diminution una contraction des dépenses sociales (éducation et santé notamment), susceptibles de porter atteinta nombre. M. Nyerere semble attaché à la construction d'une la paix sociale dans les villes pour accepter la remise en cause de ces d'un redressement l'incitera-t-elle. malgré tout, au compromis ?

### LES NÉGOCIATIONS DE VIENNE

## Les pays de l'O.T.A.N. ont déposé un projet d'accord sur la réduction des forces en Europe centrale

Vienne. — Les Eigts-Unis et leurs aillés de l'OTAN participant aux négociations de Vienne sur une réduction des forces en Eu-rope centrale (M.B.F.R.) (1) ont pris, à une semaine de la fin de la ringt-sentième passe des la vingt-septième phase des conversations, une nouvelle initiative pour sortir de l'impasse où l'on se trouve pratiquement depuis le début, en 1973. Cette proposition. présentée sous la forme d'un projet de traité avait été annon-

projet de traîté, avait été aunoncée par M. Reagan lors du sommet
de l'OTAN le 3 juin à Bonn.
La proposition alliée prévoit
une limitation des forces en Europe centrale à un plefond commun de 900 000 hommes (700 000
pour les forces terrestres et
200 000 pour les forces aériennes)
pour chaque alliante, l'OTAN et
le pacte de Varsovia. On parvien
drait à ce plafond par des réductions mutuelles en quatre étapes
étendues sur sept ans Dans une
première phase, seules les deux
superpuissances seraient concernées : les Etats-Unis retireraient
dans les douze mois suivant la
signature d'un accord, 13 000
hommes et 170 R.S.S. 30 000 de
leurs troupes terrestres stationhommes et l'URSS 30000 de leurs troupes terrestres station-nées en Europe pentrale (Benelux. R.F.A., R.D.A., Pologne, Tchéco-slovaquie). La deuxième phase prévoirait, selon des sources occi-dentales informées, le retrait de 31000 hommes de l'OTAN et de 93 1000 du pacte de Varsovie, dont 33 000 Soviétiques. Dans les troi-sième et quatrième phases, répar-ties sur quatre ens, les deux alliances devraient ramener leurs

De notre correspondante forces en présence au maximum de 900 000 hommes pour chaque

Afin de vérifier les réductions effectuées, l'OTAN avait proposé en 1979 une série de «mesures associées» inclues dans l'actuel projet de traité. Il s'agit essentiellement de contrôles sur place, refusés jusqu'à présent par le pacte de Varsovie.

L'élément nouveau du texte est le principe — cher au pacte de Varsovie — d'un engagement formel de tous les participants, dés la signature d'un accord global, à réduire leurs troupes. L'OTAN souhaitait jusqu'à présent procéder en deux étapes : un premier accord n'aurait engagé que les deux superpuissances, la réduction des forces des autres participants restant réservée pour un second a c c o r d. Cependant l'alliance atlantique refuse toujours la fixation de «plafonds nationaux»

effectifs de la Bundeswehr ouestallemande.

L'assurance d'une réduction des
forces de tous les pays de la
région concernée — la Bundeswehr comprise donc — devrait,
espère-t-on dans les milieux de
l'OTAN à Vienne, incliner le
pacte de Varsovie à un compromis
dans l'épineuse question de l'éva-

hation des troupes en présence. Pour l'OTAN les effectife du pacte de Varsovie sont supérieurs de plus de 150 000 hommes aux forces alliées, tandis que les pays camp.

Arin de vérifier les réductions forces alliées, tandis que les pays socialistes estiment qu'il existe un équilibre approximatif. Sur cette question qui est la principale pierre d'achoppement de la négo-ciation depuis son début. l'OTAN maintient ses positions inchangées : le nouveau texte se borne à répéter qu'un accord sur les effectifs stationnés dans la région reste la condition sine qua non de la signature d'un traité.

WALTRAUD BARYLL

(1) Les participants aux M.B.P.R. sont classés en deux catégories ; ouze participants directs : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Capada, R.F.A., Belgique, Pays-Bus, Luxambourg, U.R.S.S., R.D.A., Pologne, Tohécoslovaquis — tous pays qui miratianumit des forces en Europe a c o r d. Cependant l'alliance atlantique refuse toujours la fixation de «plafonds nationaux» souhaitée par Moscou. Celle-ci
accorderait en effet au pacte de varsovie un droit de regard sur la ventilation des effectifs au sein de l'Alliance occidentale et entrainerait une limitation des effectifs de la Bundeswehr ouestallemande.

L'assurance d'une réduction des forces en Bronce en Bropague, Tohécoalovaquie — tous pays qui robécalovaquie — tous pays qui centrale. Huit participants à fistint spécial qui ne disposent pas de serveus donc pas concernés par un éventuel accord : Norvège, Danstrainerait une limitation des effectifs de la Bundeswehr ouestallemande.

L'assurance d'une réduction des forces en Burope centrale. Huit participants à fistint spécial qui ne disposent pas de serveus des montes par un éventuel accord : Norvège, Danstrainerait, tune limitation des effectifs de la Bundeswehr ouestallemande.

## **AMÉRIQUES**

## **Etats-Unis**

## LA JOURNÉE DES DISPARUS ET ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE AU VIETNAM

Washington (A.F.P.). - Un élé retrouvés. La sort des audrapeau noir et blanc a été hissé, vendredi 9 juiliet, aur la Maison Blancha et le Pentagons à l'occasion de la journée nationale des disparus et anciens prisonniers de guerre du Viet-nem, proclamés par le président Reagan . Ce drapeau, frappé d'une silhouette de soldat dans un cercle blanc sur un fond noir, a flotté au côté de la

Neuf ans après la fin de leur engagament au Vietnam, les Etats-Unis n'ont pas complètevivants quelques-uns des deux mille cinq cents militaires américains portès manquants en Asie du Sud-Est, Seion le Pentagone, la moitié de ces disparus ont été tués au combat mals feurs corps n'ont jamals

tres, soit près de mille trois un mystère. Certains d'entre eux ont-lie survéeu et vivent-lis dans des camps de prisonniers su Vietnam 7 Cette question, de nombreuses families et officiels américains se la posent, en dépit des affirmations répétées du gouvernement de Hanol selon lesquelles tous les prisonniers de guerre ont été libé-

Les services de renselane ment du Pentagone enquêtent vingt-six cas d'Américains qui seralent toujours détenus en Asie du Sud-Est. - Malheureusement, nous n'avons pas été en mesura de réunir des preuves conveincantes », affirme un expert militaire.

## Les États-Unis ne signeront pas le traité sur le droit de la mer

Ces objectifs, annoncés le 29 janvier dernier par le président Reagan, visalent à défendre les intérets stratégiques et économiques des États-Unis et d'autres pays industrialisés contre ce que Washington appelle la « convoitise » des pays du Tiers monda. La Maison-Blanche a toutefois indiqué que les États-Unis continueraient, à participer aux tranucraient à participer aux tra-vaux de la conférence spéciale des Nations unies, mais unique-ment au niveau des experts.

La Maison-Blanche a précisé

Washington (A. F. P. J. — Les Etats-Unis ne signesont pas le traité sur le droit de la mer parce qu'il contient des dispositions e inacceptables » sur l'exploitation des richesses minérales des fonds marins, a annoncé vendredi » juillet la Maison-Elanche. Dans une déclaration faite au nom du président Reagan, accuellement en Californie, la Maison-Elanche a indiqué que cette décision avait été prise après qu'il edit été constaté que le traité adopté le 30 avril par la conférence spéciale de l'ONU sur le droit de la mer ne remplissait « uncun des siz objectifs fondamentaur » qu'e s'étaient fixès les Etats-Unis.

Ces objectifs, annoncés le ment s'il le jout nos intérêts vitaurs », a déclaré en privé un haut responsable du département d'Etat.

Après neuf aus de discussions, le laprès neuf aus de discussions, le

s'étaient abstenus.]

## R. F. A.

## LES ÉCOLOGISTES S'INTERROGENT SUR UNE ÉVENTUELLE COOPÉRATION AVEC LES SOCIAUX-DÉMOCRATES

. De notre correspondant

The party of the p

## ASIE

## Vietnam

### UN RETRAIT TOTAL DU CAMBODGE EST LIÉ A LA FIN DE LA MENACE CHINOISE déclare l'ambassadeur à Paris

De notre correspondant

De notre correcte du S.P.D., a provoque

De notre carret du S.P.D., a provoque

D

tionale », que les ministres indo-chinois ont proposé de réunir et de vra donc être l'objet de négociations entre Pékin et Elanoi.

Interrogé sur une éventuelle prèsence du gouvernement de coalition du prince Sihanouk à cette conférence, M. Bo a répliqué : « La réunion des ministres a qualifié la coalition de jarce. Je crois que cela suffit. » Enfin, à propos du siège du Cambodge à l'ONU — dont Phnom-Penh demande qu'il soit pour le mo-ment déclaré « vacant », — M. Bo a dh qu'il ne devait pas Eure, « occupé par les polpotistes, à vi-, sage découvert, ou à visage ; camouflé ».

Le millionième répugié indo-chinois officiellement recensé est arrivé récemment en Thallande; a indiqué vendredi 9 juillet à Genève le porte-parole du Haut; Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). Le y moitié de ce million de réfugiés de sont arrivée dans les pass de la des Paracels. La fin de la menace sont arrivés dans les pays de la chinoise « est tout à fait indépendante de la conférence interna-parole. — (A.F.P.)

### LA POLÉMIQUE SUR LE STATUT DE LA CAPITALE

## M. Chirac: la consultation des Parisiens constitue un préalable à toute négociation

MM. Georges Sarre (P.S.) et Henri Fiszbin (non inscrit), conseillers de Paris, ont donc obtenu gain de cause. Un « débat - est organisé, lundi 12 juillet, à l'Hôtel de Ville, sur la réforme du statut de la capitale. Ainsi en ont décidé les présidents des groupes politiques de l'as-semblée municipale réunis vendredi après-midi dans le bureau du maire. Mais ce sera un faux et inutile débat. Un faux débat, parce qu'il a été convenu que le dossier de la réforme du statut ne serait ouvert qu'entre 16 houres et 17 houres, c'est-à-dire entre deux discussions de mémoires inscrits à l'ordre du jour de la séance du Conseil de Paris. Et parce que n'interviendront au cours de ce débat que les présidents de groupe qui disposeront d'un même temps de parole. En bref, il ne s'agira donc que de monologues connus à l'avance. Un inutile débat, sans

Dans une déclaration publiée par le Figaro Magazine du sa-medi 10 juillet M. Jacques Chi-rac indique notamment :

UNE « VILLE-PHARE » POUR L'URBANISME

ET LA PARTICIPATION

De notre correspondant

Autodécentralisation à Grenoble

n'ont pas de sens. Pour l'instant, c'est la pagaille (\_\_) Is suis favorable à une concertation, mats auparavant le gouvernement de-

maines tela que la rénovation des bătiments communaux, l'amens-

gement d'espaces libres ou sa-

core la réalisation d'équipements

- Trop souvent, les associa-

tions sont restées au atade de la

défense des priorités les concer-

nam directament -, regrettent

certains élus lis souhaitent que

les assemblées de secteur jouent

un rôle d'impuision et de pro-

position. Ils se demandent si un

- budget de secteur - na per-

mettralt pes d'aller plus loin

décentralisation. Une timide ten-

en 1982. La ville a en effet

attribué à chaque secteur une

enveloppe libre - de 200 000 F

destinée à un équipement de

Accélérer le processus

M. Hubert Dubedout souhalte-

rait accélérer à partir de 1983

amorcé ces demières années

dans sa ville. - Nos ingénieurs

dement se trouver confrontée à

des problèmes de nature poli-

tique lors des choix qu'ils seront

amenés à laire. Il leur faudra

alors une couverture politique », explique M. Dubedout. Il serait

favorable à la présence d'élus

de quartier désignés à la pro-portionnelle et sur la base des

résultats obtenus par la muni-

cipalité tout entière, afin de se

prémunir contre les risques de

création de quartiers de droite

Jugeant avec prudence la ré-

forme du statut de la capitale.

le maire de Grenobie considère

tements urbains totalement nou-

veaux, mais qu'elle ne pourra

pas se faire du jour au lende-

main il prévoit - une mise en

place pragmatique et bésitante

dit-ii, à l'image de Grenoble, devront travailler étroitement,

dans chaque arrondissement,

avec les associations - Mais

ajoute M. Dubedout, il faut que

la maira da Peris conserve des

pouvoirs très importants -, en

particulier pour ce qui concerne

les grands problèmes d'urba-

et les grands équipements

« Cette capacité de décision

unique ne doit pes tul être

CLAUDE FRANCILLON.

ne. la voirie, les transports

tative dans ce sens est mend

de quartier

et nous pensons que nul n'est mieux placé qu'un électeur, un contribuable ou un usager pour décider du sort qui dott bu être « En baissant le ton d'un cran, e gouvernement propose une né-

» Aujourd'hui, il essaie de se donner le beau rôle et masque sa reculade en se déclarant prêt à discuter du statut de Parts, la presse les précisions apportées le 7 juillet par M. Pierre Mauroy sur les intentions gouvernementales, le maire de Paris avait déclaré : « L'ignorance pyramidale dont le premier ministre a fait preuve en ce qui concerne la gestion de la capitale l'a conduit à dire des choses qui long de serse leur l'instint comme un juge qui, une fois édiciée la sentence de mort, vient négocier avec le condamné les instruments de son trépas. La ficelle est un peu grosse.

» Nous avons proposé la seule mesure de bon sens dans cette affaire : la consultation des intéresses. Elle constitue pour nous le préalable à toute négociation. Comment pourrions-nous « négocier » sur le dos des Parisiennes et des Parisiens, un accord

Grenoble. - - Comment Fad-

ministration de Parle falt-elle

pour avoir des contacts un neu-

personnalisés avec una popula-

tion de 2,2 millions de personnes

alors que nous, avec 170 000 habitanta — solt l'équivalent du

13° arrondissement de Paris —

nous éprouvons à Grenoble un

immense besoin de décentraliser

nos services? », se demande

le député et maire socialiste de

la ville, M. Hubert Dubedout.

L'un des soucis majeurs de la

municipalité de gauche qui di-

rice Grenoble depuis 1977 est

de mettre en place da nouvelles

structures de - démocratie lo-

cale - susceptibles de rappro-

cher la population des élus et

La première étape de ce projet

décentrelisation des services

techniques municipaux dans stx

secteurs de la ville qui couvrent

l'ensemble des quartiers Sym-

bole de cette décentralisation :

l'antenne municipale du centre-

ville s'est installée dans l'an-

cienne mairie, délalasée en 1968

lors de la construction du nou-

vel hôtel de ville. Des services

municipaux décentralisés sont

dirigés chacun per un ingénieur

douzaine de personnes Celles-ci

sont chargées de l'entratien

naux et du cadre de vie, mais

également de la représentation

de la population et des associa-

tions pour la fourniture, par

et la délivrance d'informations. Enfin, elles assurent, en Italson

avec les services centraux et

sous le contrôle des élus concer-

quartiers grâce à des contacts

directs avec les organisations.

d'habitants. De nombreuses

questions autrefois régiées par

les services techniques de l'hôte

de ville sont désormais résolues

sur place et dans des délais

Parallèlement, la municipalité a

mle en place au mois d'octobre

1981 des « assemblées de sec-

teur - qui réunissent des élus

municipaux, des représentants

des associations présents dans

les quartiers, ainsi que les res-

ponsables d'équipements publics

(M.J.C., centres sociaux, écoles).

Réunies à l'initiative de la

municipalité, o e s assemblées

ennt appelées à se prononcer au

moins deux fois par an sur les

priorités à donner dans des do-

les associations et les groupe

courant des bâtiments commu-

des services municipaux.

doute, parce que personne ne saft encore très précisément ce que sera le nouveau statut de Paris et que tout a déjà été dit.

Le véritable débat aura lieu à l'automne, quand le gouvernement aura déposé son projet de loi. Sans attendre, M. Jacques Chirac s'emploie, toutefois, à exploiter l'avantage politique que lui a donné, dans cette -affaire-, la maladresse do gouvernement, illustrée par les discor-dances entre les déclarations respectives du ministre de l'intérieur et du premier ministre. Multipliant les déclarations et les interviews, le maire de Paris a notam-ment souligné, vendredi 9 et samedi 10 juillet, que la « consultation » des Paritoute négociation . M. Chirac en profite pour préciser le programme de rétablissecité du gouvernement à diriger le pays et

et préciser le programme de rétablisse ment qu'il faudra appliquer, à son avis quand la gauche aura perdu le pouvoir ce qui lui apparaît inéluctable.

Le président du R.P.R., sur ce point reçoit le renfort de M. Michel Ponia: qui affirme que la France n'a jamais eu depuis deux cents ans, un gouvernement « si manvais », que le socialisme est en passe de devenir - insupportable - au pays et qu'en définitive de nouvelles élections législatives devraient avoir lieu prochainement «si le gouvernement se conduit démocratiquement . Ce qui fait bon marché — on en conviendra — de la volonté démocratiquement exprimée, il y a un an par les électeurs, mais qui prouve que l'ancien ministre de l'intérieur reste égal à lui-même dans l'art de la nuance.

le système bancaire, la dénatio-nalisation doit être très poussée. En revanche, si f'observe la situation de la sidérurgie, je doute que nous puissions la dénationaliser. Mais il y a un certain nombre d'entreprises qui ont été nationalisées, parjois depuis très longtemps, et qui à mon sens devraient retourner teur pripe n

titre: a L'espoir face à l'incom-pètence »: a Jamais depuis le Directoire, jamais depuis deux cents ans, la France n'a eu un si mauvais gouvernement: in-compétent, inefficace, ignorant. (...) L'essentiel est la volonté d'agir pour l'aventr, d'agir pour bouter le socialo-communisme hors du pouvoir en France... Peut être même aurons-nous à entreetre même curons-nous à entre-prendre tout cela plus tôt que nous le pensons. Le socialisme ruine si vite notre pays, qu'il peut lui devenir insupportuble. an est à l'encontre de tout bon sens. Et celle pratiquée aujour-d'hui va dans le mauvais sens.»

même pariois des chèques.

Une quinzaine de lettres hostiles

seraient parvenues également à la

mairie de Paris qui juge que « seules

cinq ou six = reprennent les argu-

qu'- Injures grossières ». De leur côté, les socialistes par-

lent d'envois «spontanés », de e courrier abondant » qui montre,

selon M. Georges Sarre, député de

UN MILLION DE PUBLICITÉ

« Un demi-franc par Pari-sien » tel est, selon M. Jacques Chiroc, le colit de la campa-gne publicitaire lancée par la mairie de Paris pour s'oppo-ser au projet gouvernemental sur la réjorme du statuit de la capitale. Interrogé, à ce propos, le maire a précisé, le 9 juillet, que 300 000 P avoient permis de réserver les pan-

o nuiet, que 300 000 F avaient permis de réserver les pan-neaux publicitaires sur les-qu'els étaient apposées de de grandes affiches et que 700 000 F avaient été débour-sés pour les encarts parus dans les journaux. Soit au

dans les journaux. Soit au total « 1 million de frances préleucs sur le budget du service de l'information de la Ville.

du groupe socialiste au Consell de Paris, a parlé à ce sujet de « détournement de fonds publics à des fins poll-tiones »

Paris, que « maigré un matraquage

systématique de l'opinion, une large

fraction de Françaises et de Français

Certains dénoncent les pouvoirs jugés excessifs du maire de Paris :

= Il faut que le = régent = qui règne comme maire en selgneur et maître

comprenne ... « Ne vous laissez

pes intimier ... - Il taut tenir bon

D'uatres envolent la copie de cour-

riers adressés au maire de Paris :

- Cher Monsieur Chirac, si je peux

vous donner un conseil, étant votre

ainé, au lieu de gaspiller votra ergent

pour une campagne de publicité dans Paris, confiez votre budget aux ASSEDIC qui en ont tellement

basoin pour enrayer le chômage

ne se laisse pas abuser ».

malgré les rugissements. .

ments du P.S. les sutres n'étant

Pour sa part, M. Michel Ponia-towski, ancien ministre de l'in-térieur, écrit notamment, dans la Lettre des républicains, organe du parti républicain, sous le titre: a L'espoir face à l'incom-pérence des l'ancie le

mesures devront être abrogées.
notamment les nationalisations écheo successifs du gouverneet ces étonnantes lois Aurouz, ment, pourraient bien être avandont on a l'audace de nous dire
qu'elles consistent à donner des
droits aux travailleurs (...). Dans

## d'où ils auraient été exclus par la capttale. Si le gouvernement avance ? Nous sommes des démocrates une seule commune et un seul et nous pensons que nul n'est maire, je suis tout disposé à en

maires de grundes villes, telles que Lyon et Marseille. s Dans une interview publiée le Dans une interview publice le même jour per le Nouveau Journai, M. Chirac avait précisé ce que devrait être, à ses yeux, l'action de l'opposition lorsque celle-ci e sera redevenue la majorité » : « Elle [la nouvelle majorité] aura un laps de temps très court pour metire en œuvre un programme de redressement, qui devra l'être aurs aucun doute par programme de redressement, qui devru l'être sans aucun doute par voie d'ordonnances et qui impli-quera d'avoir fait l'objet d'une réflexion et d'une concertation préalable avec toutes les grandes

» Nous sommes en train de mettre au point ce programme de redressement, dont l'objectif sera essentiellement de rendre la sera essentiellement de renare la confiance aux travailleurs et aux entreprises de notre pays, afin de débloquer l'investissement et, par là même, d'inciter à la provois de conséquence, de mettre en œuvre une véritable politique de lutte contre l'inflation.

lettres, de mots d'ancouragement.

A la mairie de Paris comme chez

les élus socialistes, la «bataille de

Paris - a provoqué un afflux de

courrier. Et les décomptes commen-

A l'Hôtel-de-Ville, cent mille cou-

pons-réponses figurant au bas des tracts distribués par les partisans de M. Jacques Chirac, et plus de

vingt mille lettres, ont déjà été reçus.

De nombreux messages de soutien, dont plus de sept mille viennent de

province, des consells de vigilance

des cartes postales représentant des

monuments de Paris et légendésa

- Parts c'est ça, il ne faut pas y toucher -, et même des textes inso-

- Le maire, jeune et dynamique ; de tous côtée la (ville) délendait

contre les diktats étatiques qui vou-laient la paralyser, maiheureusement

almé — de plus îl est R.P.R. — fut

consultation populaire : - Je yeux sau-

M. RAOUL CARTPAUD (P.S.)

PRÉSIDENT

DU CONSEIL RÉGIONAL

DE POTOU-CHARFNTES

(De notre correspondant.)

Poitiers. — Le conseil régional de Poitou-Charentes a procédé, vendred 9 juillet, à l'élection de son président, en remplacement du docteur Michel Boucher

(P.S.), décèdé le 14 juin. M. Raoul Cartraud, député socia-

liste de la troisième circonscrip-tion de la Vienne et maire de Civray, a été élu au premier tour de scrutin par vingt-quatre voix sur quarante-six votants.

Le candidat de l'opposition.

M. Jacques Fouchier, député
(C.N.I.P.) des Deux-Sèvres,
ancien secrétaire d'Etat à l'agri-

culture, a obtenu vingt-deux voix.

[M. Raoul Cartraud, né le 6 tévrier

1934 à Lisant (Vienne), ancien pré-sident de la Pédération nationale des étudiants en sciences, professeur à l'Ecole normale de Poltiers, est. depuis 1967, conseiller général du canton de Civray. Maire de Civray de puis 1971, il a été ein député de la Vienne en juin 1981. Il exercat

Plusieurs Parisiens réclament une

- - gare au coup de Jamac I

lites tels ce poème :

honni de la mejorité -\_

La «bataille» du courrier

C'est à qui recevra le plus de ver Paris de la magouille - et envoier

### A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Le gouvernement apporte plusieurs retouches au dispositif de blocage des prix et des revenus

Le premier ministre a en-gé une nouvelle fois la responsabilité du gouverne-ment, vendredi 9 juillet, à l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au blocage des prix et des revenus, en vertu de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, Après l'adoption, jeudi soir 8 juillet, par le Sénat d'une question préalable, la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de compromis entre les deux Assemblées n'avait pu aboutir à un accord.

Le projet soums en deuxièn Le projet soums en deuxième lecture aux députés diffère de ceiul sur lequel l'Assemblée s'est prononcée en première lecture (le Monde du 25 juin) par l'adjonction de onze amendements du gouvernement. M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., a déposé une nouvelle motion de censure dont les signataires sont membres des groupes taires sont membres des groupes R.P.R. et U.D.F. et qui est iden-tique à celle déposée en première lecture (le Monde du 30 juin). Les modifications au texte initial concernent les points sulvants :

● ARTICLE 1<sup>er</sup> (blocage des priz) :

Le Sénst ayant fait remarquer que l'extension des ordonnances de 1945 relatives aux prix pouvait soulever des difficultés juridiques, cette référence ne figure plus dans le texte : « Nonobstant toute disposition contraire, et jusqu'au

b 1) Les priz figurant sur les factures d'eau et d'assainisement émises après le 15 juin ne peu-vent dépasser ceux qui figurent sur la dernière facture reçue par le même abonné. Les nouveaux abonnés ne peuvent se voir appliaconnes ne peucent es voir appu-quer des prix supérieurs à ceux pratiqués à l'égard des anciens abonnés facturés le même jour; > 2) Les prix des transports routiers de marchandises et des commissions de transports, à l'exception de ceux qui sont fixés dans le cadre de la tarification routere congatore, us peuvent dépasser les niveaux ayant fait l'objet de paiement, de factura-tion d'arrhes ou de versements d'acomptes à la date du 11 juin ou, à défaut, à la date antérieure la plus proche;

dont le montant excède celui fixé par l'article 3 sera pessible des

ARTICLE 3 Iblocage des cipale modification du projet.

Elle tend à supprimer la rétroactivité des sanctions pénales.

Dans le texte initial, la période de référence partait en effet du 1º juin Dorensvant, il est fait les juin. Dorenavant, il est leur référence à la date d'entrée en vigueur de la loi. Il faut noter que cette modification fait droit à l'argumentation développée par M. Gantier (U.D.F., Paris) qui, lors de l'examen de ce texte en première lecture, le 24 juin, avait première lecture, le 24 juin, avait par le modification de la situation de la situat estime que la rétroctivité d'une loi pénale constitue « une grave inconstitutionnalité ». D'a u t r e part, le montant de l'amende est modifié, passant d'une fourchette de 600 à 1 200 francs à une four-chette de 300 à 8 000 francs :

3) Les société qui contrevien-nent aux dispositions de cet arti-

• ARTICLE 4 (blocage des revenus) :

Cinq modifications sont prevues :

1) Le blocage ne s'appliquera pas aux revenus dont les règles d'évo-lution sont déterminées par une convention collective ou un accord était prévu dans le texte initial), ainsi qu'à ceux dont les règles d'évolution sont déterminées par un « statut » (ce qui n'était pas

dividuelles résultant d'une pro-motion sont susceptibles d'être accordées pendant la période de blocage. (N.D.R.L. l'amende-ment du gouvernement vise le cas — hypothétique l — où se produiraient des hausses collectives de salaires résultant d'une

blocage concernent également tout versement à titre de remu-

vigueur de la présente loi et jus-qu'au 31 octobre 1982, tout employeur qui aura procédé à une augmentation des rémunerations ou maintenu une augmentation contraire aux dispositions des paragraphes i à 5 ci-dessus, sera suni d'une amende de 300 à alariés concernés et pour chaque amenée à proposer un modèle mois de cette période. » Cette nouvelle rédaction du paragraphe 7 de l'article 4 constitue la prin- du Méralisme ».

30 juin 1945 ou à une disposition réglementaire fixant leur mon-tant, ne peuvent dépasser les niveaux affeints le 11 juin 1982 ou, à déjaut, à la date antérieure la plus proche. 
L'article 1, dans sa rédaction initiale, ne prévoyait pas de sanction et n'envisageait pas explici-tement la période de sortie du blocage. Ces deux lacunes sont comblées de la manière suivante : 1) « A compter de la promulga-tion de la présente loi, le maintien ou l'application de prix ou de rémunerations non conformes aux dispositions du présent article

n 3) Les rémunérations rersées

sous forme d'honoraires ou assi-milés, lorsqu'elles ne sont pas déjà soumises à l'ordonnance du

dispositions du present article constitue une infraction constatée, poursuivie et réprimée dans les conditions prévites par l'ordonnance du 30 juin 1945, à 2) « A compter du 1° novembre 1952, il est mis fin au blocage par décret, au vu notamment des accords de régulation qui auroni pu être conclus avec les professionnels.

● ARTICLE 2 (blocage des loyers) :

La nouvelle reduction stipule que les loyers (et assimilés) « dus pendant la période du 11 juin 1982 au 31 octobre 1982 ne peuvent être supérieurs pour le même local ou immeuble aux derniers loyers du contrat en cours à la date du 11 juin 1982 (le texte inital faisait référence aux loyers « en vigueur à la date du 11 jain 1982 », notion jugée trop imprécise par le gouvernement). Il est, d'autre part, précisé que les dispositions de cet article pe sont par le court procur pse applicables « aux locaux n'ayant pas fait l'objet d'un contrat de location depuis dix-luit mois ou plus à la date de

la nouvelle location ». La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée, par la suppression du risque de rétrosctivité qui subsisinitiale. Le bailleur qui exigera ou percevra — mais aussi a matn-tiendra », — « à compter de la promulgation de la loi », un loyer

## Pas de rétroactivité des sanctions pénales

1) Le troisième paragraphe de cet article prévoyait que, en cas d'attribution d'actions gratuites

par incorporation de réserves, la référence (pour le blocage) sera constituée par la masse totale des bénéfices distribués. La noudes benéfices distribués. La nou-velle rédaction étend cette dispo-sition à tous les cas de distribu-tion d'actions sans variation de l'actif et en particulier au cas de la division des actions. Il est précisé que la variation d'actif prise en compte est celle qui suit l'exer-cice précédant l'action de réfé-

rence;
2) à la liste des sociétés auxquelles ne s'applique pas le déplafomement du dividende, parce
qu'elles sont assujetties à des
obligations de distribbution, sont ajoutées les sociétés dites d'inves tissement « jermées » ;

cle seront passibles d'une amende d'un montant de 20 à 50 francs par titre (la rédaction initiale ne prévoyait pas de sanction).

prévu);
2) Seules les augmentations in-

promotion...);
3) Les dispositions relatives au

nération d'une somme quelconque qui oe résulte pas d'un «sintut existant» (amendement de conséquence); 4) « A compter de l'entrée en

9000 francs, qui sera appliquée utant de fois qu'il y aura eu de

5) La dernière modification de cet article vise à préciser la catégorie d'agents habilités à consta-ter les infractions. — L.Z. SIX PERSONNALITÉS

Tallage logic

DE L'OPPOSITION ANNONCENT LA CRÉATION D'UN « POLE RÉFORMISTE »

tion viennent de prendre l'ini-tiative de crèer entre elles un « tien permanent » pour parvenir à la constitution, à l'automne, d'une « opposition réformiste ».
Il s'agit de MM. Didier Bariani, président du parti radical Jean Charbonnel (R.P.R.), maire de Brive, Paul Granet, vice-président Brive. Paul Granet, vice-président du Nouveau contrat social, Bernard Stasi, député (U.D.F.-C.D.S.) de la Marne, Olivier Stirn, député U.D.F. du Calvados, président du Mouvement social-démocrate, et Lionel Stoleru, cofondateur du Carrefour social-démocrate. Dans une déclaration commune publiée vendred 9 juillet, ils soulignent leur volonté « d'infléchir les attitudes et les communements de l'ovouvoionte « d'infleant les attitudes et les comportements de l'oppo-sition, d'y faire entendre la voix du progrès et de la justice sociale et de jorger les fonde-ments d'une alternance qui tienne compte des expériences passées et en cours ». Ils s'adres-sent à « tous ceux qui sont heurtés par la bipolarisation ex-cessive, décus par le dogmatisme et l'irréalisme du pouvoirs et, en particuller, aux eréfor-mistes du R.P.R.» et aux a fa-milles politiques de l'U.D.F.».

Les signataires affirment qu'ils ne veulent pas aduné op-position qui se satisferait d'un catalogue de propositions démagogiques ou out, pour jatre pièce à l'Etat socialiste, serait

100

(Interim.)

Is Vienne en juin 1981. Il exerçait depuis l'an dernier, au conseil régional, les fonctions de rapporteur général.]

FAITS ET JUGEMENTS

Une mère emprisonnée

Une manifestation a perturbé

Une manifestation a perturbé la circulation pendant une demiheure sur la nationale 7, vendredi 9 juillet, à la hauteur de 
Pont-de-l'Isère (Drôme). Une 
centaine d'habitants entendalent 
protester contre la condamnation, 
le 6 juillet, à un an d'emprisonnement ferme, pour non-représentation d'enfant, d'une mère 
divorcée, Mme Rosemary Deygas, 
Mme Deygas, qui a été incarcérée après sa condamnation, nous 
indique notre correspondant, 
avait déjà pesse une dizaine de 
jours en prison il y a trois ans 
pour le même motif (le Monde 
du 12 juin 1979) : elle refuse 
d'accorder le droit de visite à son 
ex-mari, M. Alain Chatard, dont 
elle a eu une fille, Elise, dix ans, 
Les habitants de Pont-de-l'Isère, 
où elle demeure, out pris fait et

Les habitants de Pont-de-l'Isère, où elle demeure, ont pris fait et cause pour elle et avaient déjà bloqué la circulation sur la na-tionale 7 il y a trois ans. Se parents, qui vivent dans le même village, ont entamé, jeudi 8 juillet, une grève de la faim.

découvert en possession

de 2 kilos d'explosif

Un Iranien âgé de vingt-quatre ana, M. Asfari Parviz, a été interpellé, le mercredi 7 juillet dans la soirée, à l'aeroport d'Oriy, alors qu'il débarquait d'un vol de la compagnie nationale iranienne Iranair en provenance de téhéran, via Istanbul et Francfort. Dans sa valise, équipée d'un double-fond, les policiers ont découvert deux kilos d'explosifs.

Aussitôt placé en garde à vue par les policiers de la brigade criminelle. M. Parviz leur aunait indiqué que ces pains de plastic étaient destinés à organisar un attentat contre M. Abolhassan Bani Sadr, l'ancien président de

L'AMIRAL LANNUTEL ÉVOQUE « LES DEUX FAIBLESSES »

DE LA MARINE NATIONALE

Dans un éditorial sur le thème « dans le nombre restreint de ses « Pourquoi une marine ? » qui ouvre un dossier de l'hebdomaouvre un dossier de l'hebdomadaire Cols bleus consacré à la revue navale du mercredi 14 juillet, que M François Mitterrand dont le renouvellement risque présidera en rade de Toulon, l'emiral Jean Lannuzel, chef d'état-major rend hommage à « la qualité, la motivation et la naile, souligne que « la mer est de marine du personnel » de le marine d'indémendance et de

revue navale du mercredi 14 fuillet, que M François Mitterrand
présidera en rade de Toulon.
Tamiral Jean Lannuzel, ches d'état-major rend hommage à
d'état-major de la marine nationaile, souligne que « la mar est
synonyme d'indépendance et de
rayonnement », et que, et la marine d'aujourd'hui « est dans son
ensemble capable de rempiir les
missions qui lui sont confiées »,
elle présente toutefois « deux
fablesses ».

L'amiral Lannuzel estime que
l'une de ces faiblesses réside

de certains types de bâtiments
d'arriver un peu tard ». Le ches
d'état-major rend hommage à
« la qualité la motivation et la
compétence du personnel » de le
marine.
C'est la 31 juillet prochain que
l'amiral Lannuzel quitte le haut
commandement de la marine,
après avoir exercé ses fonctions
de chef d'état-major pendant six
années, il est remplacé par l'amiral Yves Leenhardt (le Monde

Trois accidents d'avions Jaguar

en treize jours

Régis Dauger, vingt-sept ans.

qui n'a pu redresser, a été tué.

Jaquer en treiza lours a dure-

ment éprouvé la communauté

des aviateurs de France, qui

s'interdit, pour l'instant, d'éta-

biir un hen unique de causalité

pour la perte de ces trois avions, sachant, par expérience.

que les raisons sont générale-

ment très différentes les unes

des autres et que la Grande-

ques année, une « série noire »

avec ce même modèle d'avion

Dans, l'armée de l'air fran-

çaise, le Jaguar evalt enregistré jusqu'à présent un taux d'acc-

dent inférieur à un accide

(avion détruit ou pilote tué)

pour 10 000 heures de vol. Ce

table, du moins satisfalsant par

Les comptes rendus d'acci-

dents et d'incidents de vol sont.

depuis quelque temps déjà, mis

en fiches informatiques par l'ar-

mée de l'air, qui tente, par ce

procédé, de décelar les corréla-

tions de fréquence qui pourraient

exister entre les différentes

causes — ennuis mécaniques de

cellule ou de moteur, fautes de

pilotage, vieillissement de

l'avion, sous-entraînement des personnels navigants, nature de

la mission - où la moindre erreur peut être latale Tout est

systématiquement passé en re-

vue. Mais. à ce jour, il est diffi-

cile de tirer un enseignement, à

partir de ces statistiques, mettant

en évidence une cause plutôt

qu'une autre pour ces acci-

rapport à l'étranger.

restée, à ce jour, inexpliquée.

Ce troisième accident d'un

Trois graves accidents d'avions

de combat Jaguar en treize jours. L'armée de l'air tran-

çalse, endeuillée par la mort de

deux de ses pilotes, vit en état de choc. Le ministre de la dé-

fense, M. Charles Hernu, s'en

est ému jui-même, jeudi 8 juillet,

lors de sa visite au centre

d'essais des Landes, à Blecarrosse, en s'enquérant auprès de

plusieurs responsables militaires

présents des meaures de sécurité

Après la chute, le 25 juin, d'un

Jaguar de la 11° escadre de chasse de Toul, en exercice de

combat sérien, dont la pilote, le

capitaine Christian Bellaton, a trouvé la mort, et après l'acci-

au décollage, à Bordeaux-Méri-

gnac, d'un autre Jaguar piloté

par un commandant d'escadron

chevronne de la base de Saint-

Dizier, le chef d'état-major de

l'armée de l'air, le général Ber-

nard Capillon, a ordonné, vendredi 2 juillet, une journée de

réflexion consacrée à la sécurité

eérienne sur l'ensemble des

bases françaises. Les officiers

de sécurité des vois y ont élé charges de sensibiliser les équi-

pages à l'analyse des précé-

dents accidents. Durant cette

Journée de réflexion, tous les

Mercredi 7 juillet, un avion Jaguar de la 7° escadre de chasse à Saint-Dizter rentrait à

sa base à l'issue d'un exercice

de défilé préparatoire à la fête

nationale du 14 juillet forsque.

mai élucidée. l'appareil s'est mis

tude. Le pilote, le lieutenant

en vrille à 1 000 mètres d'alti- dants.

pour une raison technique encore

vois ont été supprimés.

Dans un éditorial sur le thème « dans le nombre restreint de ses

Un Franien

DEFENSE

L'expulsion du directeur

C'est illégalement que M. Simon Malley, directeur de l'hebdomadaire Afrique-Aste, à été expulsé de France en octobre 1980. Ainsi vient den décider le Conseil d'Etat dans un arrêt qui annule un jugement du tribunal administratif de Paris. Le Conseil d'Etat considère que la décision du préfet de police de Paris de ne pas renouveler le titre de séjour provisoire de M. Malley et de lui retirer sa carte de travail n'a pas fait l'objet d'une explication écrite, comme y ohige la loi sur le motivation des actes administratifs.

Du même coup, l'expussion du directeur d'Afrique-Asis, justifiée aux yeux des autorités de l'époque par le refus de M. Malley de quitter le France, était elle-même llégale, estime le Conseil d'Etat. Après le changement de majorité, M. Malley était rentre en France, sans être inquiêté l'is Monde du 27 mai 1981). La décision du Conseil d'Etat accorde donc le droit an fait

LES « MANNEQUINS » DE Mme DESACHY

[Le tribunal correctionne] de Paris a condamné, le 9 juillet, pour escroquerie, trois dirigeants de l'agence matrimoniale Desa-chy: Mime Fanny Kritchmar et

M. Pierre Anglade, chacun à dir-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 20 894 francs d'amende, M. Gilbert Palvadeau par défant à dir-huit mois d'em-prisonnement et 20 000 francs

d'amende, Une dizzine de plai-gnants, parties civiles, obtien-

uent des indemnités allant de 1 000 francs à 6 000 francs. Le tribunal note que la plupart du

tomps il n'était tenu aucun rompte des desiderata des adhé-

reats; que les postulantes (en bien plus grand nombre que les candidats masculins) ne par-

vensient par i réncontrer l'homme qui leur avait été dé-

ranmme qui feur avait cet ar-point avec précision : que plu-sieurs hommes ont reconnu avoir été inscrits gratuitement pour jouer le rôle de «figurants » ou de amannaquins », et que cer-

tains ont mentionné qu'ils avaient accepté ce rôle dans

d'un commissaire corrompu

La dix-septième chambre cor-rectionnelle de Paris a condamné, mardi 6 juillet, à deux ans d'em-prisonnement pour corruption passive de fonctionnaire l'an-cien commissaire principal du cinquième arrondissement Michel Poivet, marante-quatre case and

Poivet, quarante-quatre ans, qui, de 1976 à 1977, avait rançonne des

cameiots ayant besoin de son autorisation pour s'installer sur les trottoirs du boulevard Saint-

Michel à Paris (le Monde du 17 juin). En outre, le prévenu devra payer quatre cent soixante-quatorze mille francs d'amende, le double des sommes que décla-rent avoir versées les plaignants.

Le commissaire principal Poivet

qui comparaissait libre, avait été suspendu en mars 1978, puis muté à Montbéliard au mois d'octobre

à Montbéliard au mois d'octobre suivant. Il a toujours soutenu qu'il était innocent, prétandant que ses accusateurs s'étaient concertés pour l'accabler, afin de se venger de la sévarité avec laquelle il entendait laire respecter au quartier Latin la réglementation en vigueur.

tion en vigueur.

Le tribunal a remarqué que M. Poivet s'était montré en diverses occasions étonnamment indulgent au sujet de graves infractions commises par d'autres commerçants ambulants qui, détenant leur autorisation de la préfecture de police, n'avaient pas besoin de s'adrésser au commissaire pour exercer leur activité.

♣ Revocation d'un inspecteur de police. 

— M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, a révoque par arrêté, le jeudi 8 juillet, l'inspecteur Serge Gonzales, trente et un ans, de le brigade de répression du banditisme (B.R.B.) qui, le 10 juin, avait tué accidentellement, à la suite d'une altercation avec le conducteur de la fourgonnette où elle avait pris

fourgonnette où elle avait pris place, une femme agée de

soixante-iix ans. Mme Edmonde Quentin (le Monde daté 13-14 juin). M. Gonzalès, dont l'exa-

men du sang avait établi un taux d'alcoolémie de 2,49 grammes/ litre avait été inculpé de « coups

et blessures voloniaires a y a n t entrainé la mort sans l'intention

La sèrie des attentats non

revendiqués continue en Corse.

— Samedi 10 juillet, cinq explosions ont retenti entre 0 h. 30 et

l heure du matin dans le centre de Bastia, causant des dégâts importants à trois établissements bançaires, une bijouterie et une agence immobilière.

de la donner s.

l'espoir d'une aventure.]

drott an fait

d'« Afrique-Asie »

était illégale

la première République islamique d'Iran, qui vit en exil depuis un an dans la région parisienne. Comme M. Parviz étair porteur de lettres, déjà affranchies avec des timbres français et destinées à des pespritients iraniene vi-

des timbres français et destinées à des ressortissants traniens vivant à Paris, les policiers ont entendu sept personnes au total, après avoir perquisitionné à leurs domiciles, en vain, semble-t-il. M. Parviz qui a été inculpé, a déclaré que ces lettres — dont le contenu était « anodin », indique-t-on au quai des Orfevres — lui avaient été confiées « par un compatriote qui avait débarqué à l'escale d'Islambul », mais dont il ignorait l'identité.

dont il ignoralt l'identité.

• Ecroué depuis le 28 dècembre 1981 et inculpé dans l'affaire du meurtre d'un clockard, au Forum des Halles à Paris, l'ancien vigile Gilles Gérouville, vingt-trois ans, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, sur un arrêt pris le mercredi 7 juillet par la, chambre d'accusation de la cour de Paris, présidée par M. Marcrél Bellat. Le corps de Plerre Liemaitre, cinquante et un ans, avait été découvert, le 24 décembre, dans un couloir d'accès aux issues de secours du Forum (le Monde du 31 décembre 1981); et M. Gérouville devait vite apparaître comme le témoin numéro un le cet assassinat.

100

Des témoignages contradictoires sont apportés sur un trouble épisode des années 1968-1969, l'affaire Markovic, à l'occasion de laquelle les noms de Georges Pompidou et de son épouse avalent alors été mêlés. M. Raymond Marcellin, qui était à l'époque ministre de l'intérieur, dément dans une déclaration au Quotitiles de Paris du 9 juillet avoir été en quoi que ce soit associé à l'éclatement de ce scandale. Il répond ainsi aux accusations lancées contre lui, le 10 mars demier, par M. Pierre Lemarchand au cours de sa déposition devant la commission d'enquête parlementaire sur le SAC, accusations révélées aujourd'hui par la publication du rapport de cette commission.

Après la publication du rapport

de la commission d'enquête sur le SAC

mission d'enquête parlementaire sur le SAC, acconsations révèlèes aujourd'hui par la publication du rapport de cette commission.

M. Lemarchand, qui n'était pes membre du SAC et qui affirme que le SAC n's pas participé à cette affaire, a notamment décité : a Le général de Gaulle m'avait fait demander d'enquêter sur cette affaire. Elle a été montée de toutes pièces par M. Marcellin, contrairement à ce que les Français croient. Marcellin a cru que le général condait la perts de Pompidou et il a tout fait pour comprometire celui-cl. Pour ma part, favais exprimé la conviction que Mms Pompidou était intolement innocents et qu'on avait que le général accèue contre, elle. Lorsque fai su la façon dont M. Marcellin avait est de guel jeu fl jeun que lui non plus ne croyait pas un mot de ces infaire que sus demandé quel jeu fl jeun que lui non plus ne croyait pas un mot de ces infaire que sus demande quel jeu fl jeun que lui non plus ne croyait pas un mot de ces infaire que sus demande quel jeu fl jeun que lui non plus ne croyait pas un mot de ces infaire que sus demande quel jeu fl jeun que lui non plus ne croyait pas un mot de ces infaire que sus services l'atidient mis et qu'on acait manté une cabale contre, elle. Lorsque fai su la façon mis et qu'il m'aiderait au mazima dont M. Marcellin avait sprincipe de gui s'était passé et l'affaire l'entretion a suris son attende que les gaullistes prondique, en persuade tout le monde que les gaullistes pour de distolique, a persuade tout le monde que les gaullistes de l'affaire Markovic avaient pourquoi 7 ai été comme bequeoup de gaullistes fâché avec Pompidou. C'est rendu tristement cèlèque de gaullistes fâché avec Pompidou c'est le lui du cois pas de l'affaire l'enquête à zéro par N... Dans la journée, N... a été rem-

Réceptions

Décès

L'ambassadeur des Pays-Bas et Mmc Tammenoms Bakker ont donné une réception, tendredi 5 juliet, à l'occasion du départ du ministra plénipotentiaire. M. Wijnaendts et

— Mme Pierre Blanc,
M. et Mme Dominique Blanc.
M. et Mme Siegfried Eisenmann,
Mile Veronique Blanc,
Et toute la famille.
ont la douleur de faire part du décès
de

M. Pierre BLANC,

directeur général honoraire de la compagnis Les Réassurances Coréfi,

survenu le 8 juillet 1982 à Paria.
La cérémonie religieuse sers célé-brée le mardi 13 juillet à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre-de-Montmar-tre. aPris-18-L'inhumation surs lieu le même jour, vers 15 heures, au cimetière d'ânet (Eure-et-Loir).

TS018 Paris.

Nous rappelons le décès de ML André de CAMBIATRE.

INÉ le 24 janvier 1922 à Miliau (Aveyron), André de Cambiaire, agrèsé de sciences économiques, a obienu sa licence de droit, pois son doctorat de sciences économiques à la faculté de droit de Montipellier. Se carrière d'enseignant avait commencé par un poste de chef de travaux d'abord à l'Ecole nationale supèrieure agronomique de Reanes (1950 a 1954), puis à celle d'Alger. En 1962, il est màitre de conforences à la faculté de droit de Toulouse, où il devieni prolesseur en 1964. Il est nommé à l'université de Montpellier-i en 1972. De 1974 a 1976, il est doyen de la faculté de droit et vice-président de l'université, Spécialiste d'économie agricole et rurale, il avait consacré sa thèse de doctorat à r L'autoconsommation agricole en France ».]

(le Monde du 10 juliet.)

- Le duc Francesco Di Cassano,
Les enfante Paolo, Leopoldo, Corso,
Alessandra.
Les balle-filles Grazia, Silvia Batzi,
Les beau-fils Olviero Pruna,
Les neveux et Léopoldine,
ont la grande douleur de faire part
du dècès de

Mune Elena SERRA,
duchesse Di Cassano.

duchesse Di Cassano.

nes Parodi Delfino.

qui s'est éteinte à Catsad, le 8 juillet 1982, après une longue maladie
supporte avec grand courage et

let 1982, après une tongue matames supportée avec grand courage et grande dignité.

Les funérallies auront iteu à Lau-senne, le mardi 13 juillet 1982, à 11 heures en l'église du Sacré-Oœur, chemin du Beau-Rivage.

de son coouse.

considère M. Lemarchand comme e un mythomane marginal cherchant n'importe quoi pour se 
jaire de la publicité », estime 
pour se part : M. Lemarchand 
se trompe sur les dates, se trompe 
sur les jaits, se trompe sur toui. 
Il pratique une espèce d'amalgame 
qui rempiti de joie le P.S. et le 
P.C. tout en déclarant qu'il ne 
peut pas leur jaire ce plaisir... 
Tout ça est une espèce de joiklore 
dans l'esprit de ce personnage, » 
Georges Pompices dans ses

— Lumbin, Marseille.

M. Henri Fabra,
M. et Mme André Fabra,
Mile Geneviève Fabra,
M. et Mme Louis Fabra,
M. et Mme Jean Lebeau,
M. et Mme Bernard Fabra,
M. et Mme Bernard Fabra,
M. et Mme Bernard Fabra,
M. et Mme Guy Lecat,
M. et Mme Giément Talles,
M. Hilare Fabra,
M. et Mme Marlo Fabra,
M. et Mme Marlo Fabra,
M. tavier Fabra,
M. savier Fabra,
M. det Mme Xavier Maury,
M. Joseph Fabra,
M. et Mme Yann Lebeau,
M. et Mme Fahlippe Sanders,
M. et Mme Guy Lebeau,
M. et Mme Bruno Pagès,
M. et Mme Bellert Fabra,
Mile Chantal Fabra,
M. et Mme Bellert Fabra,
M. et Mme Bellert Fabra,
M. et Mme Bellert Fabra,
M. et Mme Régis de Bazolaire,
M. et Mme Régis de Bazolaire,
M. et Mme Fabra,
M. et Mme Henri FABRE,
M. et Mme Menri FABRE,
M. et Mme Henri FABRE,
M. et Mme Menri Fabre,
M. et M

Mme Henri FABRE, néo Germalne de MONTGOLFIER

survenu dans sa quatre-vingt-dix-hultième nnés au Touvet (Isôre). Les obsèques auront lieu le lundi 12 juillet 1982, à 10 heures,

en l'église de Lumbin. Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Benë Gounelle et toute la fsinille remercient alucérement les nombreux amis qui ont pris part à leut deuil.

- Le 11 juillet 1973 mourait
Pable PICASSO,

à l'âge de vingt-quaire ans.
Que ceux qui l'on connu et aimé

se souviennent. . Une tendre pensée est demandée.

Nos abounes, bénéficiant d'une ré-duction sur les insersions du « Carnes

du Monde », una pries de poindre a

leur enem de texte une des derutères

liandes pour justifier de cette qualité

Remerciements

Anniversaires

L'inculpation de sept

nouveaux fonctionnaires

de la mairie de Marseille

Marseille. — Poursuivant ses auditions dans l'affaire des fausses factures, Mile Merie-Chantal Coux, juge d'instruction, a meulpé vendredi 9 juillet sept fonctionnaires de la mairie de Marseille, ce qui porte leur nombre à vingt-trois. Il s'agit de MM. Jean Pierre Bonnissel, adjoint technique au service des sports, Dominique Tomesini, Victor Marin, Daniel Torre, Alain Reibel, Albert Saint-Martin, agents techniques au service de l'architecture, et Alain Tournier, du service des espaces verts. Tous ont été laisses en liberté mais inculpés d'escroquerie et de complicité. — (Corresp.)

Non-lieu pour le maire

communiste de Vénissieux

Inculpé en novembre 1981 par la chambre d'accusation de Paris de complicité d'abus de biens sociaux. M. Marcel Houël, maire (P.C.) de Vénissieux, a bénéficié d'un non-lieu prononce par cette

d'un non-lieu prononce par cette juridiction en même temps que M. Lucien Blanc, conducteur de travaux de l'entreprise lyonnaise Miallet (installations électriques), tandis que leurs coînculpés sont renvoyés devant le tribmal correctionnel de Paris (où ils doivent ê tre jugés à l'antonne):

MM. Louis Miallet, soirantequaire ans. P.-D.G. de l'entreprise, M. Christian Miguet, vingteept ans, un ancien conducteur de travaux de la société, Jean Dupare, cinquante-cinq ans, ingé-

Duparc, cinquante-cinq ans, ingé-nieur des travaux ruraux, ainsi que trois employés des P.T.T., MM. Jean Thorain, quarante-huit ans, Henri Meynadier, cinquante-deux ans, et Guy Cathala, vingt-

L'estroquerie reprochée à M. Miallet concerne des travaux de pose de poteaux téléphoniques dont evait été chargée son entre-

dont avait été chargée son entre-prise, en 1975, et qui étaient fac-turés par les P.T.T. au bénéfice de cette société, alors que, selon les enquêteurs, M. Miallet, grâce à l'entremise de M. Miguet, les faisait effectuer en réalité par des employés des P.T.T. percevant pour cette activité des rémunéra-tions occultes. M. Miguet et une ancienne comptable de l'entreprise Miallet avaient accusé, au début de l'en-quête, M. Houël d'avoir reçu de la société des ristournes sur les marchés conclus par la munici-

palité de Vénissieux et d'avoir fait rémunérer des permanents du

parti communiste par l'entreprise Miallet (le Monde des 9 février

L'explosion provoquée par une fuite dans une bouteille de gaz, qui a partiellement détruit un immeuble de la basse ville de Toulon (Var) (le Monde du 6 juillet), a fait en tout quatre morts et quatorze blessés.

• Suicide d'un détenu. - Fathi

Yacoubi, vingt et un ans. un jeune toxicomane, condamné pour voi et incarcèré à Fleury-Mérogis, s'est pendu hundi 5 juillet dans sa cellule.

CORRESPONDANCE

Avortement, décadence

et conception de la vie

Plusieurs lecteurs nous ont écrit après notre compte rendu (le Monde du 18 mai) de la ma-

tie monde di 13 mai de 12 mai mijestation le 15 mai à Paris contre l'avortement et son remboursement par la Sécurité sociale. De cette correspondance nous extrayons les deux pas-

sages suivants. M. Etienne Hubert, de Nogent-

M. Ettenne Hubert, de Nogentsur-Marne:

« Dans son compte rendu,
M. Colombani prend un évident
plaisir à donner une coloration
folklorique au défilé du 15 mai,
pour mieux le tourner en dérision.

» Il est tout à fait déplaisant
de lire que cette cause n'est, en
gros, défendue que par de vieilles
paysannes, des bandicapés ou des
batailions de paras en civil encadrés par leurs théoriciens. Façon
inadmisible de ridiculiser un
mouvement qui vise un sujet
aussi crucial!

» Je n'aborais ni ceinturon de
cuir ni parasol, je ne suls ni
« canonique » ni « croisé » (ni
mauvais garçon — ne m'un veuillez pes!) et comme des millers
d'autres individus normalement
constitués (la majorité des par-

constitués (la majorité des par-

constitues (12 majorne des par-ticipants, m'a-t-il semblé) j'ai pourtant pris part à cette mar-che pour défendre avec convic-tion une certaine conception de

la vie s

M. Henri Boyer Ressés, de

Marseille:

«Ce reportage, écrit en termes
ironiques, tournait en dérision
les participants. J'estime que la
cause est suffisamment sérieuse

com que l'on prenne au sérieux com qui défendent leurs convic-tions; qu'aurait dit le Monde si un journal non satirique avait

tourné en dérision une manifes-tation contre l'antisémitisme ou

la tortule, par exemple ?\_ »

la vie »

CARNET

| 1980 et 13 novembre 1981). L'examen minutienz des comptabilités n'a pas permis de confirmer la réalité de ces allégations.

Deuf ans.

• MITICLE 2 (blucage &

 $(2,1) \otimes (3,1) \otimes (3,1)$ 

Ash to the

and the second second

100 pt

**jetivitė de**s sonctions penala 機能を選手 リボル The second second - 2 may --

market a second THE WALL OF THE PARTY OF THE PA

Maria Sea of Maria

Same and the same

1. 10 marsh 100 REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IN COLUMN TO THE PERSON NAMED IN COL \*\*\*\*\*\* 

· -1 : · ·

Marie Company · jugacije daga i i i

An Distribution

The second second

SANJACTAN COLUMN

But of heighter

4 (Mar ) 7" Service of the servic

Barton Comments

Territoria

· 中央の大学を ----2000年 日本年

grande was The same of the contract of th

I de la companya de l and the second Date (4) 10 1

---\*\*\*\*\*\* . \*\*\*\*\* \* 10 mm

## MEDECINE

### APRÈS LE VOYAGE DE M. RALITE DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

M. Jack Ralite, ministre de la santé, a schevé, le 5 juillet, un vôyage officiel en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane. Il a annoncé à cette occasion la création pour les Antilles-Guyane d'un centre hospitalier régional dont les principeles antennes seront le centre hospitalier de Pointe-è-Pitre-Les Abymes : l'hôpital de La Meynard à Fort-de-France et l'hôpital de Cayenne. Le ministre de la santé a aussi annoncé la création d'un service de neuro-chirurgie au centre hospitalier de Pointe-à-Pitre-Les Abymes et l'octroi de dix postes supplémentaires aux services de résnimation et de maternité. Les organisations syndicales en grève réclemaient soixante-dix-huit postes pour satisfaire tous les besoins du centre hospitalier de Pointe-à-Pitre. M. Ralite a souligné l'effort budgétaire consenti par son ministère (+ 34 % en un an) pour réduire les inégalités en matière d'équipements de santé.

Notre correspondant à Cayenne décrit ici quelques éléments de la situation sanitaire dans le département de la Guyane.

## La grande misère de la Guvane

De notre correspondant

Cayenne, - « La Guyane, zone Encora quelques chiffres : morta-lité périnatale, 44 pour 1 000 en sinistrée pour la santé », a déclaré le président du conseil régional, 1981 (en France, en comparaison, M. Georges Othili (div. g.). « Yous environ 10 pour 1 000), Paludisme, uriez peur d'envoyer votre père datade au centre hospitalier de, Seint-Laurent », a-t-il insisté. Le 8 cas avant 1971, 112 en 1971, et 783 cas déclarés en 1981. A Régina. commune isolée de quetre cents maire de Cayenne, M. Gerard Holder, habitants, il n'y a pas de médecin membre du parti socialista guyanais, L'influence nouvelle des malades a affirmé : « La population de la capiimmigrés sur les charges hospita tale n'a pas confiance dans ses établissements (...), la sécurité du malade n'y est que relative (...) ; il y a une médècine pour les riches et une autre pour les laissés- pourcompte. > Ces trois moments out marqué l'approche du problème sanipremier ministre de la santé à effeçtuer un court voyage - trop court de l'avis des élus locaux - en Guyane.

Les utilisateurs et personnels des établissements Hospitaliers ont exposé les éléments du dossier : la dispersion des hôpitaux et des dispensaires, la vétusté en particulier de l'hôpital Martial, qui date de la Coloniale » militaire pionnière, l'inadaptation aux besoins actuels, l'absence de moyens, le déficit du budget, la trésorerie en dents de

· « Faut-il. interroge le docteur Jacoulet, du centre de Cayenne, améliorer l'existant pour offrir un minimum technique aux techniciens et, patients ? Faut-il au contraire réclamer l'indispensable hôpital neuf avant 1987 ? >

Le schéma directeur approuvé par le conseil d'administration depuis des années indique l'extension du bloc opératoire en deux tranches et un programme pour la construction d'un nauvel höpital. La norme de 0,92 agent par lit, un record on France, descend jusqu'à 0,58/0,30 en période de congé à Cayenne.

'Le directeur s'arrache les cheveux pour imaginer des solutions pour 1982. La trésorerie souffre de manière chronique de créances irrecouvrables (plus de 10 % certe année). Il n'y a pas d'eau, même commune frontière isolée de Saint-Georges. Dans les communes de l'Est, les soins sont administrés par das préposés sans formation adéquate pendant trois heures par jour. SCIENCES

# Copies

• Les cosmonautes soviétiques Vludimir Djanibekov et Alexandre Ivantchenkov, qui ont participé au vol franco-sociétique, unt reçu, ven-dredi 9 juillet, des mains de M. Claude Arnaud, ambassadeur de France à Moscou, les insignes de commandeur de la Légion d'honneur ; les membres de l'équipage de réserve, Leonid Kizim et Vladimir Soloviev ont récu les insignes d'officier. Ces quatre cosmonautes et leurs camarades Anatoli Berezovoy et Valentin Lebedev, qui poursui vent leur séjour dans la station Carétien et Patrick Baudry ont tous été décorés ou promus dans l'ordre de la Légion d'honneur par le dernier conseil des ministres. Les deux Français recevrent leur décoration après leur retour en France.

Atelier de poterie VLE CRI ET LE CUIT accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans RUE LACEPEDE, PARIS-

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : Anciens directeurs:
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux el publications, nº 57 437 155N : 0395 - 2037.

### lières depuis 1980 est souvent soulignée : sur quarante dossiers pré-sentés de sécurité sociale dans la commune de Remire-Montjoly, trois sont guyanais, sept brésiliens, trente M. Elia Castor, député (appar. P.S.), soutenu par tous, a proposé à neuf à vocation régionale susceptible de recevoir ensuite l'équipement moderne nécessaire pour augmente

## Quelques privilégiés

le nombre des services.

Le cas de l'installation d'un système d'hémodialyse au centre spécial de Kourou, utilisé par et pour un seul missionnaire annuel, a été cité. Les Guyanais atteints d'insuffisance rénale doivent, eux, prendre l'avion pour les Antilles. A Kourou, la petite unité médicale moyenne de soixante lits, capable d'offrir des soins de qualité, fonctionne pour les cadres et techniciens de haut niveau, sans oublier leurs familles de la base spatiale. Pourquoi ne pas installer l'équi-valent à Saint-Laurent ou dans ses environs, où l'on compte dix mille habitants ? Ces installations pour mient être financées par la solidarité nationale et les excédents guyanais de la Sécurité sociale (40 millions de francs en 1981).

M. Ratite, impressionné par la situation, a accepté et compris la franchise rude des Guvenais et éluis locaux. Il a décidé de donner la priorité à la création du centre de promotion de la santé. Avant la fin 1982 si

tiendra une conférence sur la santé. En conclusion, le ministre a oromis : « Nous sommes des parteides: la Guyane san nous la ferons ensemble avec la volonté démocratique de construire. > Pour les Guyanais, seuls les jours d'après comptent.

EDMOND FRÉDÉRIC.

## ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL 75012 PARIȘ - 347.21.32

## Le Monde 5, rue des Italieus 75427 PARIS - CEDEX 69 C.C.P. Paris 4207-23

**ABONNEMENTS** 3 mais 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE-D.O.M.-T.O.M. 273 F 442 F 611 F 780 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 533 F 962 F 1 391 F 1 820 F ETRANGER

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS. 313 F 522 F 731 F 940 F II. - SUISSE, TUNISIE

386 F 667 F 949 F 1 230 F Par vole aérienne Tarif sur demande.
Les abonnés qui paieru par chèque postal (trois volets) vondront bien joindre ce chèque à leur demande.

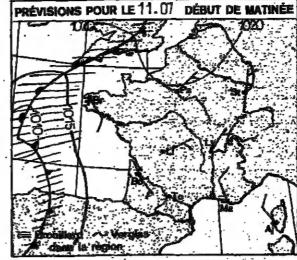
Changements d'adresse définatifs ou provisoires (deux semaloes ou plus) ; non abonnés sont invités à formuler avant leur démart.

'Joindre la dernière bande d'envoi à Veuillez avoir l'obligeauce de rédiger tous les nous propre capitales d'imprimerie.

## INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE





entre le samedi 10 juillet à 0 heure et le dinanche 11 juillet à 24 heures :

Les hautes pressions qui recouvrent notre pays vont s'affaiblir à l'avant de la perturbation atlantique qui abordera l'ouest de la France en fin de journée. Dimanche 10 juillet, le matin, le temps sera ensoleillé sur la majeure partie de la France. Progressivement, les nuages deviendront abondants près de l'Atlantique et de la Manche et les vents de secteur sud se renforceront sensible-ment sur la Bretagne et la Vendée. Des ment sur la Bretagne et la Vendée. Des pluies parfois orageuses s'étendront en soirée de la Bretagne et du Cotentin aux Pyrénées-Atlantiques. Sur l'ensemble des autres régions, le temps restera bien ensoleillé et chaud avec des vents faibles. Les températures minimales évolueront entre 14 et 16 degrés, 18 à 20 degrés pour la Méditerranée. Les températures maximales varieront de 25 à 28 degrés. 30 degrés sur les régions à 28 degrés, 30 degrés sur les régions

Températures (le premier chilfre indique le maximum enegistré au cours de la journée du 9 juillet; le second, le minimum de le condition de la second, le de la journée du 9 juillet; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10 juillet) : Ajaccio, 31 et 19 degrés; Biarritz, 24 et 16; Bordeaux, 26 et 15; Bourges, 31 et 13; Brest, 19 et 15; Cuen, 26 et 12; Cherbourg, 22 et 14; Clermont-Ferrand, 34 et 15; Dijon, 34 et 20; Grenoble, 34 et 21; Lille, 33 et 14; Lyon, 34 et 19; Marseille-Marignane; 33 et 21; Nancy, 32 et 18; Nantes, 24 et 14; Nice-Côte d'Azur, 29 et 22; Paris-Le Bourget, 32 et 17; Pau, 25 et 15; Perpi-

PRUD'HOMMES: INSCRIPTION

SUR LES LISTES ÉLECTO-

RALES. - La préfecture de Paris

communique : '« Dans le cadre de

l'établissement des listes électo-

rales prud'homales, il est rappelé

déclarations nominatives de leurs

salariés devront, impérativement

ondissement où se trouve située

l'entreprise ou le cas échéant, à

la mairie du domicile du salarié

cui de cette date n'est envisages-

nt le 31 juillet 1982. Aucun re-

En outre, préslablement à laur

envoi, les états doivent être tenus

à la disposition du personnel, en

vue de leur consultation, pendant

un délai de quinze jours. Ce délai

peut cependant être réduit, dans

la mesure où l'ensemble des sala-

riés de l'établissement a pris

connaissance de ces docu-

TIONS PRUD'HOMALES. -

L'Agence nationale pour l'emploi

indique que, « dans le cadre de la loi du 6 mai 1982, les salariés

privés d'emploi peuvent être ins-crits sur les listes électorales

sous réserve que leur situation

résulte de la perte involontaire de l'activité salariée qu'ils exer-

çaient antérieurement. Le pro-

chain scrutin aura liau le 8 dé-

cambre 1982. Pour y prendre

part, les demandeurs d'emploi

devront demander, à la mairie de

leur domicile, leur inscription sur la liste électorale, avant le 31

juillet 1982. A cet effet, ils de-

vront déposer une « déclaration

Afin de faciliter aux deman-

deurs d'emploi l'exercice de leur

droit, l'Agence nationale pour

(...) Des déclarations nomina-

tives et des notices d'informa-

tion seront remises à tous les de-

mandeurs d'emploi lors des

opérations de contrôle de la

deuxième quinzaine de juin ou de

la première quinzaine de juillet. Ils seront invités à remettre leur

déclaration remplie à la maine avant le 31 juillet. Pour les de-

mandeurs d'emploi gérés par les

maines, la remise de ce docu-

ment s'effectuera par leur inter-

Des dispositions particulières

seront arrêtées pour les agences

locales de la Dordogne, de la

Saone-et-Loire at du Vaucluse,

qui expérimentent une procédure

d'actualisation de demandes

d'emploi per correspondance ».

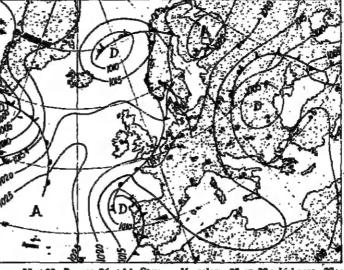
l'emploi va participer activame à la campagne d'information qui

nominative ».

sera mise en œuvre.

LES CHOMEURS ET LES ÉLEC-

PRÉVISIONS POUR LE 11 JUILLET À 0 HEURE (G.M.T.)



gnan, 33 et 23 ; Rennes, 26 et 14 ; Strasbourg, 33 et 21; Tours, 29 et 12; Tou-louse, 27 et 16; Pointe-à-Pitre, 32 et 25.

Températures relevées à l'étranger ; Alger, 32 et 23 degrés : Amsterdam, 31 et 17 ; Athènes, 25 et 17 ; Berlin, 26 et 14; Bonn, 32 et 20; Bruxelles, 32 et 15; Le Caire, 37 et 28; lles Canaries, 25 et 21 : Copenhague, 21 et 13 ; Dakar, 28 et 25 ; Djerba, 29 et 25 ; Genève, 33 et 20 ;

Jérusalem, 28 et 22 : Lisbonne, 27 et 16; Londres, 28 et 16; Luxembourg, 32 et 16; Madrid, 33 et 16; Moscou, 24 et 17; New-York, 31 et 24; Palmade Majorque, 32 et 23; Rome, 29 et 19; Stockholm, 25 et 12; Tozeur, 37 et 26; Tunis, 32 et 25.

(Document établi avec le support téchnique spécial de la Météorologie nationale.)

### MOTS CROISÉS SOCIAL-

PROBLÈME Nº 3229 HORIZONTALEMENT

I. S'il était général, le colonel deviendrait particulier. Commotionné. - II. Elle court jusqu'à épuisement. Tel des frères faisant preuve d'un réel attachement. - III. Conservateur des Trésors de Cérès. Le fait d'y être couchépermet de dormir 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

ticle de compte. Esclavage payant. Trop 2 gauche. Les premiers à ergoter TV I et les derniers à payer. - V. Peut être grammatical ou lexical. Lieu d'attente. - VI. Enregistré à l'étude. Une affaire de mœurs. ıx Indique, en abrégé, un rapport de forces. ~ VII. Produits de combustion. Qui a donc fait l'objet d'une mise à prix. Exécute un travail à l'œil pouvant

s'avérer payant. -VIII. Porte-livre ou sujet d'ouvrage pour Boileau. Un serment les lie. Naît Grisonne pour mourir dans un« Bleu ». – 1X. Œuvrais pour la reproduction. Cheval plus apte à la monte que comme monture. - X. Penchent après avoir balancé. Exclut toute clarté même de ses plus simples définitions. Tout le monde en a un petit, mais rares sont ceux qui en ont un grand. - XI. Unité dans le monde du travail. Grecque. Celui qui en a ne sait pas toujours qu'il la porte. - XII. Pos-sessif. Provoqua l'assistance en ten-dant le bres. Domaine du positivisme. - XIII. Personne arrivée récemment dans le quartier. On risque de s'échnuffer à force de s'y ra-fraichir. Négation. - XIV. Peut permettre de prendre la dame de son voisin. Chef militaire oriental. Plus il donne, mieux il recoit. - XV.

Etats des lieux. Elles sont inanim à Nimes, mais explosives à Grenade. VERTICALEMENT

I. Elles aident certains aveugles à retrouver la vue. A fait, bien avant Champollion, toute la lumière sur les hieroglyphes. - 2. Pour lui, avoir de la surface est une question de volume. A tout bout de champ. Manifestation d'une humeur de dogue. —

3. Matière d'intérêt en puléolithique. Gratin de légumes. Un endroit où, pour les générations futures, il serait vain de proner l'égalité des sexes. - 4. Graine de champignon toxique. La plus harmonieuse d'une ennéade plastique. - 5. Participe. - Canard - sauvage. Devenu hors de portée. - 6. Brisées par un fer de charrie ou rasces par ur zinc qui charrie. Imite l'homme de Victor

XII XIII XIV XV Hugo. Préposition. - 7. Base d'un monument virgilien. Lignes de communication. Prendre un accent grave. - 8. Arme à répétition pour attraper les pigeons. Qui a l'appa-rence de la Vérité. Renforce un oui chez nous et le remplace ailleurs. 9. Côtes de Provence. Participe passé. Le dernier mourat d'un brus que virage à gauche (graphie admise). - 10. Ne manifesta aucun signe de reconnaissance. Mémento gastronomique. - 11. Téléphone de brousse. Occasion d'entrer en rapport avec des inconnues. - 12. La plus belle récolte de l'agriculteur.

> Garde-manger pour bétail. - Gross tête » qui ne manquait de péllicules. Solution de problème nº 3228

Débarqua sur l'Ararat. - 13. Les dessous de la diplomatie de

Louis XV. Le corps-à-corps consti

tue souvent son arme secrète. Sans eux la chair serait faible. - 14. Lo-

cataire abusive obligeant le proprié

taire à effectuer une reprise. On ne

peut plus blanc. - 15. Tradition

**Horizontalement** I. Strigidés. - II. Erebus ; Té. -III. Ni ; Né. - IV. Sai ; Mer. - V Ignoranie. - VI. Beatement. - VII. Pe : Osa. - VIII. Lot : Ici. - IX. Ides: Hère. - X. Testée; Os. - XI. Es : Esseissai.

Verticalement 1. Sensibilité. - 2. Triage; Odes. 3. Ré; Inaptes. - 4. Ibn; Ote Eté. - 5. Guerre; ES. - 6. Is: Amochés. - 7. Amnésie. - 8. Et Etna: Roi. - 9. Secret: Mess.

GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES

LUNDI 12 JUILLET - Naissance de l'écriture . 14 h 30, h Grand Palais, Mª Leclerco.

Musée d'histoire - 15 heures, hall<sup>5</sup>
du métro Saint-Denis, Mª Aliaz. - Saint-Philippe-du-Roule et la mort<sup>®</sup> de Balzac », 15 heures, devant l'église,

M= Bouquet des Chaux. · Quartier Mouffetard », 15 heures, mètro Cardinal-Lemoine, Mes Hulot (Caisse nationale des Monuments histo-

. Cimetière de Montmartre .. 15 heures, entrée principale (Approche de l'art).

· La cathédrale russe . 15 heures, 12, rue Daru, Mª Ragueneau. - École des beaux arts », 15 heures, (3, quai Malaquais, Max Moutard (Con-missance d'ici et d'ailleurs).

 Hôtels du Marais → 15 heures, me-tro Saint-Paul, M™ Hauller. - Le Marais illuminé -, 21 h, métro Saint-Paul, Mme Haulter, L'île Saint-Louis -, 15 heures, 3, quai d'Anjou (Histoire et Archéolo-

. Le Palais de justice », 10 h 30, métro Cité, marché aux fleurs, M. Jaslet. Siège du comité central du P.C.
 15 heures, mêtro Colonel-Fabien,

. Hôtels de Marais illuminés ..

21 h 30, métro Pont-Marie, M. Jaslet. - Hôtel de Lauzun -, 14 h 45, 17, quai d'Anjou, M. de La Roche. De l'hôtel de Lamoignon à celui des ambassadeurs de Hollande », 15 heures, 24, rue Pavée.

« La vie au Moyen Age », 15 heures, entrée du musée de Chuny (Paris et son - Hôtels du Marais, place des

Vosges », 14 h 30, metro Saint-Paul (Résurrection du passé). - Salons de l'Hôtel-de-Ville ., 14 h. 30, devant la poste (Tourisme

• L'île Saint-Louis », 14 h 30, angle quai de Bourbon-Pont-Maris, E. Ro-

Hôtels de l'île Saint-Louis ., 14 h 30, 12, boulevard Heuri IV (Le vieux Paris). Les Invalides -, 15 heures, grille d'entrée de l'esplanade (Visages de

## MARDI 13 JUILLET

- La manufacture des Gobelins -14 h 30, 42, avenue des Gobelius, Mme Bouquet des Chaux. Le Panthéon .. 15 houres, facade,

- Hôtel de Lauzun ., 15 heures, 7, quei d'Anjou, Mme Hulot La Conciergerie 115 heures, 1, qual de l'Horloge, Mile Leclere. (Caisse nationale des Monuments hist riques).

« Portraits italiens du XVIII. 14 h. 30, Petit Palais (Approche de - Chez un tourneur d'étain -

15 heures, métro Arts-et-Métierge - L'Opéra », 13 h 45, devant l'entrèle. d'Ailleurs).

La Conciergerie -, 10 h 30, deva « Souterrain de la montagne Saintagn Geneviève », 15 heures, mêtro Cardina à emoine, M. Jasiet.

· Crimes révolutionnaires au Mail rais », 15 houres, mêtro Saint-Paul (Lutèce-Visites). « Hôtels du Marais ». 21 hences, mé-

tro Saint-Paul (Lutèce-Visites). -Hôtels du Marais -, 14 h 45, 24, rue Pavée, M. de la Roche. · Les Mousquesaires du Vieux-

Colombier ., 15 heures, fontaine place · Paris sous Paris au parvis de Notre-Dame », 15 h 30, entrée de la crypte sur le parvis (Paris et son Histoire).

- Hôtels, églises, ruelles du Marais ., 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection

- Les Halles, la tour de Jeansans Peur, la cour des Miracles -, 14 h 30, 16, rue Etienne-Marcel (le Vieux-

## JOURNAL OFFICIEL ---

Sont publiés au Journal officiel du 10 juillet 1982 : UN DÉCRET

 Déclarant d'utilité publique la réalisation d'une section de la ligne ferroviaire de voyageurs desservant la ville nouvelle de Cergy-Pontoise ; UNE CITATION à l'ordre de la na-

## LA MAISON -

TISSUS ET PAPIERS. - Nouveau décor chez Nobilis qui, sans deménager de la rue Bonaparte à Paris, s est agrandi pour mieux presenter ses tissus et papiers peints. Deux grandes salles d'exposition sont reliées par une galerie contournant une petite cour inténeure. Un nouveau papier a un décor potager de tomates et concombres se détachant sur fond argent, noir, blanc ou doré. Demières créations de Suzanne Fontan : un tissu blanc à effets de rubans entrelacés en mat et brillant, des rayures ou crossilons discrètement soulignés d'or et trois motifs jacquards qui se coordonnent. \* Nobilis, 38 et 40, rue Bonnparte, 75006 Paris.

THE WATER

The second second second

END THE STREET

A STATE OF THE STA

A MARCHA & MOTOR

Party Francis

B. A. B. British A.

**建国际** 

And the same of th

W 25

2.0

Andrew St. Co. St. St. St. St.

dice .

**\*\*\*** 

**新**工作。 Lance Maria

**建** 

LEDWHAR

## SATURATIONS

Est-il vrai, depuis le début du Mundial, que s'est engagée, chaque soiar de match, une sorte de «guarre du foot», dans les ménages, au moment de choisir le programme télévisé? Un sondage (1) affirme que la discorde n'a régné, à ce propos, que dans 15 % des foyers, mais de nombreux échos sont parvenus, qui ont fait part, notamment, de l'exaspération d'une majorité d'épouses, arcédées de devoir subir, un mois durant, les évolutions machistes d'une étrange balle ronde. Le même problème se pose tous le

Mais aussi, n'avait-il pas l'air piteux l'homme rarissime qui était incapable de disséquer, le

lendemain matin à l'heure du café-crème avalé sur le comptoir entre camarades de travail, les exploits de Platini, parce que Madame ou les enfants avaient décidé, la veille au soir d'ap-puyer sur un autre bouton? Conflit insoluble...

A notre époque l'éministe, on veut pourtant croire que tout se décidé en couple, et une rapide enquête fait apparaître que, tous comptes faits, le Mundial n'a pas pesé sur la courbe des divor-ces. On en veut simplement pour preuve — et là on est sérieux — le boom de la veute, en France, des téléviseurs et des magnétoscopes. C'est un achat important qui se décrète géné-ralement à deux, avec parfois la pression des enfants, et les professionnels avaient estimé que le marché national du petit écran augmenterait, en mai-juin 1982, de 50 % par rapport à mai-juin 1981, et alors même que seize millions six cent trente-trois mille récepteurs étaient déjà officiellement en service. Déception : la progression n'a été que de 25 %. D'où un surstockage et des braderies à prévoir des le début de la semaine prochaine. Avis aux amateurs.. Mais, dans l'ensemble, personne ne se plain

vraiment, et les affaires ont plutôt bien marché par exemple, pour la FNAC, qui reconnait, pour mai-juin, une croissance de vente de 50 % des téléviseurs couleur, par rapport à 1981, et une pointe à 100 % pour les deux premières semaines du Mundial. Pour ce qui concerne les magnétoscopes. l'augmentation est de 80 % à 100 % sur un an, avec des montées à 120 % et 140 % pour la phase de la Coupe du monde de football

Ce marché des magnétoscopes étant en pleine expansion, il est cependant difficile de connaître l'influence exacte qu'a eue le Mundial sur la vente de ces appareils. On peut simplement imagines qu'un certain nombre de cadres — principale clientèle de la FNAC — ont pro-

fité de la compétition sportive pour avancer leurs achats. C'est également l'explication que l'on donne à Locatel - location et locationvente, — où l'on fait état d'une progression de location des téléviseurs couleur de 30 % par rapport à l'an dernier, et d'une demando trois ou quatre fois » plus élevée de magnétoscopes, Chez Locatel comme à la FNAC, on se refuse toutefois à donner des chiffres absous, pour ne pas prêter le flanc à la concurrence.

Ce boom amène à se poser la question : laguerre du foot » a-t-elle vraiment ou lieu entre
elle et lui?

MICHEL CASTAING.

(1) Réalisé auprès de cinq cent cinquante-neuf personnes par E.V.A. pour le compt éde l'hobdomadaire V.S.D., ce sondage indique notammen tque 52 %, des remmes out jugé excessives la place télèvisée faite au Mundial, mais que 30 % d'entre clins — contre 18 % des hommes — out renouce à l'emission de leur choix pour faire plaisir à leur conjoint.

L'ARBITRAGE SOUS HAUTE SURVEILLANCE

## Machin, contrôleur

Madrid - M. Roger Machin, cinquante-huit ans, est furleusement personnage volubile et affable qu'un péret, de même nationalité, pour la couleur locale. Un homme bien, diton dans les milleux du football, et un monsieur d'une honnêteté rigou-

M. Roger Machin, une vie au service du bailon, pratique la reconnelsball me dolt quelque chose, male je sais que le dois quelque chose su tootball. . It sura tout fait et beaucoup donné. Onze ans de football, vingi sept ans d'arbitrage, pour sieger aujourd'hui à la magistrature suprème : président de la commit sion centrale des arbitres de la Fédération française et autout membre de la commission d'arbitrage de la Fédération internationals de football association (FIFA).

L' aura tout fait et baaucoup vécu. Arbitre international pendant dix ans. il recut son bâton de marêchal à la Coupe du monde 1970. Et c'est tout justo e'il ne déclare pas : - *l'al* loué au Mexique », comme il dit aujourd'hul d'un autre arbitre : - Il avait sa piace ici - ou ɗun deuxième : = Il n'a pas feit un bon match. \*

M. Roger Machin, sous-chef de service dans une usine métallurgique de Pompey (Maurthe-ét-Mosalle), est probablement un obsédé. Ses vacances familiales sacrifiées, ses congés payés sur le térrain et une facilités - mais il ne faut pas trop le dire - pour assouvir une passion dévorante. Avec ser bons souvenir et les mauvais aussi, comme cette finale de la Coupe intercontinentale estudiante de La Plats-A.C. Milan. en 1969, une rude journée et un rude match pour un arbitre. Mais, précisera-I-H, poussé dans ses retranchements, « je n'avale pes été trop mauvais ..

Car il en convient at pielde l'indugence : « C'est une dure fonction, l'arbitrage. = = Pourquol voulez-vous qu'un joueur puisse faire certains jours un match médiocre et pas un arbitre ? . Il ajoute : . Tout le monde ne .peut être Platini. . Convenons aussi que lout la monde ne peut

### La retraite a quarante-huit ans

Aujourd'hul, retraité du sifflet, Roger Machin est devenu contrôleur. juge d'arbitres. Sur ce Mundial, avec les sept autres membres de la commission et le président, M. Artemio Franchi, personnage tout-pulssant, le contrôleur Machin note, propose, élimine, rapporte.

C'est que les arbitres sont sous haute surveillance pratique. En France, un arbitre international est soumis à dix contrôles par en avec notations et commentaires de, match, une série de huit rubriques (personnalité, observation du réglement, technique, etc.). Et il est aussi sous haute surveillance physique çar la forme joue énormément, précise M. Machin, et influe sur les réllexes ». Alors, pas de quartier, la retrakte à quarante-huit ans en France et chaque année un examen d'aptitude, le test de Cooper, douze

### LE CHANCELLER SCHMIDT ET LE JUGEMENT DE DIEU

Après la victoire de la RFA sur la France, en demi-finale du Mundial, le chancelier Helmut Schmidt a adresse a M. François Mitterrand le a M. François intertrain a-télégramme suivant : a Le ni-gement de Dieu, qui, selon la mythologie classique, entre en teu dans chaque combat entre deux peuples, a vontu que cette chance schoie au camp allemand dans ce maich. Nous sommes de tout cœur aucc les Français, qui méri-taient d'aller de l'avant tout autant que nous. n

De notre envoyé spécial

minutes de course à plad et un minimum de 2 700 mêtres à courir pour les moins égés. En cas d'échec. l'arbitre reste è la maison. Pour le Mundial, le système est un

peu identique. Contrôle - - les arbitres ont été notés pendetit les tieux entres précédent le Mundiel », tests présisbles, puis rapport après les matches. Les quarante et un arbitres retenus — une sélection des meilleurs par continent, un arbitre choisi dans chacun des vingt-quatre paye qualifiés, plus d'autrés pour compléter, étalent, M. Machin l'admet « de valeur inègale », » Nous allions au-devant de certaines bavures, elles étalent prévues. Cer l'arbitrage n'ési pas au même niveau dans tous les

Lui fait-on remarquer que cas dérapages ne furent pas nécessairement le fait d'arbitres présumés incompétents ? M. Machin convient aussi : = # y s eu, c'est vrai, des bavures imprévues. C'est peut-êire que notre système de sălection n'est pas très bon. Mala le système de contrôle a parfaitement lonotionné. Nous et una écarté pour le deuxième tour ceux qui avaient perdu les pédales. »

Car M. Machin est formet. Il n'y n'y a pas place dens cette épreu nour le soupcon ou l'accusation. - La FIFA n'Intervient absolument pas sur l'erbitrage, et la commission est sou-

a mis en position relativement favorable l'équipe de Jean-Paul Loth avant la fin du deuxième

simple et le double, samedi, puis les deux derniers simples,

Toutefois, ce résultat conforme aux classements respectifs des joueurs dans la hiérarchie mon-

joueurs dans la hiérarchie mon-diale est serré, dans la logique des dix rencontres précédentes entre les deux pays qui sont à égalité de victoires et de sets gagnés sur un central où les encouragements aux tricolores n'ont pas été mé-nagés par un public pourtant clairsemé.

Ainsi, Noah avait veille tard, jeudi, pour suivre le onze fran-cais céder au « tie break » du football — les tirs au but — devant la R.F.A. en demi-finale de la Coupe du monde. Il eut du

et ne put refaire son handicap. Dans l'ultime manche, le Fran-

cais redonna à son engagement un rendement élevé qui lui permit de mettre à profit la légèreté et le rebond des balles pour dominer

M. Franchi, que beaucoup dans les sphères du tootball présentent comme lè roi en ce ròyalsme, il en dira simplement : . Une lorte personnalité, soit, mais auesi un homme très libéral et très attentil qui travalile en parfeite collaboration avec

Pas de souccon dono, des - kmpondérables », et « l'arbitrage à le maison - en est un quend, comme dit M. Machin, « un arbitre capitule sous la pression du public et des loueurs -. Tout compte fait, dans ce Mundlet - de qualité assez moyenne et marqué par une très agréable aurorise - l'absence de vioienco sur les terrains — l'arbitrage a été bon, si ja tuis la moyenna. Il aurait pu être meilleur ».

Toujours cès impondérables! A cas quarante et un arbitres, les seuls armateurs du lot — voyage, hôtel et petit déjeuner payé, ils recoivent une meigré indemnité quotidienne d'environ 400 F. - il auralt cependant hors les rapports, un petit reproche à faire, M. Machin : ces cartone launes plus fréquentment sortis pour des excés verbaux que pour des actes d'anti-jeu. . En France, révèlet-II. on le dit souvent aux arbitres - Sachez faire les sourds, sauf évi--demment aux insultes graves. Tant qu'il ne s'agit pas de leur en seloner à faire les aveucles

En effet, le coup droit de Lendi semblait être une arme suffisante pour venir à bout de l'ancien champion du monde juniors. Mais Lendi commit heaucoup de fattes au second set tandis que le Français servit mieux. Tulasne conserva d'ailleurs l'avantage au début du troisième set, mais le Tchèque retourna facilement la situation à son avantage et il paraissait sur le point de gagner la partie lorsqu'il mena 4-2 au quatrième set.

**TENNIS** 

La Coupe Davis entre la France et la Tchécoslovaquie

Noah vainqueur de Smid au dernier set

Avec la victoire de Yannick Noah sur Tomas Sinid (6-3, 5-7, 6-3, 4-6, 6-3) et le match interrompu de Thierry Tulasue contre Ivan Lendl à 3-8, 6-4, 11-9, 1-2, la première journée des quarts de finale de la Coupe Davis de finale de la Coupe Davis France-Tohécoslovaquie, vendredi 9 juillet au stade Roland-Garros, a mis en position relativement favorable l'écuire de Jean-Paul

Le « Calcio », dernier refuge du patriotisme

Rome. Qu'on aime ou qu'on n'aime pas, on n'y echappe pas. Il faut se plier à la dictature du ballón. Depuis trois semaines. IItalie vit à son rythme. Embouteillages à des neures inhabituelles et villes tenant du gynécée ou de la cité en état de 
siège, dès que la « partita » 
commence. Ne pas la regarder, 
c'est un peu jouer les esprits 
forts, être iconociasta, voire faire 
preuve d'insociabilité. du ballon. Depuis trois semaines.

phénomène qui mobilise les tribus de « tifosi ». Il touche aussi ceux de « tifosi ». Il touche aussi ceux qui n'ont jamais touché un ballon de leur vie et semble être la seule force capable de mobiliser toute la nation jans la même direction au point d'annihiler toutes les autres activités. Mieux qu'une grève générale : les standants des ministères ne répondent plus, la politique s'arrête, les syndicats, les bureaux et les usines se vident, les journaux sortent en retard. Inutile d'insister, ont pensé cette fois les scrient en relato. Intuite d'in-sister, ont pensé cette fois les dirigeants d'entreprise : plutôt que d'avoir des taux d'absen-téisme outrageants (41 % chez Aifs Romeo lors du précèdent Mundial), ils ont opté pour une attitude souple, renvoyant leurs attitude souple renvoyant leurs employes une fleure avant les matches. Mais la productivité s'èn est tout de même ressentie. car la e partita : se regarde, se fête et se revit avec ferveur et véhèmence a Si un pays pent des bars-tabacs. Jeu des pronos-s'arrêter ainsi se la signifie des bars-tabacs. Jeu des pronos-peut-être qu'il ne progresse pas calcio na commence en 1945 Dans

De notre correspondant non plus? » Interroge non sans

EN ITALIE

perfidie La Stampa.

«Le ballon a commence à rimer aver patrie sous le fascisme », souligne le journaliste Gianni Brera, auteur d'une histoire du football. C'est le Duce, sentant combien la «partita» pouvait devenir un miroitement compen-satoire à la pauvreté, qui a voulu que le Mundial de 1934 ait lleu à Rome pour l'inauguration du stade du parti. Au début du siècle. le « Calcio » était encore un sport de « princes» — comme, par exemple, du duc des Abbruzes. Le peuple, à qui il manquait peut-être, selon Brera, des calories à perdre, se contentalt de regarder.
Aujourd'hui, ce côté «fin de
siècle» a fait long feu : le football est par excellence, non seulement un sport, mais aussi un phénomène de masse.

### 30 milliards de lires au « Totocalcio »

C'est également une industrie, à l'origine de flux d'argent colos-saux : à travers la « partita » dominicale et ses activités annexes (restaurants, transports, vente de tous les accessoires du parfait « tifosi »), mais aussi par son emarché des joueurs » et surtout par le « totocalcio », ce football des sportifs rondouillards

un paye ou l'on croit autant ave bon Dieu qu'au mauvais octi, il n'a cesse de prendre de l'importance. Aucune crise économique ne s'est jamais reflétée sur l'inà dice de sa popularité. Aujourd'hui un des classiques du répertoire du folkiore italien, le « Totocaldio » risque de perdre un peu de son pittoresque lorsqu'il sera informa-tisé : mais l'apput de la fortune restera surement le plus fort : chaque semaine, les Italiens ; jouent quelque trente milliards de .

lires et a Totocalcio s

Comme ailleurs, le football en
Italie c'est aussi le tam-tam des
médias qui montent en épingle
le moindre soubresaut de set acteurs. La popularité du « Cal-cio », on la mesure chaque lundi

coo s, on a mesure chaque innui par l'espace et les titres des « une » des grands journaux. Tout est dit sur le côté relis-gieux, tribal, volre sexuel du « cakio », sur la métaphore guer-rière qui file et les trophées de culte viril dont il est la rançon, En Italia plus qu'aillaurs peut-En Italie plus qu'ailleurs peut, ètre, il est aussi une extraordi-naire machine à produire du naire machine a produire du mythe. La rictorique qui accom-gagne le «Calcio» sied particu-lièrement à un pays ou verbe. Sur le registre de la tragédie ou de la farce, la «partita» offre un reccourci des grames et des espoirs nationaux, transforme la custificament aux productif des

quotidienneté en spopée. Il y R quelques années, lorsque la Ju-ventus, l'équipe de Fiat, rencontrait son alter ego de Sardaigne, n'était-ce pas le spectacle de cet antagonisme seculaire entre of. Nord et un Sud, que le miracle misère ancestrale des fards de la pauvreté industrielle, et là la puissance assise de sénéroaité : d'un côté du stade, l'assurance de la métropole européenne qu'est de la metropole europeenne qu'est Turin et ses traditions, de l'autre l'enlisement dans le sous-dévelop-pement accédant à la consciencé politique. Compensatoire, le football set aussi l'exutoire de frustrations: Car, à la lumière les stades

répondent les ténébres d'une vio-lence qui trouve souvent l'albi à son déferlement II y a deux ans' une fusée tirée horizontelement d'un côté du stade de Rome tuait un adolescent : cette année. un sutre mourait, brûlé vif dans un wegon du train Bologne-Rome, auvuel avaient mis le feu des saurait affirmer qu'ils aiant tous leur place dans une épreuve de cette ampleur paraît excessive. N'a-t-on pas dit que le peloton 1882, avec ses cent solkante-dix coureurs, était pléthorique?

On notera, d'autre part, que la décision annoncée par M. Féix Lévi-les habitants

Des expès que certes le rous.

d'une classification jugée injuste par les habitants

Des excès que, certes, le pouvoir condamne mais qu'il a tendance aussi à ranger dans la catégorie de l'inévitable. Le « Calcio» n'est-il pas le dernier refuge du patriotisme? Ce nationalisme est, au demeurant, nou exempt de racisme, comme en témoigne cette phrase du commentateur sportif d'un grand quotidien, écrivant sans laillir à propos de la défaite des Brésiliens « Les mègres ont pâli» : une expression chère au Ku Klux Klan... Meis ce qui compte, c'est que le footparde de solidarité, que tout pouvoir s'empresse de cueillir. En 1948, après une tentative d'assas s'asiat contre Toglatti, les Italiens, étalent littéralement à couteaux tirés : lis ne se réconcilièrent que sur la vistaire du « Cinetirés: ils ne se réconcillèrent ; que sur la victoire du «Giro» ; tour d'Italie) par le champion de l'époque De même, ses victoires au Mundial 1982 ont vu les foule faire une ovation à un président du conseil qui, le mêmé, jour demandait au Parlement de prendre des mesures d'austérité?

CYCLISME

## Le Tour de France fait appel... aux amateurs

De notre envoyé spécial

Cancale. - Le Tour de France se mation, vendredi 9 luillet, à Cancale football. durant la journée de repos.

« Nous avons abandonné le projet d'un Tour du monde dont l'initiative revensit à Jean Leuliot (1), s-t-li déclare, en substance. Le projet étalt séduisant, mais il se heurteit à des difficultés d'organisation pratiquedes transports sériens et les décelages horalres. »

Après avoir étudié l'éventualité de cette vaste compétition, M. Lévilan et ses collaborateurs ont substitué à récemment, le principe d'un tour du l'idée d'une course autour du monde celle d'un Mundial du cyclisme susceptible d'accueillir un grand nombre départ sur le territoire américain, de nations et de rassembler l'éilte dans un avenir plus ou moins loin-

la partie lorsqu'il mena 4-2 au quatrième set.

Tulasne, qui a déjà épinglé à son palmarès que uest-uns des meilleurs mondiaux et qui paraissait transcendé par l'enjéu, réussit à revenir à 4-4, perdit une balle de set à 5-4, sauva trois balles de break au 17° puis au 19° jeu pour finalement enlever la manche 11-9 alors que Lendi aconnulait les fautes, gêné qu'il était par des balles très hautes. Après cette débauche d'énergie, le jeune Français perdait son premier service du cinquième set et se retrouvait mené 2-1 avant l'interruption par le juge arbitre. internationale. moins en théorie, spécifiquement français par son itinéraire tracé en totalité à l'intérieur de l'Hexagone. le Tour 1983 réunirait vingt groupes de neul coureurs : dix équipes de marques professionnelles et des sélections nationales amateurs repré-sentatives de l'U.R.S.S., de la République fédèrale allemande, de la Pologne, des Etats-Unis, de la Colombie ou du Mexique, voire du Machreb.

li s'agit d'un véritable plan de déroulers seton la formule open en relance, d'une évolution visant à don-1983. M. Félix Lévitan, codirecteur de ner au Tour de France cycliste is l'épteuve, a communiqué cette infor- dimension d'une Coupe du monde de

Cependent, la participation de cent quatre-vingts concurrents dont on ne saurait affirmer qu'ils aient tous leur

tan escample les suggestions de M. Jacques Goddet, qui défendait. monde cycliste (le Monde du 4 julilet). Il est vrai que l'hypothèse d'un tain, n'est pas écartée. Les organisa-Universel par sa participation, du teurs français sont toujours en pourpariers avec les Etats-Unis et lis ont pris des contacts evec le Japon. li n'est pas impossible que le Tour de France parte un jour de Wash-ington face à la Maison Blanché ou...

de Takyo. JACQUES AUGENDRE.

Décédé le 3 février 1983, Jean Leulliot était journaliste à PAurore et organisateur de la course cycliste Paris-Nice.

## ATHLÉTISME

## Records à Paris

football — les tirs au but — devart la R.F.A., en demi-finale de la Coupe du monde. Il eut du mai à serrer la partie contre Smid. Le numéro un français, qui avait factiement enlevé la première manche grâce aux lobs administrés au volleyeur tenèque, laissa échapper le deuxième set bien qu'il eut reussi le breut dès le premièr jeu. Il est vrai qu'il avait été perturbé par des annoncés de fautes de pied.

Noah résolut alors d'empêcher Smid de déployer son envergure au filet en alourdissant ses coups et en choisissant de passer le Tchécoslovaque dès qu'il pointait son museau de furet. Tactique payante au troisième set, moins réussie su quatrième. Après le repos, Smid refit en effet la loi au filet, notamment sur le deuxième service de Noah qui le perdit et ne put refaire son handleap. Une piste synthetique toute neuve, un budget de 700 000 F et une belle affiche internationale : une belle affiche internationale:
il n'en fallait pas moins pour
assurer le succès du meeting de
Paria, qui a permis, vendredi
9 juillet, à dix mille personnes
d'assister à une série de performances de hant niveau, dont les
records du monde du mile féminin, d'Europe du 10 000 mètres et
de France du 4 × 200 mètres
féminin. le recond des banes pour dominer nettement Smid.

Résultat accroché mais toglque puisque Noah n'avait pas été battu par le Tchécoslovaque depuis 1979. Accroché également Lendl, mais d'une manière plus

ALAIN GIRAUDO.

Le 10 000 mètres fit longtempe retenir son souffle aux nombreux spectateurs. Détenteur du record mondial, le Kényan Henri Rono lança la course sur des bases très rapides (2 min. 41 sec. 24/100 au premier kilomètre) evec son compariote Koech Fatigué par les deux épreuves disputées les jours précédents, « King Henri » fut lâché à partir du quatrième kilo-mètre par le Portugais Mamede et l'Américain Salazar, désenteur

contre 4 min. 20 sec. 89/1001 en relayant, restèrent dans le temps du record du monde jusqu'au huitième kilomètre. Les derniers 500 mètres couverts en 1 min 11 sec par Mamede lui permirent d'approcher ce « chrono » de 55/100 de seconde et en 27 min 22 sec. 95/100 de récupérer le record d'Europe que lui avait ravi, le 26 juin dernier, son compatriote Lopez en 27 min. 24 sec. 90/100 Auparavant, les Françaises Laurence Billy, Liliane Gaschet. Chantal Rega et Raymonde Naisurprenantie, par Tulasne auque!
surprenantie, par Tulasne auque!
surprenantie, par Tulasne auque!
il n'avait jamais consédé plus
d'un set par rencontra. Certes, le
numéro un tohèque, qui n'avait

L'Américaine Mary Decker-Tabb
mêtre par le Portugais Mamede
et l'Américain Salazar, détanteur
nal du 4 × 200 mètres à 1 min.

Soviétique Veselkova de près de
numéro un tohèque, qui n'avait
trois secondes (4 min. 18 sec. 8/10
diale du marathon, qui, en se
33 sec. 3/100.

A. G.

BASKET-BALL. — L'entraîneur de l'équipe du Mana cham³ pionne de France, Bob Purpome de France, 1500 Par-khiser a trouvé la mort dans un accident de la route ven-dredi 9 juillet à Roeze-sur-Sarthe près du Mans, Agé de-trente-neut ans, Bob Pur-khiser était né aux Etats-Unis il anatt obtenu la na-Unis: il avatt obtenu la naquatre ans après son arrivée en France. Il avait gagnè quatre titres de champignon' de Frace avec Villeurbanne avant de deventr en 1979 en-traîneur de l'équipe du Mans.

de la cathédrale gothique. Le choix

des ouvrages est arbitraire, sans

doute, et lié au hasard des prêts,

mais en tout points éloquent : tout se

conclut fort bien dans le registre ar-

dent et visionnaire avec le chatoie-ment de G. Moreau et le Vitrail

d'O. Redon : plus calme par compa-

(Suite de la première page.)

L'entreprise ne manque pas d'ambition. Elle ouvre dans toutes les directions à la fois : fictions ; études préparatoires; relevés. On passe constamment, et fort habilement. du rêve architectonique au document d'histoire. L'accrochage très serré, chose nouvelle dans ce musée, ajoute un rien d'ivresse visuelle à la manifestation. Entendons temple avec le conservateur P. Provoyeur. dans tous les sens possibles. D'abord une résonance méditerranéenne et antique, saisie à travers des évocations modernes, comme le temple d'Isis à Pompéi par Deprez, et permettant même d'introduire un beau dessin pour Chiswick House de lord Burlington (vers 1725), et tout le palladianisme occidental où le sacré - il faut bien le reconnaître - laisse place à la pureté du style.

Le temple, c'est aussi la basilique hrétienne et les sanctuaires gothiques, dont il y avait cent facons de rappeler le prestige : on les a ingénieusement illustres ici à l'aide de ces petites structures des reliquaires, comme le superbe montage en argent doré (seizième siècle, Paris, Cluny), des encensoirs, des maquettes portées par les saints protecteurs, comme l'évêque de pierre qui soulève le modèle de la chapelle de Rieux (Toulouse) : c'est la force du gothique que de résider tout entier dans ce type d'objets. Il se perpétue dans les - tours -. lampes... du mobilier liturgique des synagogues, in-troduit à un détour du parcours.

### Coupoles et allégories

Ce fut, à coup sûr, un moment décisif quand, appliquant à tout sanctuaire le terme latin de - temple -, on crut bon de retrouver, de replacer dans l'église, les partis pro-styles et les ordonnances de colonnes propres au monde antique, c'est-à-dire au paganisme. Pour faire sentir dans cet épisode de syncrétisme autre chose qu'une mode, un accident de goût, l'exposition a produit un grosdossier sur Saint-Pierre de Rome : fatalement simplifié, il comporte des dessins et gravures de première imla coupole de Michel-Ange, avec, duns un second temps, quelques pièces éclatantes, montrant la basilique transfigurée, comme la sanguine d'Hubert Robert et le croquis de P. Paris, à quoi est associé un lavis extraordinaire où de Wailly a figuré une Apparition dans un temple avec un effet saisissant de contre-jour. Les jeux de lumière et d'ombre font bien partie du thème : on les retrouve au siècle suivant au bénéfice

raison la synagogue de Vilna (1917) par Chagall lui-même. Entre-temps, le temple a connu une nouvelle interprétation décisive. Avec la Réforme, le sanctuaire chrétien est dépouillé, démeublé, dépeubien admettre qu'ils interprêtent la

plé, et les surfaces blanches attirent une famille de peintres, dont on veut « sensibilité protestante », en pro-duisant des tableaux impeccables et purs. Autour d'un Saenredam, sobre et régulier comme un Mondrian. avec des ourlets de lumière délicats (Varsovie), on trouve un groupement passionnant de ces tableaux de sanctuaires, dont le célèbre intérieur de la Nieuwe Kerk par E. de Witte (Rotterdam). C'est là un épi-sode à part, où le calme et le silence sont autant le fait de l'art que le don de la piété. Il y a · iconographie · de l'archi-

tecture, comme il y a une typologie

de ses partis. La combinaison et le recoupement des deux orientations mettent l'attention à l'épreuve et obligeront souvent à interroger le catalogue, articulé comme un traité de l'âge baroque. Derrière toute cette réflexion brillamment illustrée, se profile évidemment le temple de Jérusalem, le lieu du sacré par excellence. Les tentatives de restitution à partir de l'Ecriture sont multiples quelques-unes ont compté à l'âge classique. On ne parvenait décidé ment pas à croire, avec l'Eglise réformée, que le temple du Seigneur doit être compris en un sens purement « intérieur » dans une architecture quelconque. Dans l'Occident, il y a un souci, un rêve, de · l'architecture idéale · qui parlerait de toutes parts à l'ame. A la fin du dix-huitième siècle, on tend plus que jamais à construire des édifices symboliques. L'un des plus étonnants.de la collection de Nice est ce Temple de l'Egalité, aquarelle anonyme présentant une colonnade annulaire au-dessus d'un amas rocheux (musée Carnavalet) : elle était, d'après le texte d'accompagnement destinée au jardin de l'hôtel d'Evreux, c'est-à-dire à l'actuel hotel de l'Elysée.

Même si le sacré et le profane y échangent souvent leurs ressources, même si l'archéologie résiste çà et là à la synthèse, même s'il y a trop de es dans ce rassemblement, on nu peut qu'en apprécier l'originalité et l'intelligence. L'éventail des prêts

## **FORMES**

## Redécouvertes

Tout artiste est inégal. Il n'exhibe en général, non sans raison, que le dessus du panier. Ou on ne juge done pas Franscisco Borès (1898-1972) sur les œuvres qu'il cut sans doute écartées et qui voisinent avec les meilleures dans une rétrospective naturellement amputée de celles qui ne peuvent être extraders (1). Il en reste suffisamment (cent peintures, trente-sept aquarelles, gouaches, pastels, près de cinquante dessins) pour sortir leur auteur du semi-oubli. lot de trop de peintres de l'Ecole de Paris. et rappeler qu'il règna, aux temos heroïques du Minotaure, parmi la demi-douzaine de grands noms demeurés tels. Et pourtant... en dépit d'éclatantes réussites (le Jeu de cartes de 1928, la Femme du marin de 1936, etc.) ce sont les toiles de la dernière période, celle de l'aprèsguerre, qui auraient pu assurer son triomphe: les Champignons (1949), le Vailier (1952), Composition en gris (1960) et les aplats de l'Intérieur rose, presque un bommage à son anti Matisse. Elles justifient en tous cas l'admiration de Jean Grenier, dont le catalogue (exemplaire) reproduit un texte capital, définissant un art qui . tisse comme un fil entre le réel et l'imagineire . Cubisme assimilé, éclaté. dépassé. Abstraction transfigurée en objets d'une présence obsédante. gérienne, transparente, intimiste, Borès méritait cette redécouverte.

Grison (comme Giacometti) Robert Indermour peut-il être apparente aux expressionnistes? D'inspiration de préférence germanique bien qu'on lui ait cherché des ascendants en Gova. Daumier et même Van Gogh? je n'aime guère les étiquettes, mais celle-là sûrement inexacte, peut donner une idée approximative d'une manière pavée de toute sorte d'intentions. narrative comme on dit, d'où ne

sont exclues ni les vertus plastiques ni la vigueur (2). Lè encore l'ensemble est inégal. Seulement, dans les temps forts, comme Indermaur sait utiliser les espaces, les surfaces désertiques pour confiner l'homme dans sa solitude! Il est tragique, ce personnage prisonnier de son fauteuil. Et cet autre au téléphone. On s'arrêtera plus longtemps encore devant Montée, à mon sens la meilleure pièce de l'exposition, devant La Fosse creusée par un terrassier kafkaïen. L'angoisse plane. Sur les soules aussi : voyez le triptyque de Platz. Souvent l'humour la tem-

En ce qui concerne Bernard Boutet de Monvel, il s'agit moins de redécouverte, comme pour Borès, que d'une sorte d'exhumation (3). Né en 1881, le fils de Maurice Boutet de Monvel n'est cependant disparu qu'en 1949 - dans le même avion que Marcel Cerdan et Cinette Neveu. Mais les morts vont vite et celui-là risquait de ne point resurgir. malgre le souvenir d'une brillante carrière de portraitiste mondain, témoin ce maharadjah en frac et en cape doublée de soie blanche. Dégagé des influences des nabis ou des post-impressionnistes. suivant les traces de son père en un orientalisme marocain de bon aloi. il accède assez vite à une précision photographique glacee. A ce titre il fait figure de précurseur d'une certaine peinture américaine qui fleurira quarante plus tard. L'important à mon sens, c'est que ce dandy, à son insu peut-être, est allé au delà

de l'image. JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Arteurial, 9, avenue Matignon. (2) Galerie suisse, 17, rue Saint-(3) Galerie Yves Plantin, 33, rue de

est exceptionnellement large. Une Madone dans l'église d'un peintre espagnol du quinzième siècle, repre-nant un modèle eyckien, vient de Prague : une chapelle ténébreuse de Granet est un prêt de Varsovie ; une Cathédrale ruinée, spectacle blafard du romantique Ochme, a été envoyée par Dresde, ainsi que deux scènes de C.D. Friedrich. Les ouvrages peu connus s'intercalent parmi les choix plus familiers : l'In-

térieur de Chartres (av. 1903) du

Polonais Pankiewicz vient auprès de

la Cathédrale de Sens de Corot

(1874, Louvre), pareille à un filtre

On retrouvers les fameux dessins de tours gothiques de Strasbourg auprès du fragment eyckien des Arts décoratifs de Paris. Comme la fondation Custodia (Paris), les musées de province ont été efficacement sollicités; c'est l'occasion de revoir, par exemple, l'étrange Messe des anges de Dürer (vers 1500, Rennes) : dans un sanctuaire vu en profondeur, les bonnes et les mauvaises pensées des assistants sont matérialisées par le dessin : un ange d'un côté, un démon de l'autre, les enregistrent. Dürer nous permettra donc de conclure : dans un Temple digne de ce nom, toutes les pensées comptent ANDRÉ CHASTEL.

★ - Le Temple -. Représentation de l'architecture sacrée. 285 numéros, introduction et catalogue par P. Provoyeur. Musée national Mmessage biblique Marc Chagall. Nice, jusqu'au 4 octobre.

ARCHITECTURE

Dans une - mise en garde - le conseil de l'ordre - prend acte de la croissance du nombre des étudiants

et renonce à mettre en place une po-

litique de désinflation des inscrip-tions en U.P. La réduction de la du-

rée des études, à contre-courant de

l'évolution générale dans toutes les sociétés développées, révèle une vo-

lonté d'abaissement du niveau glo-bal de cet enseignement : le diplôme

d'architecte est dévalorisé puisque

très précisément aligné sur un di-plome de second cycle (maitrise).

L'instauration d'un troisième cycle,

après le diplôme, débouche sur une

mise en place sournoise de super-diplômes dont les architectes ont

unanimement condamné le principe

Le statut des enseignants n'of-fre aucune garantie de leur qualifi-cation, poursuit le communiqué.

S'il est une qualité dans le dis-cours de M. Quilliot, c'est d'abord

son esprit critique : il en a fait preuve

pour l'enseignement tel qu'il est dis-pense aujourd'hui encore. Une qua-

lité annexe est sa prudence, son

souci apparent de ne pas figer dès à

present la réforme dans des textes.

et d'en rester à des « orientations ».

On peut d'ores et déjà souhaiter que

l'esprit critique du ministre reste en

éveil pour les mais à venir, et sa pru-

La réforme envisagée intervient à

un moment où, après une longue période de crise, largement liée à la

crise conceptuelle, de l'architecture

elle-même, l'enseignement semble peu à peu se découvrir un souffie

une auto-réforme. Dans ce domaine.

où le « culturel » et le « profession-

nel » sont étroitement « imbriqués »

comme l'a souligné le ministre, pour

souhaiter qu'ils ne soient pas ∢ con-

fondus », les aspects institutionnels

peuvent apparaître secondaires, ou

tout au moins largement dépendants

de la confiance, de la croyance des

des statuts, ceux des enseignants et

des administratifs, que les intéressés

vont probablement discuter avec

plus ou moins d'ordre, on peut

s'étonner de la volonté constante

des orientations proposées : rappro-

cher l'enseignement de l'architec-

ture, dans ses formes, ses méthodes,

son cursus, des enseignements supé-

rieurs dispensés par l'éducation

Aussi, laissant de côté la réforme

étudiants en leur art.

sous le précédent septennat.

Le conseil de l'ordre s'élève contre le projet

de réforme de l'enseignement

M. Jacques Vissière, a tenu vendredi 9 juillet une conférence de

presse après l'annouce par le ministre de l'urbanisme et du logement, M. Roger Quilliot, des « orientaions » que devrait suivre la réforme de l'enseignement de l'architecture (le Monde du 10 juillet).

M. Vissière a vivement contesté ce projet qui prévoit notamment un

raccourcissement des études (cinq ans au lieu de six), la création

d'un troisième cycle après le diplôme, la sortie possible du cursus

après la deuxième et après la quatrième année, d'une manière géné-

rale un rapprochement sensible avec l'éducation nationale, ainsi que

diverses réformes statutaires. Il s'est aussi très vivement élevé contre

l'absence de concertation dont ferait preuve le ministère, et contre le

« saucissonnage » dont serait l'objet, selon lui, l'étude des différents

problèmes de l'architecture, au lieu de la réflexion d'ensemble qu'il

Cycles

d'ailleurs.

Le nouveau président du conseil de l'ordre des architectes.

JAZZ

FESTIVAL A NEW-YORK

## Un défi permanent

Inventé à Newport, transféré a New-York, le festival de jazz, dirigé depuis son origine par George Wein, tend à investir toujours plus de lieux, toujours plus d'espace. Il est sûr de rester sans rival • la plus grande manifestation du monde » en jazz.

Tandis que défilent, à New-York ou près de New-York, les musiciens par centaines, d'autres grandes villes américaines organisent leurs spèctacles en liaison avec le - Newport -. Après quoi, ultime revue des troupes du 4 juillet (Independance Day) et tout le monde s'élance gaiement à la conquête de l'Europe, pour les festivals de l'été.

Dans Manbattan même, le programme Lient du défi permanent à la raison. Sur le modèle souvent de la Jam Session . les concerts sont autant d'étourdissants rassemblements, disséminés à la même heure aux quatre coins de la presqu'ile. comme pour rendre plus aigus les choix ou les regrets. Impensables réunions ailleurs : pour à peine deux morceaux dédiés à Monk. Oscar Peterson rencontre Milt Jackson. Wynton Marsalis et Didier Lockwood servent de partenaires à Herbie Hancock et Tony Williams : un quintette inédit est mis sur pied, avec Shelly Manne, Eddie Gomez, McCoy Tyner, Stan Getz et Dizzy

Cette politique à l'exportation

affaiblira l'architecture française

car la supériorité éducative et

culturelle a pris une importance

croissante dans la compétition entre

États, notamment par ses incidences

blissement des architectes euro-

péesn, qui doit fonder les mécanismes d'équilibre sur des critères

qualitatifs, placera les architectes

français en position d'infériorité par

rapport à leurs concurrents euro-

oéens. La réforme annoncée par

M. Roger Quilliot est très éloignée

de l'objectif de réconciliation des

Français qui leur avait été fixé par le chef de l'État (...). »

nationale. Avec un succès variable

Un point en particulier est

étrange : la création d'un troisième cycle après l'obtention du diplôme.

Ou l'on estime qu'en six ans - a for-

tion en cino ans - les études ne par-

viennent pas à former assez de bons

architectes, et il faut dans ce cas en

allonger la durée : la responsabilité

des architectes n'est en effet pas de

celles sur lesquelles on transige. Ou

cinq ou six ans suffisent, et l'on ne voit pas, l'étudiant sachant

construire de belle et solide manière, qu'il faille le laisser éloigné du mar-

ché davantage, sinon pour l'éloigner

de l'architecture, le conduire vers

l'histoire, la théorie, la « recherche »

comme on dit. Mais comme on croit

savoir que la « recherche » en archi-

tecture est moins liée à un problème

d'étude qu'à l'existence d'un marché

sain, ouvert et imaginatif où les

talents puissent s'exprimer. On est

fondé à émettre des doutes sur l'uti-

aveu dissimulé, de retrouver 50us

une autre forme l'idée de super-école

qui trottait sous le gouvernement

précédent. Auquel cas, dans le mar-

ché saturé d'aujourd'hui, seront de

préférence chômeurs les architectes

diplômés qui n'auront pas suivi ce

nouveau troisième cycle. Il y a

actuellement dix-sept mille candi-

dats, presque autant que d'archi-

FRÉDÉRIC EDELMANN.

A moins qu'il ne s'agisse d'un

lité d'un tel troisieme cycle.

La directive en préparation sur la libre circulation et le libre éta-

scientifiques et techniques.

populaire. Ainsi, les deux weck-ends qui l'encadrent sont consacrés à deux sorties : l'une dans le New-Jersey. à Waterloo Village, où la musique traditionnelle de bonne souche scande les bonheurs tribaux des pique-niques. L'autre à Saratoga, en plein air toujours, où se succèdent, dans la façon ininterrompue des grandes fêtes du rock (Woodstock n'est pas si loin) l'essentiel des vedettes du Festival central. Lequel continue d'uilleurs impertubable.

Cette année, à partir de ses grandes bases que sont Carnegie Hall et Avery Fisher Hall, il pousse des pointes vers Harlem, dans Brooklyn, sur les quais éclairés par les feux d'artifice du 4 juillet, dans les églises, au Gughenheim Museum. sur les bateaux partout. Et il sait balancer le désir plus ou moins accompli d'exhaustivité par l'hommage très liturgique rendu à telle figure. C'est un jour l'inventaire, assez' hasardeux, des divers apports des femmes à l'écriture du jazz (This Time: The Ladies, avec Carmen McCrae, Carrie Smith, Bill Henderson): le lendemain, des rencontres au sommet : Sarah Vaughan et Gillepsie (Sassy and Dizzy); Ellq

Basic au sourire éternel. Basic qui ne marche pratiquement plus, dirige un bon orchestre, solide, sidèle et précis. Il se montre farceur avec son plus vieux compagnon de route : Freddie Green, l'énigmatique guitariste si banalement essentiel. Il s'étonne d'être encore là, rit et fait jouer. Ella Fitzgerald, malgré des ennuis de santé aussi, n'avait pas depuis longtemps paru si sûre de son art, si ironique et entière avec son répertoire, si énergique enfin.

Mais on prendra la vraie mesure es folies du New-York Festival et de sa géniale démesure, sachant que le mêmejour, 4 juillet, Money, l'opérajazz d'Amiri Baraka (Leroi Jones) et George Gruntz était réprésenté à la Mama. Autre contrepoint aux gaités patriotiques, le Things Have Got to Change, d'Archie Shepp, lance sous les susées d'artifice. Au même moment ou presque. Llonel Hampion, à la tête d'un orchestre assez quelconque, finissait par

Le plus souvent, le Festival entraîner Stan Getz, Arnett Cobb et s'abandonne au plaisir de l'anthologie et au vertige de l'enevelopédisme endiablé. C'était à Carnegie. L'Avery Fisher Hall celebrait, pour sa part. Stan Kenton, avec Mel Lewis, Laurindo Almeida et Anna O'Day. Sur les quais on se pressait pour la Salsa. A St Peter's Church. tribut était renu à Mahalia. Jackson et à Louis Armstrong dans Broo-klyn. Un 4 juillet comme les autres. on your dit. A ne pas savoir où donner de l'orcille.

Mais pour qui préférait encore l'intimité des clubs, ou voulait finir la soirée en musique, il restait bien des occasions : comme celle d'entendre, au Sweet Basil, Gravity, l'éclatant groupe aux six tubas dirigé par Howard Johnson. Un modèle de puissance et de musicalité, tradition et modernité liées.

FRANCIS MARMANDE.

## CINÉMA

### MORT D'ISA MIRANDA

Inès Isabella Sampietro, devenue sous le nom d'Isa Miranda une star du cinéma mondial, est morte le 9 juillet à Rome, à l'âge de soivantedix-sept ans.

[Née à Milan en 1909, Isa Miranda, qui avant de commencer une carrière zinématographique, avait été secrétaire et ouvrière, fut lancée par le film de Max Ophuls la Signura di Tutti, dont elle jouait l'un des rôles principaux, et qui la hissa au rang des grandes inter-prètes italiennes. Dès lors, elle tourna une cinquantaine de films, faisant toujours preuve d'une vive personnalité. Ayant joué en Italie, en France et en Al-lemagne avant la guerre / Comme les feuilles, de Mario Camerini, en 1935; Jeunes, de Mario Camerini, en 1937; le Passeport rauge, de G. Brignone, en 1935; l'Homme de nulle part, de Pierre Chenal, en 1937), elle put partir pour Hollywood, après avoir payé son passeport au régime italien, en acceptant de tourner Scipion l'Africain, un film résilisé par Carmine Gallone en 1937, sous l'en la leure de Muscolini. l'œil bienveillant de Mussolini.

elle fut la vedette de plusieurs grand productions, dont L'aventure commence demain, de R. Pottier, en 1947; la Ronde, de Max Ophuls, en 1950 : Avan le déluge, d'André Cavatte, en 1953 : Summertime, de David Lean, en 1954, etc. Elle devait se consacrer plus particulièrement au thélitre dans les années 60, sans toutefois arrêter le cinéma, et se tourner vers la peinture et la poésie dans les toutes dernières années.

## MUSIQUE

## LA PROCHAINE SAISON DE L'OPÉRA

## De grandes espérances

L'Opéra de Paris vient de publier son programme général de la saison prochaine qui confirme et complète les indications que nous donnions récemment (le Monde du 4 juin). récemment (le Monte de rouvrira le palais Garnier avec Eugène Onéguine, mise en scène de Gian-Carlo Menotti, direction M. Rostropovitch, et Galina Vichnevskaya, Barry McCaulev et Benjamin Luxon dans les rôles principaux. Reprise ensuite de Roméo et Juliette (octobre), puis, en novembre, première en France de Leas, une œuvre contemporaine très émou-vante d'Aribert Reimann, mise en scène de Jacques Lasalle, avec dans le rôle-titre Peter Gottlieb (et non D. Fischer-Dieskau, qui avait créé le personnage, comme nous l'avions annoncé. En décembre, Falstaff (Georges Wilson, Seifi Ozawa) avec Ingvar Wixell, Ch. Eda-Pierre, Barbara Hendricks

En janvier, reprise de la Bohème et nouvelle production de la Chauve-Souris (Richard Foreman, Ralf Weikert) avec Ileana Cotrubas et S. Jerusalem en sévrier. Les Noces de Figaro reviendront en mars dans la mise en scène de Strehler, puis Paillasse (avec J. Vic-kers et Teresa Stratas), associé cette fois à la création mondiale d'Erzsebet, de Charles Chaynes, réalisée par Michael Lonsdale (mars-avril) avec Christiane Eda-Pierre. Pavarotti, Cappuccilli et Caballe seroni associés dans Luisa Miller sous la direction de Giuseppe Sinopoli (juin) et la saison lyrique s'achèvera par la reprise d'Otello, avec V. Atlantov et M. Castro-Alberty (juin-juillet).

Coté ballets, la Sylphide (septembre-octobre), la Songe d'une nuit d'été (novembre), Casse-Noisette, dans une nouvelle chorégraphie de Noureev (décembre). une soirée de ballets contemporains d'Alwyn Ailey et Andy de Groat (avril), le Roméo et Juliette de Iohn Cranko (mai) el = Hommage à Balanchine - (juin-juillet). Au Palais des congrès, la Belle au bois dormant et Notre-Dame de Paris.

Rappelons que la salle Favart présentera également une saison complète, fort remarquable : les Contes d'Hoffmann (Ponnelle, Lombard), coproduction avec le Festival de Salzbourg où l'on re-trouvera Neil Shicoff (novembre-décembre), reprise de Carmen Faggioni, Garcia-Navarro) avec Teresa Berganza (decembrejanvier), une nouvelle mise en scène de l'Amour des trois oranges, de Prokofiev, par Daniel Mesguich (février-mars), la Traviata, avec Wilhelmina Fernandez (mars-avril), la Belle Hélène, réalisée par Jérôme Savary (avril-mai), les Dialogues des Carmélites, de Pou-lenc, dans la production du Met de New-York (Dexter, Delacote), avec notamment Régine Crespin et Ma-ria Ewing (mai), ensin, Ariane à Naxos, mise en scène par Jean-Louis Martinoty, avec Edita Grube-rova, Hélène Garetti et Peter Lindroos (juin-juillet).

L'Opéra de Paris donnera également huit soirées de musique de chambre salle Favart (de 18 h. 30 à 23 heures) avec uniquement des solistes français, et trois concerts au Théâtre de Champs-Elysées : la Neuvième Symphonie, de Beethoven (direction Alain Lombard), la Troisième Symphonie, de Mather (Marek Janowski) et l'Or du Rhin.

Une grande saison préparée par Bernard Lefort (palais Garnier) et Alain Lombard (salle Favart). dont on espère qu'elle apportera moins de déceptions que celle, aussi brillante apparemment, de l'an passé Rappelons que l'Opéra de Paris sera dirigé conjointement. jusqu'à l'arrivée de M. Bogianckino en septembre 1983, par MM. Paul Puaux, président du conseil d'administration, Jean-Pierre Leclerc, directeur général, Alain Lombard, directeur de la musique, et Georges Hirsch, administrateur du ballet.

\* Les plaquettes d'abonnement (huit séries, dont une de ballets) sont à demander et à renvoyer rapidement à l'Opéra de Paris, 8, rue Scribe, 75009 theâtres

and the second section of the second

on there was a series

LANGE TO THE REAL PROPERTY.

The state the second property and A STATE OF THE STA

a green out on the way to be to the many the transmitted to the control of the co The second section of the second section secti

The second of th 等。 医皮肤 法集婚的 and the state of t

The second of th

THE PART OF THE PARTY WAS TAKEN

THE PLANT OF ME ASSESSED. A TOTAL SEN TOP BER SEE MEETING १ ४ मन ४ म्बार असे प्राप्ति हैं। and the state of the The state of the second of the second merchanic of the fifth of the said of the

The state of the s ى دەرىخى ئەرىخىيى ئايىلىكى ئى ئايىلىكى ئى September September

The state of the state of the

The state of the s

The manufacture of the Control of th

To to the in a desired to be The comment of a comment The same of the same of THE SHAME WINE IN LINE

中華中國國 大樓 大概 表 內職 大樓

The same which was the

• - - -

F-1

The state of

C. Acto

35

DAMES PROGRAM

MORT DISA MIRANGA

inda taung -

128612

grantiment to the

The Market of

1. 6 g 1.50

A STATE OF BUILDING

Photograph of and the second Beren et la Brighton and a first think the والمرابع والمنافض المرابع المرابع المجينونية

one Hill gran Family No. 2 Sagarage (E. Ericco)

والمراجعة أورواه والمتلي Add which is MINE SAISON CELLS

andes esperance -غاية **بين غير بيند** 2

京 田川 のでは神経を言うす。 and a second #2 F MIT AND THE PARTY OF T الأرامة المعجبية وأراع 🖟 , 👰 igan i restrici Barry Barry Maria Land

الايشعاق أسطين مثني AND TO PE والمرابعين بأبير يهم 会 体質器 しだめ الأراب المستحيد المتجول Experience some some

6 mg 24 to 17 mg \*\* \*\* 100 mm m التنامد وجستها وتها Red . Y married

Acres 1 18 man **新华等的99**000000 Ser Street Contraction de la lactura # 50 mm ---and brooks of

Service without page series

Mary Sand til distance. A 20 1 ----\*\*\*

E de Charache the same

🕶 of product

Markey . A Tomber -

Maria St. Charles and the second 

# The second second

326-90-14 et 68-04

51, quai Grands-Augustins, 6. F. dim. AUR. DE RIQUEWIHR 770-62-39 12, rue du Fg-Montmartre, 9. T.Ljours.

12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale. Spécialités alsacieunes. Vins d'Alsace

1. 23 h. Grande Carte. Menu d'affaires : 100 F an.c. Menu dégustation :
 220 F an.c., salons de 2 à 50 converts. Cadre ancien de réputation mondiale.

Caveau de la République (278-44-45) :
 Achetez François (sam., 21 h.; dim., 15 h 30 et 21 h).

persiste et signe... (sam. 20 h 30). L'Envol (347-33-06) : Ct. Timoteo (sam. 20 h 45, dim. 17 h). Espace Galté (327-95-94) : Ricardo d'Afri-Espace Gahté (327-95-94); Ricardo d'Afrique (sam., dern.).
Trottoirs de Bacnos-Aires (260-44-41); Sexteto Mayor (sam., dim., 21 h; sam., 23 h 30).

mire (544-57-34) : Theatre Noir :

(sam. 22 h (5) ie (265-07-09) : l'Alouette (sam., 20 b 45). Marie Stuart (508-17-80); Architrue (sam., 21 h). Matterius (265-90-00): Embaliage perdu (sam. 21 h). Michel (265-35-02) : On dinera au lit

jourd'hui (sam. 22 h),
Théitre Présent (203-02-55) : Drôles de
bobines (sam. 20 h 30, dern.).
Théitre des 400 Coups (633-01-21) : les
Pantins (sam. 20 h 30) : Cabaret Karl
Valentin (sam. 22 h 30, dern.).
Tristan Bernard (522-08-40) : le Troisième
Témoin (sam., 20 h 45, dim. 15 h).
Varièrés (233-09-92) : Lorsque l'enfant pe-

Les cafés-théâtres

Blancs Mantesax (887-15-84) I : Aroub = M.C. 2 (sam. 20 h 15); les Démones Loulou (sam. 21 h 30); des Bulles dans l'encrier (sam. 22 h 30 et 24 h); fi : Embrasse-moi idiot (sam. 20 h 15); Qui

22 h 30). (Café d'Edgar (322-11-02), I : Tiens, voilà deux boudins (sam., 20 h 30) : Mangeuses d'hommes (sam., 21 h 45). — II : Praline et Berlingotte (sam. 20 h 30) :

(sam., 21 h 45). L'emol (347-33-06) : P. Quinni (sam.,

(sam., 21 h 15). La Gageare (367-62-45) : la Garçonne (sam. 21 h) : Un cœur sons une soutane

(sam. 21 h); Un cœur sons une soutane (sam. 22 h 30).

Le Petit Casiso (278-36-50): Douby... be good (sam., 21 h); les Bas de Harleveau (sam., 22 h 30).

Point Virgule (278-67-03): le Petit prince (sam. 20 b 15); Tranches de vie (sam. 21 h 30); B. Schlossberg (sam. 22 h 30).

La Sempa (278-27-54): le Mur mort (sam. 20 h 30, dern.); F. Morgarita, A. Duclos (sam. 21 h 30, dern.).

Le Tintamarre (887-33-82): C. Épinal, D. Bourbon (sam., 18 h 30); Phèdre (sam. 20 h 30); l'Apprenti fou (sam. 22 h.)

Théâtre de Dix-Heures (606-07-48): Les voyages déforment les valises (sam.

voyages déforment les valises (sam. 20 h 30) ; C'est où, les îles Buléares (sam. 21 h 30) ; Cerise (sam.

Vicille Grille (707-60-93) : A. Burton

(sam., 20 h 30) : B. Fontaine at Areaki (sam. 22 h 30) : II : Catherine Zarcate

21 h 30].

Lacernaire (544-57-34): Théâtre Noir:

l'lie des esclayes (sam., 18 h 30); le Crater de Chicago: le Sang des fleurs (sam., 22 h 30); Spivie Joby (sam., 20 h 30); Théâtre Rouge: Eon (sam., 18 h 30); Tebouls (sam., 20 h 30); Gustave Parling (sam., 22 h 15). — Petite salle: Parlons français (sam., 18 h 30); le Fétichiste (sam., 21 h); Dialogues de sourdes (sam., 23 h 15).

(sam. 18 h 19 et 21 h 30).

Mostrparaese (320-89-90): in Cagnotte (sam. 21 h).

Nouveantés (770-52-76): Folic Amanda (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

(Eavre (874-42-52): Qui a peur de Virginia Woolf? (sam. 20 h 45, dern.).

15 h : la Grande Parade, de K. Vidor; 15 h : Avoir vingt ans dans les Aurès, de R. Veutier; 21 h : les Centurions, de M. Robeco.

Quintette, \$\(^{\pmathcal{F}}\) (633-79-38); \$\(^{\pmathcal{F}}\); \$\(^{\pmathcal{F}}\) (700-89-16) H. \$\(^{\pmathcal{F}}\); \$\(^{\pmathcal{F}}\) (700-89-16) H. \$\(^{\pmathcal{F}}\); \$\(^{\pmathcal{F}}\) (200-89-16) H. \$\(^{\pmathcal{F}}\); \$\(^{\pmathcal{F}}\) (200-89-16) H. \$\(^{\pmathcal{F}}\); \$\(^{\pmathcal{F}}\) (200-89-16) H. \$\(^{\pmathcal{F}}\); \$\(^{\pmathcal{F}}\) (300-89-16) H. \$\(^{ l'Amour c'est comme un bateau blanc

Famil (233-91-17): Une saison en enfer (sam., 20 h); les Grandes Sartreuses

## et municipales

théâtres

Opéra (742-57-50): Il Tabarro; i Pa-gliacci (sam., 19 h 30). Conédie-Française (296-10-20): la Dame de chez Maxime (dim. 14 h 30 ct 20 h 30): Dom Juan (asm. 20 h 30). Centre Posspidos (277-12-33): Cinéma-Vidéo: A propos de l'exposition Y. Tan-guy (sam., dim. 15 h); collections du M.N.A.M. (sam., dim. 19 h).

Astelle-Théatre (202-34-31) : les Bonnes (sam. 20 h 30). Atelier (606-49-24) : lo Nombril (sam.,

16 h).

Comédie de Paris (281-29-36): Les Amours de Jacques le fataliste (sam., 18 h 30): Virage (sam., 22 h).

Espace Gainé (327-95-94): la Forêt des bienfaits (sam., 22 h).

Espace Marais (271-10-19): le Philosophe soi-disant (sam. 22 h 30, dim. 18 h).

Espace Marais (271-10-19): le Philosophe soi-disant (sam. 22 h 30, dim. 18 h ). Foataine (874-74-40): Si jamais je te pince, j'invite le colonel (sam., 20 h 30). Galerie 55 (326-63-51): Entertaining Mr. Sloane (sam. 20 h 30). Huchette (326-38-99): la Cantatrice chauve (sam., 20 h 15); la Legon (sam., 21 h 30).

17 h).
Théitre d'Eigur (322-11-02) ; les Babacadres (sam., 20 è 30) ; Zouaves d'aujourd'hui (sam., 22 h). CHAHLOT (704-24-24)

Sam. 15 h: Lenr dernière nuit, de

G. Lacombe; 17 h: l'Aventure de

M. Muir, de J.L. Mankiewicz; 19 h et

21 h: 30 anniversaire de « Positif » (19 h:

l'Arme à ganche, de C. Sautet; 21 h: Signes de vie, de W. Herzog). — Dim., 15 h:

les Prères Bouquinquant, de L. Daquin;

17 h: Madame Bovary, de J. Renoir; 19 h

et 21 h: 30 anniversaire de « Positif »

(19 h: Terre en transe, de G. Rocha; 21 h:

De sang froid, de R. Brooks).

Embrasse-moi idiot (sam. 20 h 15); Qui a rué Betty Grandt? (sam. 21 h 30 et 23 h 45); Comment ça va Zanni? (sam.

Les autres salles

21 h). Cartoucherie, Épée de Bois (808-39-74) : l'Homme masse (sam., 21 h; dim.,

nis Woolf? (sam. 20 h 45, dern.).
Palais-Royal (297-59-81): Pauvre France
(sam., 19 h 15 et 22 h, dern.).
Potinière (261-44-16): Une fille drôlement
gonflée (sam., 20 h 30, dim. 15 h).
Rex. (245-28-12): Jean Harlow contre
Billy the Kid (sam. 20 h 30).
T.A.I.-Théâtre d'Essai (278-10-79):
L'Écume des jours (sam., 22 h, dim.
17 h).

Au Bec fin (296-29-35): Tohn hahrt (sam. 20 h 30): le Président (sam. 22 h); Vous descendez à la prochaine (sam.

BANDITS, BANDITS... (Arg., v.o.) : Clany-Ecoles, \$ (354-20-12). LE BEAU MARIAGE (Fr) : Hautefenille, 6 (633-79-38); Saint-Lezare Pasquier, № (387-35-43). # (387-35-43).

BREL (Fr.): Forum, != (297-53-74): Publicis Saim-Germain, & (222-72-80);

Paramount-City, & (562-45-76):

Paramount-Bastille, !!\* (343-79-17);

Paramount-Galaxie, !3\* (580-18-03);

\*\*The company of the company of th

### Les salles subventionnées Les chansonniers

Casino de Paris (874-26-22) : Daemonia (sam., 20 h 45 ; dim., 15 h 30). Comédie de Paris (281-29-36) : Brei, je

Comédies musicales Renaissance (208-21-75): Viva l'opérette (sam., 20 h 30, dim., 14 h 30).

Les concerts Egise Saint-Merri, Essemble instrumental baroque (sam. 21 h). Lacernaire, S. Reymond (Beethoven, Albe-nitz, Liszt, Schumann) (sam. 19 h 45). Notre-Dame, American music abrood (dim. 14 h 30); S. Landsdale (Bach, Vierne) (dim. 17 h 15). Chapelle Saint-Louis-de-la-Salpétrière : A. Turriziani (Scarlatti, Reger, Kreba, Hindemith) (dim. 16 h 30).

Jazz, pop, rock, folk Cavezu de la Huchette (326-65-05): Ch. Slide (sam., dim., 21 h 30). Chapelle des Lombards (357-24-24): Los Salseros (sam., dim., 22 h 30). Danois (584-72-00): Company (sam., 20 h 30).

une (542-71-16) : Ch. Lancry (sam.

22 h).

Reeling (271-33-41): H. Singer, G. Nemet, A. Jean-Marie, O. Johnson (sam, dim. 22 h).

New Moraing (523-51-41): Anthony Braxton (sam, 21 h 45).

Parts Journal (226-78-50): Tim the Store. Braxton (sam. 21 h 45).
Petit Jeursal (326-28-59): Tim Pan Stompers (sam. 21 h 30).
Petit Opportus (236-01-36): Ph. Petit.
A. Jean-Marie, R. Del Fra, Ch. Bellonzi (sam., dim. 20 h 30).
Slow Chab (233-84-30): R. Franc (sam., 21 h 30).

CHAILLOT (704-24-24)

BEAUBOURG (278-35-57)

Sam., 15 h : la Légande de Gosta Ber-ling, de M. Stiller: 17 h : Sanjuro, de A. Kurosawa ; 19 h : Chrosique des années de braise, de M. Lakhdar-Hamine. – Dim.,

ALLEMAGNE MERE BLAFARDE (All., v.o.): Marais, 4\* (278-47-86).

AMERICAN TOUR OF THE ROLLING

STONES 1981 (A., v.a.): Vidêo-stane, 5 (325-60-34).

LES ANNEES DE PLOMB (All., v.o.) :

CANNIBAL FEROX (\*\*) (A., v.o.) :
Paramoant-City, 8 (562-45-76).

LA CHÉVRE (Fr.) : Berlitz, 2 (742-

LE CHOC (Fr.) : U.G.C. Rotonde, 6' (633-08-22); Normandic, 8' (359-41-18).

**VOTRE TABLE** 

Manage musicale M Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J., H. : onvert jusqu'à... heures

DINERS

Les exclusivités

### (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des salles

«LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES»

704.70.20 (lignes groupées)

Samedi 10 et dimanche 11 juillet

Les festivals

FESTIVAL DU MARAIS (887-74-31) Centre culturel de Belgique : l'Ensemble (sam., 20 h 30 et 22 h 30). cam., 20 n 30 et 22 n 303.

Cour de l'Hiôtel d'Aessont : le Bavard imprudent (sam. 21 h 30, dem.).

Essalan L. – l'lie de Tulipatan (sam., 18 h 30) ; le Blanc Cassé (sam., 20 h 15), il s'appelle peut-être Dupont (sam., 22 h); — Il : La Kabbale selon Aboulafia (sam., 20 h 30), De quelle falaise dites-vois? (sam., 22 h 15).

lamandre (sam. 19 h 30). MUSIQUE EN SORBONNE

Grand Asuphithéâtre : Ensemble d'instru-ments anciens « Apollon » (Cima, Falco-niero, Frescobaldi, Gabrieli, Selma) (sam. 18 h 30).

Cour d'Homeur : Cheur national, Ensem-ble d'instruments anciens «Apollon» (Monteverdi, Carissimi) (sam. 21 h). XVD+ FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS Faculté de Droit d'Assas : Orchestre Phil-harmonique de Lille, dir. ; M. Halase, sol. : M. Few (Hoffnung) (sam.

20 h 30). MUSIQUE A LA DÉFENSE (979-00-15) Foncaine Agam : l'Oiscau de feu (Ballet d'eau) (sam. 22 h).

JUILLET MUSICAL DE L'ESCALIER D'OR (523-15-10) Trio Heari (Schubert, Ravel) (sam. 19 h); Easemble G. de Machaut, dir.: J. Belliard (musique du Moyen Age)

LA DERNIÈRE VAGUE (Austr., v.o.):
Forum, 1" (297-53-74): StGermain-Studio, 5" (533-63-20);
Elysées-Lincois, 6" (359-36-14); Paruzzsions, 14" (329-83-1). moins de treixe ans, (\*\*) aux moins de dix-huit uns. La Cinémathèque

200 000 DOLLARS EN CAVALE (A.), v.o.: Marignan, 8 (359-92-82); v.f.: Berlitz, 2 (742-60-33) Galté-Rochachouart, 9 (878-81-77). DVA (Fr.) Movies, 1st (260-43-99); Vendéme, 2st (742-97-52); Panthéon, 5st (354-15-04); Marignan, 8st (359-92-82); Parnessiens, 1st (329-83-11). DOUX MOMENTS DU PASSÉ (Esp.,

v.a.) : Lucarreiro, & (544-57-34).
L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J.-Cocteau, 5º (354-47-62). LES FANTOMES DE MILBURN (\*) ES FANTUMES DE MILBURN (\*)
(A., v.o.): Quintette, 5: (633-79-38);
Gaumont-Ambassade, 8: (359-19-08);
V.f.: Impérial, 2: (742-72-52), Nation,
12: (343-04-67); Montparmasse 83, 6(544-14-27); Gaumont-Convention, 15:
(828-42-27); Clichy-Pathé, 18: (522-46-01).

LES FANTOMES DU CHAPELIER (Fr.) : Quintette, 5 (633-79-38) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Montparasse-Pathé, 14 (320-12-06). FITZCARRALDO (All. v.o.): Ambas-nade, B (359-19-08); Permassiena, 14 (329-83-11); Kinopanorama, 15 (306-

\$0-50). GEORGIA (A., v.o.) : Cluny-Beoles, 5-(354-20-12) ; U.G.C. Marbenf 8<sup>4</sup> (225-18-45). LA GUERRE DU FEU ( Fr.) : Lacernaire, fr (544-57-34).

HAMMETT (A., v.o.): Gaumont-Les Halles, 1" (297-49-70); Hantefeuille, 6" (633-79-38); Gaumont Champe-Elysées, 8" (359-04-67); Pagode, 7" (705-12-15); Olympic, 14" (542-67-42); Parnassiens, 14" (329-83-11). — V.f.: Impérial, 2" (742-72-52); Nation, 12" (343-04-67); Gaumont-Sud, 14" (327-84-50). L'INCROYABLE ALLIGATOR (\*) (A., v.f.) : Berlitz 2º (742-60-33). NTERDIT AUX MOINS DE TREIZE ANS (\*) (Fr.) ? U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Ciné-Beaubourg, 1\* (271-52-36) ; 14-Juillet Parnassa, 6 (326-58-00) ; U.G.C. Biarritz, 8 (723-69-23).

U.G.C. Danton, 6 (329-42-62). U.G.C. Danton, 6' (329-42-62).

LES JEUX DE LA COMTESSE DOLINGEN DE GRATZ (Pt.): Noctambules, 5' (354-43-34); Studio 28, 18'
(606-36-07).

JEUX D'ESPIONS (A., v.o.): Ambas-

sade, 8 (359-19-08). sade, 9: (359-19-08).

CINQ ET LA PEAU (Fr.): Studio Givelo-Cetur, 5: (326-80-25).

COUP DE TORCHON (Fr.): Barritz, 8: (723-69-23). — V.f.: U.G.C. Opéra, 2: (261-50-32): U.G.C. Rotonde, 6: (633-08-22).

LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOE (A., v.f.): Napoléon, 17: (380-41-46).

Sade, 9: (359-19-08).

LA MAISON DU LAC (A., v.e.): U.G.C. Opéra, 2: (261-50-32): U.G.C. Rotonde, 6: (633-08-22).

LA MAITENSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (Ang., v.e.): Épée de Bois, 5: (337-57-47); Elysées Lincoln, 8:

(359-36-14) ; Saint-Ambroise, 11. (700-LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Stu-

LES MATTRES DU TEMPS (Fr.): Studio Cujas, 5º (354-89-22); Calypso, 17º (380-30-11); Saint-Ambroise, 11º (700-89-16). H. Sp.

LA MEMOIRE FERTILE (Belg-Palest.): Saint-Séveria, 5º (354-50-91).

MEURTRE AU SOLEIL (A., v.f.): U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32).

MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.a.): Gaumont Halles, 1º (297-49-70); Saint-Michel, 5º (326-79-17): U.G.C. Odéon, 6º (325-71-08); Normandie, 8º (359-41-18). – V.f.: Bretagne, 6º (222-79-77); Caméo, 2º (246-66-44): U.G.C. Gare de Lyon, 12º (343-01-59); U.G.C. Cobelins, 13º (336-23-44); Mistral, 14º (539-52-43); Paramount Maillot, 17º (758-24-24); Clichy-Pathé, 18º (522-46-01).

MOURIR A 30 ANS (Fr.): 14-Juillet Ra-cine, 6 (633-43-71): 14-Juillet Paruasse, 6 (326-58-00): Olympic Balzac, 8 (561-10-60): 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81).

LES FILMS NOUVEAUX APHRODITE, film français (en langue anglaise) de Robert Fuest (\*), v.o.: Marignan, & (359-92-82); v.f.: Gaumont-Halles, !" (297-49-70); Richelieu, & (233-56-70); Quintette, 5: (633-79-38); Montparnasse 83, 6: (544-14-27); Français, 9: (770-33-88); Nation, 12: (343-04-67); Franetti, 13: (331-56-86); Gaumont-Convention, 15: (828-42-27); Paramoent-Maillot, 17-28-24-24); Wepler, 16: (522-46-01).

46-01). DRESSÉ POUR TUER, film américain de Sanuel Fuller, v.o.:
Paramount-Odéon, 6 (325-59-83):
Publicis-Elysèes, 8 (720-76-23)
v.f.: Paramount-Opéra, 9 (742-56-31); Paramount-Bastille, 12 (343-79-17); Paramount-Gobelins, 134 (707-12-28); Paramount-Montparnasse, 14\* (329-90-10); Paramount-Orléans, 14\* (540-45-91); Convention Sain-Charles, 15\* (579-33-00); Paramount-Maillet, 17\* (758-24-24); Paramount-Montmartre, 16\* (606-24-25)

LES RISQUES DE L'AVENTURE, film américain de Stewart Raffill, v.o.: Cluny-Palace, 5 (354-07-76); U.G.C. Bierritz, 8 (723-69-23); v.f.: U.G.C. Caméo, 2 (246-66-44); Maxéville, 9 (770-72-86); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-33-44); Montparnos, 14 (327-52-37); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Murat, 16 (651-99-75); Secrétan, 19 (241-77-99).

SCRATCH. film français de Claude Patin, Lumière, 9 (246-49-07).

LE SOLDAT, film américain de

34-25).

LE SOLDAT, film américain de James Glickenhauss (\*), vo. : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Bretagne, 6 (222-57-97); U.G.C. Ermhage, 8 (359-15-71); v.f. : Grand-Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Normandie, 8 (339-41-18); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Magic Convention, 15 (828-20-64); Mural, 16 (651-99-75).

NOUBLIE PAS TON PÈRE AU VES-TIAIRE (Fr.): U.G.C. Opére, 2 (261-

LA NUIT DE VARENNES (Fr.): Studio de la Harpe, 5º (354-34-83): Calypso, 17º (380-30-11); Studio 28, 18º (606-36-07). ON S'EN FOUT, NOUS ON S'AIME (Fr.): Coliste, 8 (359-29-46): Fran-cais, 9 (770-33-88): Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Montparasse: Pathé, 14 (320-12-06); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96). PARSIFAL (All., v.o.) : Pegode, 7 (705-

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI

(Fr.): Paramount Marivaux, 2 (296-80-40): Paramount Odéon, 6 (325-59-83): Paramount Mercury. 8 (562-75-90): Paramount Galaxie, 13 (690-1802): Paramount Montparameter (580-18-03): Paramount Montparnasse, 14: (329-90-10); Passy, 16: (288-62-34); Paramount Maillot, 17: (758-62-34); Paramount City, 8 (354-39-47); Paramount City, 8 (354-45-76); Paramount Opéra, 9 (562-643)

(Bré.) (\*) - V.o.: Studio Cujas, 5\* (354-89-22); Capri, 2\* (508-11-69). POUR CENT BRIQUES, TAS PLUS RIEN (Fr.): Rio Opéra. 2º (742-82-54); U.G.C. Odéon, 6º (325-71-08); Blarritz, 8º (723-69-23); Monuparnos, 14º (327-52-37). 14 (327-52-37).

QUEST-CE QUI FAIT COURIR DAVID 2 (Fr.): U.G.C. Donton, 6 (32942-62): Biarritz, 8 (723-69-23);
U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44); 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81): Bierneunle
Montparnasse, 15 (544-25-02); Studio
28, 18 (606-36-07).

PIXOTE, LA LOI DU PLUS FAIBLE

28. 18' (606-36-07).

QUEST-CE QUI FAIT CRAQUER LES
FILLES? (Fr.): U.G.C. Ermitage, 8'
(359-15-71); Maxéville, 9' (77072-86); U.G.C. Opéra. 2' (261-50-32):
Miramár, 14' (320-89-52); MagicConvention, 15' (828-20-64); Tourelles,
20' (364-51-98).

REDS (A., v.o.) : George-V. 8 (562-

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (fr.): Le Paris, 8 (359-53-99); Mont-parnasse Pathé, 14 (320-12-06). ROX ET ROUKY (A., v.f.) ! Napoléon, 17- (380-41-46).

LE SECRET DE VÉRONICA VOSS
(All., v.a.): U.G.C. Odéon, 6- (32571-08); U.G.C. Champs-Élysées, 8(359-12-15), (V.F.): U.G.C. Caméo, 9(246-66-44); 14 Juillet-Bastille, 11(377-08); Elemente Montropresse.

(357-90-81); Bienvenüe-Montparnass

15 (544-25-02).

(Fr.): Richelieu, 2º (233-56-70). TAXI ZUM ELO (All., v.o.): Marais, 4º

(278-47-86). THE MAFU CAGE (A., v.o.) (\*) : Épéc de Bois, 5 (337-57-47).

Ge BOIS, N (337-57-47).

TERREUR A L'HOPITAL CENTRAL
(A.1 (\*): V.o.: Marignan, 8 (359, 92-82). (V.f.) Mompernasse 83, 6 (544-14-27); Français, 9 (770-33-88);
U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-30-59);
Fauvette, 13 (331-56-86); Gaumont-Sud. 14 (327-84-50); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

(836-1696); LE FRIMEUR ET L'EMMERDEUSE (A.) (\*): V.o.: Marignan, W (359-92-82); V.f.: Berlitz, 2 (742-60-35): Gaumont-Ruchelleu, 2 (233-56-70): Fauvette, 13 (331-56-56). LE TOUR DU MONDE (Fr.) : Studio 43, 9º (770-63-40).

9 (770-63-40). UN MATIN ROUGE (fr.): Paramount-Marivaux, № (296-80-40): Monte-Carlo, 8° (225-09-63): Para mount-Montparnasse, 14° (329-90-10) LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8 (359-31-97).
L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE MOON) (A. v.o.) : Cluny Palace, 5 (354-07-76) : Elysées-Point-Show, 8 (235-47-78)

VALENTINA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6

## Y A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE? (Fr.) (\*): Saint-Michel, 5' (326-79-17): Ambassade, 8' (359-19-08).

(225-67-29).

Les grandes reprises AGUIRRE LA COLÈRE DE DIEU (AIL. v.o.) Daumesoil, 12 (343-52-97). H. Sp. APOCALYPSE NOW (A., v.o.) Gammont-Halles, 1st (297-49-70); Hau-Gammont-Halles, 1" (297-49-70); Houtefeuille., 6" (633-79-38); Claumont-Ambassade, 8' (359-19-08); V.f.: Montparnasse 83, 6" (544-14-27); Français, 9" (770-33-88); Nation, 12" (343-04-67); Gammont-Convention, 15" (828-42-27); Clichy-Pathe, 15" (522-46-01).

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A.), Grand Payois, 15 (554-46-85); Napoléon, 17 (380-4)-46). L'AMI AMÉRICAIN (A. v.o.), Studio
Galande, 5: (354-72-71). H. sp.

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (A.,

OPÉRATION DRAGON (H. v.o.), Studio
(636-10-96). v.o.) Movies, 1= (260-43-99). AUTANT EN EMPORTE LE VENT

LE BAL DES VAMPIRES (A. v.o.) Ély-

BANANAS (A. v.o.), Paramount Odéon, 6 (325-59-83); V.f.: Paramount Opera, 9 (742-56-31); Paramount Montpar-name, 14 (329-90-10); Studio 28, 18 (606-36-07). LA BANQUERE (Fr.), Gaumont Les Halles, 1= (297-49-70); Hautefeuille, 6\* (633-79-38); Collède, 8\* (359-29-46); Saint-Lazare-Pasquier, 8\* (387-35-43); Français, 9\* (770-33-88); Athéna, 12\* (343-00-65); Montparnasse-Pathé, 14-(322-19-23); P.L.M. Saint-Jacques, 14-(589-68-42); Victor-Hugo, 1er 1(727-49-75); Clichy-Pathé, 18- (522-46-01).

v.f.), Grand Pavois, [54 (554-46-85); Napoléon, 174 (380-41-46). V.f.), Grand (1974) (19 LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND U.G.C. Opéra, 2\* (261-50-32); Mont-parnos, 14\* (327-52-37).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A.,

49-07).

CALIGULA (Ang., v.o.). Châtelet-Victoria, 1= (508-94-14).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.). U.G.C. Marbour, 8 (225-18-45): LA CINQUIÈME VICTIME (A., v.o.), Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

CLAIR DE FEMME (Fr.), Châtelet-Victoria, I\* (508-94-14). CRIA CUERVOS (Esp., v.o.), Gauroont-Halles, 1= (297-49-70); Studio de La Harpe, 9= (354-34-83); George-V, 8\* (562-41-46); Mayfair, 16\* (525-27-00); v.f., Impérial, 2\* (742-72-52). LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PAR-

FAIT (A., v.o.), Action Christine, 6-(325-47-46),

2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A.,

LA CIOCIARA (IL, v.o.), Templiers, 3<sup>e</sup> (272-94-56).

v.f.), Elysée Point-Show, 8: (225-67-24); 3 Haussmann, 9: (770-47-55). DARK VICTORY (A., v.a.), Olympic Bal-zac, 8 (56[-10-60]; Olympic Entrepôt, 14 (542-67-41). 14 (542-67-41).

EMMANUELLE (F.) (\*\*), Paramount Marivaux, 2\* (296-80-40); Jean-Cocteau, 5\* (354-47-62), H. sp.; Paramount Codeo, 6\* (325-59-83); Paramount Crty, 8\* (562-45-76); Paramount Opéra, 9\* (742-56-31); Paramount Bustille, 11\* (343-79-17); Paramount Oréans, 14\* (540-45-91); Paramount Montparnasse, 14\* (329-90-10); Convention Saint-Charles, 13\* (579-33-00); Paramount Montparnatre, 18\* (606-34-25);

Secretal, 19 (241-77-99).

L'EMPTRE DES SENS (Jap. v.o.) (\*\*),
Forum, 1\* (297-53-74); Quintette, 5\* (633-79-38); Elysées-Lincoln, 8\* (359-36-14); Parmassens, 14\* (329-83-11); v.f. Saint-Lazare-Pasquier, & (387-35-43); Lumière, 9 (246-49-07). LES ENFANTS DU PARADIS (F.), Rametach 16 (288-64-44). Bullitt (sam. et dim.).

BUNUEL-SILBERMANN (v.o.): Den-EXCALIBUR (Angl., v.f.), Opéra-Night, LE FANFARON (IL, v.o.), Studio Mé-

dieis, 5e (633-25-97); Paramount-Odéon, 6 (325-59-83); Publicis-Elysées; 8 (720-76-23); V.f. Paramount-Marivaux, P (296-80-40); Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount-

FELLINI-ROMA (IL, v.o.), Champo. 5

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.),

Momparnasse, 14r (329-90-10)

Action Christine, 6 (325-47-46).

ramount Montmartre, 18t (606-34-25); Secrétan, 19t (241-77-99).

LES SOUS-DOUÉS EN VACANCES FRANKENSTEIN JR. (A., v.f.), Opéra-Night, 2: (290-02-56).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.o.). Quartier Latin, 5: (326-84-65); Mari-gnan, 8: (359-92-82), V.f.; Richelieu, 2: gaan, or (33%-2521, v.f., recenter, 2 (233-56-70); Athena, 12° (343-00-65); Fauvette, 13° (331-60-74); Montparnasse-Pathe, 14° (320-12-06); Convention St-Charles, 15° (57%-33-00); Clichy-Pathé, 18° (522-40-01).

LE GUÉPARD (It., v.o.), Ranclagh, 16 (288-64-44), H. Sp. LA GRANDE BOUFFE (F.), Ciné-Beaubourg, § (271-52-36). HELLZAPOPPIN (A. v.o), Ciné-Beaubourg, 3r (271-52-36). LES INDOMPTABLES (A., v.o.), Studio Bertrand, 7: (783-64-66).

L'INTROUVABLE (A., v.o.), Olympic-Luxembourg, 6 (633-97-77). LE LAURÉAT (A., v.o.), Samt-Germain Village, 5 (633-63-20).

LOVE (Ang., v.o.). Olympic-Luxembourg, 6 (633-47-77). H.Sp. LA MAMAN ET LA PUTAIN (F.), Olympic-Luxembourg, 6 (633-97-77). LA MORT AUX TROUSSES (A. v.o.). A MORT AUX TROUSSES (A. v.o.), Olympic-Halles, 1v. (278-34-15); Action-Ecoles, 5v. (325-72-07); Olympic Saim-Germain, 6v. (222-87-23); Olympic Balzac, 8v. (561-10-60); Parmassicus, 14v. (329-83-11); V. f.: Max-Linder, 9v. (770-40-04); Gaumoni-Convention, 15v. (828-42-27); Paramouni-Montmartre, 18v. (606-34-25).

130 (337-74-39).

MIDNIGHT EXPRESS (A., vo.) (\*\*), U.G.C. Marbeuf, № (225-18-45): Capri, 2: (508-11-69)

LES MISFITS (A. vo). Action Christine, 6 (325-47-46). Action Republique, 11 (805-51-33); Mac-Mahon, 17 (380-2+811.

MUSIC LOVERS (Ang., vo.), Olympic Luxembourg, of (633-67-77) h. sp.

NEW-YORK, NEW-YORK (A., vo.), St.

Germain Huchette, 5' (633-63-20)

ON L'APPELLE TRINITA (B., v.f.), Berlitz, 2º (742-60-33); Richelieu, 2º (233-56-70); Marigran, 8º (359-92-82); Fauvette, 13º (331-50-74); Garmont-Sud, 14º (327-44-50); Montparmasse-Pathé, 14º (322-19-23); Wepler, 18º (522-46-01); Gambetta, 20º (636-10-96)

U.G.C. Marbeuf, 8\* (225-18-451; V.f.; Rex. 2\* (236-83-93); Mistral, 14\* (539-52-43); Montparnos, 14\* (327-53-27).

52-43); Montparnos, 14' (327-53-27).

ORANGE MÉCANIQUE (A., vu.) (\*\*),
Capri, 2' (508-11-04); Studio Galande,
\$\( \) (354-72-71), \( \) (ap.

PAPILLON (A., v.o.), U.G.C. Danton, 6'
(329-42-62); Ermitage, & (359-15-71);
V.f.; Rex, 2' (236-83-93); U.G.C. Gobeins, 13' (336-23-44); Miramur, 14'
(320-89-52); Mistral, 14' (539-52-43);
Magic Convention, 15' (828-20-64);
Murat, 16' (651-99-75); Secrétan, 19'
(241-77-99).

LA PÉCHE AU TRÉSOE (A., v.o.), Su-LA PÈCHE AU TRÉSOR (A., v.o.), Stu-

dio Logos, 5# (354-26-42).

bules, 5r (354-42-34). RAGTIME (A., v.o.), Rancingh, 16' (288-

LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.)

Opera-Night, 2\* (296-62-56).

LA PLANÈTE SAUVAGE (F.), Nociam-

v.o.), Cinoche St-Germain. (633-10-82). SOLEIL VERT (A., v.o.). Daumesnil, 12-CABARET (A., v.o.), Forum, 1° (297-53-74); Action-Christine. 6° (325-47-46); George-V. 8° (562-41-46); Olympic, 14° (542-67-42); Paraussiem. 14° (329-83-11); V.f.: Lumière. 9° (246-19-27); 14° (508-94-14). Victoria, 1" (508-94-14).

UNE NUIT A CASABLANCA' (A., v.o.),
Studio Logos, 5: (354-26-42).

VACANCES ROMAINES (A., v.o.),

### Champo, 5: (354-51-60). LES VALSEUSES (F.) (\*\*), U.G.C. Ro-tonde, 6\* (633-08-22).

FASSBINDER (v.o.): Ciné Beaubourg, 34 (271-52-36), t.l.j. sf dim., 12 h. le Mar-chand des quatre saisons; t.l.j. sf dim., 12 h.; Despair; t.l.j. sf dim., 12 h.; Gibier

(dim.). L'ÉTÉ DES CHEFS-D'ŒUVRE (v.d.): Rivoi-Beaubourg. 4 (272-63-32), 16 h: le Cuirassé Potemkine: 18 h: Huit et demi ; 20 h 25: le Septlème Sceau ; 22 h ; Drole de drame.
CINÉMA LIBAN-PALESTINE (V.O): Studio Saint-Severin, 5: (354-50-91), Kafr Kassem; la Mémoire fertile (64m. et dim.).

MARILYN MONROE (v.o): Nickel

Ecoles, 5: (325-73-07), la Rivière sans

retour (sam.): le Prince et la Danseuse
(dim.).

de possage BUSTER KEATON (v.o.) : Marais, 4r

(278-47-86), la Croisière du - Naviga-tor - (23m ) ; Steamboat Bill Junior

Lafayette, 9º (878-80-50), la Femme à abattre (sum.); le Trésor de la Sierra Madre (dim.).
COUP DE CHAPEAU A CHABROL: Studio-43, 9 (770-63-40), Juste avant la nuit; la Décade prodigieuse: Dr Popeul (sam.); les Noces rouges; les Cousins; Nada; l'Œil du malin; Une partie de Nada; (ven un bande)
plaisir (dim.).

LA VILLE, LIEU DU DRAME (v.o.):
Bonaparte. 6 (326-12-12), Liquidez
l'inspecteur Mitchell; Un condé; Un
shérif à New-York; Casseurs de gang;

HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action

Journal d'une femme de chambre - Cet obscur objet du desir - le Fantôme de la liberté - la Voie lactée. HITCHCOCK (v.o.): Olympic, 14' (542-67-42), Psychose (\*\*) (sam.); Rebecca IL ETAIT UNE FOIS LE WESTERN (v.o.) : Olympic, 14 (542-67-42), Un nommé Cable Hogue (sam.) ; le Vent de

fert, 14r (321-41-01); en alternance : le Charme discret de la bourgeoisie - le

(Offre spéciale limitée) 550 DIAPOSITIVES, avec commentaire sur 8 PAYS D'ORIENT et leurs 5 millénaires d'histoire

485 F au lieu de 635 F

Doc. et 5 vues-spécimens contre 8 timbres

FRANCLAIR COLOR - 68630 BENNWIHR

la plaine (dim.)

### PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- 20 h 35 Série : Starsky et Hutch. Le Professionnel ».
   L'épouse de l'agent secret Alexander Drew est tuée au cours d'une fusillade. Les prochaines victimes sur les listes de l'agent secret : Starsky et Hutch.
- 21 h 30 Variétés: Formula 1 + 1. Avec J. Higelin, le groupe Telephone...
- .22 h 30 Magazine d'actualité : Sept sur sept. Réal. J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay. Le journal de la semaine ; la télévision des autres : Bréail ; Un aller-retour Paris-Mundial.

### **DEUXIÈME CHAINE: A 2**

- 19 h 55 Sport: Football. Coupe du monde en direct du stade Rico-Perez d'Alicante
- 21 h 55 Téléfilm : les Rois de l'arnaque De J. Bartiett, réal. H. Averback. Avec C. Frank, S. Blan chard, J. Kelly\_
- séducteurs connus pour leur don exceptionnel aux feux de cartes, et deux autres acolytes metteus au point un hold-up qui doit permettre de déjouer lez manezuvres d'un juge aux grandes ambitions politiques.

### TROISIÈME CHAINE: FR3

- 20 h 35 On sort ce soir : Rencontres méditerra-
- negarines.

  Béjart à Arles, réal., Y.-A. Hubert.

  Eros et Thanatos -, de Maurice Béjart. Son dernier spectacle ou premier Festival de la Méditerranée. Le ballet Teu Kai, sur une musique de rock japonais, les danseurs Shona Merk, Marin Boireu, etc.
- 22 h 35 Prélude à la nuit. Récital Chopin, par Bernard Pommier

### FRANCE-CULTURE

- b. Carte blanche : Reportage d'un match international de football, de J. Thibaudeau. Avec : D. Gélin, S. Montfort, C. Martin et J. Thibaudeau.
   1 h 15, Musique eurregistrée.
   1 h 5, La Ingue du satuedi.

### FRANCE-MUSIQUE

- 26 à 30, Concert (échanges interastionaux, donné à la Philharmonie de Berlin le 19-3-82) « Benvenuto Cellini », ouverture (Berlioz) ; « Konzerstück pour piano et orchestre » (Weber) ; « Burlesque pour piano et orchestre » (Strauss) ; « Symphonie Mathis der Mahler » (Hindemith), par l'Orchestre Philharmonique de Berlin, dir. H. Stein, sol. C. Artan, piano.
  22 à 30, La suit sur France-Musique : Musiques de muit (Bach, Mozart, Wolf, Scriabine) ; 0 h 5, En direct de la grande parade du jazz de Nice.

## Dimanche 11 juillet

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

- 9 h 15 A Bible ouverte.
- 9 h 30 Orthodoxie.
- Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur. Massa.
- Célébrée en la paroisse de teur : Père Michel Quoist.
- Télé-Foot : spécial Mundial.
- Journal.
- 13 h 20 La clé est sous le peillesson. (Età 13 à 55, 16 à 10, 18 à et 19 à 5).
- 13 h 25 Série : Spiderman.

# DIMANCHE 11 JUILLET

15 h 25 Sport dimanche.

LES PRODUITS DE BEAUTE-SANTE DE LA MAISON.

- Tennis : Coupe Davis : Tour de France cycliete : Tiercé à Auteuil.
- 18 h 10 Série : Pour l'amour du risque. 19 h Les animaux du monde.
- 19 h 30 Journal.
- 19 h 50 Coupe du monde de football. Finale en direct de Madrid : Italie-Allemagne.
- 21 h 50 Portrait : Jean-Louis Trintignent.
- De r. Laiote. Un acteur passionné de course automobile, qui a joué dans Z de Costo-Gavras, dans Et Dieu crên la femme, de Vadim.
- 22 h 30 Pleins feux.

  Magazine culturel de J. Artur et C. Garbisu.

  Spécial Festival d'Avignon: Richard III et la Nuit des rois, mise en soène d'A. Mnouchleine.
- 23 h 10 Tour de France cycliste. 23 h 20 Journal.

## **DEUXIÈME CHAINE: A2**

- 11 h 40 Cours d'anglais. 12 h Platine 45.
- 12 h 30 Spécial Tour de France.
- 12 h 45 Journal. 13 h 20 Série : Hunter.
- Les témo h Document : Un monde différent. Les Djinns de la forêt, réal, F. Rossif.
- Au corur de l'Afrique existent des hommes tout petits les pygmées Mbuli qui vivent de cuelliette et de chasse, Filmé par Frédéric Rossij, ce ne peut être que beau. 15 h 5 Feuilleton : Les amours de la belle épo-
- que. Le Maire de forges.
- 16 h 5 Document: Le signe du cheval.
  Les Andalons et l'arène, réal.: S. Bourguignon.
  Le cheval andalou, son entraînement au combat avec le tou
  reau en Espagne et au Portugal.
- 16 h 25 Le Muppet show.
- 16 h 55 Série : Médecins de nuit. De B. Gridaine. Nº 6 : Christophe.
- 17 h 55 La chassa aux trésors.
- 18 h 55 Stade 2. 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Sylvie Vartan.
- Réal : T. Charmoli.

   En passant -, Mélodie -, Qu'est-oc qui fait pleurer les blondes : une évocasion des succès des années 60 avec des ballets.
- 21 h 40 Série documentaire : Les grands travaux du monde. Le barrage d'Itaipu, de J. Labib et B. Soulier.
- 22 h 35 Document : La folie ordinaire. La Perversion, de J.-D. Bonan.

  Marcel Arnaud, père de famille, chef de service etitimé, est un pervers : la caméra secrète de J. Bonan agit comme un ail qui regarde par le trou d'une servure et voit l'enfance.

- TROISIÈME CHAINE: FR 3
- 18 h 30 L'écho des bananes. Un magazine de Vincent Lamy. Sapho, Freddie Finger Lee, Bernard Lubat, Renaud, etc.
- 19 h 30 Dessin animé : Mister Magoo. 19 h 40 Spécial DOM-TOM.
- Nouvel aéroport de Nouméa, en Polynésie ; la auguration du réémetteur de l'île des Pins en Nouvelle-Calédonie ; Le groupe SMA à Saim-Laurent en Guyane.
- Pour les jeunes. ll était une fois l'homme, réal. A. Barille.

- 20 h 30 Il était une fois le pouvoir : Le régime de la
  - torrour. Une skrie d'E. et P. Verhaegen. Des images guerrières du Salvador tournées en 1979 à l'occasion d'événements opposant les goupes révolutionnaires et les puissances militaires : une belle série vivante à voir.
- 21 h 25 Courts métrages français. Attaque nocturne, de M. Allégret, avec M. Guisty, Fernandel, etc.; l'Univers d'Utrillo, de G. Régnier.
- 22 h 10 Journal. 22 h 40 Cinéma de minuit (cycle drames et mélo-
- dramas): Macao, l'anfer du jeu. Film français de J. Delamoy (1939), avec S. Hayakawa, E. von Strobeim, M. Balin, R. Tontain, L. Carietti, H. Guisol
- Pendant la guerre sino-japonalse, un aventurier aidé par sa mattresse cherche à obtenir, sons le payer, un chargement d'armes que devait lui remettre un trafiquant de Macao, asiatique cachant ses louches activités sous l'honnête appo-rence d'un banquier. Adaptation d'un
- rence d'un banquier.
  Adaptation d'un roman de Maurice Dekobra. Jean Delanoy, qui n'était pas encore le réalitateur ambitieux de l'Évernel Retour, a réussi un film d'aventures exotiques où Mibetile Balin ressemble à Mariène Dietrich, où Eric van Stroheim (remplacé, sous l'occupation, par Pierre Renoir dans une visetion par partiellement selfait à course de la company selfait.
- mande) se montre prestigients.

  O h 10 Prélude à la nuit.

## FRANCE-CULTURE

- 7 h 7, La fendtre ouverte.
- h 15, Horizon, magazine religieux. h 40, Chasseurs de son : Per
- 8 h. Orthodoxie: Propos sur la vie momestique.
- 9 h 10. Ecoute Israël. 9 h 40, Divers aspects de la pensée cont
- 10 k, Messe en l'éplise Notre-Damo-des-Doms, à Avignon.
- 11 h, Regards sur la musique : Le Rossignol -, de Stravinski.
- 12 h 45, Coscert par l'Orchestre de la philharmonie de Lodz : Szabelski, Szymanowski, Tchalkowski.
   14 h, Sons : En attendant in 14 juillet.
- 14 h. 5, La Paix, d'après Aristophane (rediff.)
  16 h. 5, La Paix, d'après Aristophane (rediff.)
  16 h. 5, Avignou : Atrium Musicae de Madrid (musique araboandalouse à l'abbaye de Senanque).
  17 h. 30, Rescontre avec... : Régine Crespin : La vie et l'amour d'après de mandre de l'après de l'après
- 18 h 30, Ma nos troppe.
- 19 h 10, Le cinéma des cinéastes. 20 h, Albetros : A. de Richard.
- h, 40, Atelier de création radiophonique : Yvon, Maurice et les autres et Alexandre, ou la victoire de B. Himsult dans Paris-Ronbaix en 1981.
- 23 h, Avignon: Découper suivant le pointillé (rock, cinéma).

## FRANCE-MUSIQUE

- 6 is 2, Concert promenade: musique viennoise et musique légère, œuvres de Reuthoven, Schumann, Salzedo, Zelwecker, Stolz, Strauss, Dvorak, Schoenherr, Humperdiak, Offenback, Raymood, Rachmaninov, Sandauer, Kalman.
- 8 h 2, Cantate BMW 105, « Horr gehe nicht ins gericht », de
- 9 h 10, Magazine international.

- 10. Magazine international.
   12 h 5. Concert (cycle symphonique, donné le 3 mars 1982 au Théitre des Champs-Elysées): « le Freischiltz », ouverture de Weber; « Symphonie n° 10 (extraits), de Mahler; « Concerto pour piano et orchestre n° i », de Brahms.
   14 h 4, D'ame oreille l'antra : Schubert, Roussel, Chopin, Chaynes, Martinu, Ravel, Liszt, Mozart.
   17 h, Comment l'esstendez-rouss : Le quatuor, œuvres de Haydn, Mozart, Onslow, Besthoven, Schubert, Smetana, Janacek, Bartok, par différents ensembles.
- h, Jazz.: La grande parade du jazz de Nice. Les chants de la terre : Musiques d'Asic, d'Afrique et de l'océan Indien.

  h 30, Concert (les grands concerts d'archive) : « Symphonie ie Miracle », de Hayda ; « Symphonie famastique », de Berlicz, par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. B. Walter.
- 22 à 30, La mait sur France-Musique : Zino Francescatti (Kreisler, Pagamini, Beethoven); 0 h 5, en direct de la grande parade du jazz à Nice.

## CORRESPONDANCE

## Radio locale à Versailles

Après l'article intitulé « Versailles : C.V.S. comme notables - (le Monde du 1º juillet), M. Edouard Boonefous, chancelier de l'Institut de France, sénateur (Gauche démocratique) des Yvelines, nous demande de préciser qu'il ne sigure « ni dans l'association fondatrice, qui s'appelle Radio-Versailles, ni dans l'association de gestion, qui s'appele Agora, ni dans la structure qui fait fonctionner l'association de radio C.V.S. ..

[Ces remarques sont juridiquement incontestables, mais les liens entre l'hebdomadaire dont M. Bonnefons est propriétaire et la radio locale C.V.S. ne sont pas niables : le journal finance 25 % du budget de la radio et assuré sa pro-motion en publiant toutes les semaines deux pages sur les programmes et la vie de la station; les deux réductions sont étroitement associate et avie de la station. seut associées et out le même réducteur en chef. -

# RÉGIONS

## **Ile-de-France**

- LA SESSION DU CONSEIL DE PARIS Lancement d'un emprunt de 450 millions Installation de trente journaux lumineux
- Le « réajustement » du budget de la Ville, la mise en valeur des berges de La Villette, l'extension de la carte Emeraude à de nouveaux bénéficiaires (le Monde du 10 juillet), le relèvement de l'allocation · Ville de Paris · aux personnes agées seront les ques-

tions à l'ordre du jour de la séance du Conseil de

- 12 juillet. Son montant sera de 450 millions de francs. C'est un emprunt amortissable en dix annuités et dont le taux d'intérêt est de 16 %. Sous la conduite de la Banque nationale de Paris, une quinzaine d'établissements bancaires placeront cet emprunt qui permet notamment de financer une partie des investissements prévus pour réaliser les grands équipements décidés par la Ville (modernisation du réseau d'eau potable, en partie centenaire, écoles, les équipements culturels et sportifs des Halles, le Palais des
- En 1982, les dépenses de travaux réalisés par la Ville s'élèveront à 1,37 milliard de francs. Rappelons, à ce propos, que les subventions de l'Etat et de la région ne dépassent pas 90 millions de francs. Il reste donc à trouver 1 280 millions. 440 millions sont couverts par les ressources propres à la Ville, c'està-dire par l'autofinancement, et 840 millions par l'emprunt.

sports de Bercy, par exemple).

Par rapport à 1981, on remarque que l'autofinancement progresse aussi fortement que le recours à l'emprunt. Une politique de rigueur donc de connaître une situation sinancière comparable à celle de la plupart des grandes cités, et dont New-York est l'exemple le plus frap-

- année à la même époque, les édiles de la capitale sont appelés, par le maire, à se prononcer sur le budget modificatif. Il s'agit en fait d'adap-ter le budget de la Ville voté en décembre dernier aux éléments nouveaux qui ont pu intervenir après six mois d'exécution. Il s'agit, par exemple, de faire face à des dé-penses imprévues : 33 millions de francs pour restaurer le Théâtre de la Ville dont la scène a été détruite par un incendie. Les travaux seront achevés à la fin de cette année.
- D'autres dépenses (5 millions seront engagés) pour installer trente journaux électroniques lumineux dans la capitale, qui donneront des informations pratiques aux Parisiens. C'est la société Jean-Claude Decaux, qui a déjà mis en place un tel système dans plusieurs villes de province, qui a remporté l'appel d'offres lancé par la Ville.

Enfin, le maire a annoncé la création de deux cent cinquante emplois

Paris, qui aura lieu lundi 12 juillet, a indique le 9 juillet, au cours d'une réunion de presse, M. Chirac.

Le maire de la capitale, avec, à ses côtés, M. Christan de La Malène (R.P.R.), premier adjoint chargé des finances, a également annoncé le lancement du traditionnel emprunt de la Ville pour 1982.

- L'emprunt : Il sera émis le a évité à la Ville de trop s'endetter et nouveaux d'éboueurs, un nouvel effort en faveur de la propreté, le lancoment de travaux de - grosses réparations - dans les écoles (21 millions de francs seront programmés). En-fin, 30 millions de francs sont destinés au logement. Ils s'ajoutent done à la dotation initiale de 220 millions avancés par la Ville aux sociétés d'économie mixte pour la construction de logements sociaux.
  - Comment sont financés ces dépenses? 80 millions sont prélevés sur la réserve du budget. 71 millions proviennent de la dotation globale de fonctionnement (une subvention de l'Etat aux communes) attendue en 1981 et perçue seulement au début de cette année et enfin 36 millions proviennent d'une partie des impôts locaux. Ces deux dernières ressources n'étaient nuturellement pas prévues au budget primitif.

Les berges du bassin de La Vil-lette : la Ville va amonager, quai de la Loire (dix-neuvième arrondissement), entre la rue de Crimée et la passerelle de la Moselle, des promenades et une piste cyclable sur la chaussée. A l'occasion de cette opération, près d'une centaine d'arbres seront plantés.

## Centre

## Gouvernement et collectivités locales se sont mis d'accord pour continuer d'aménager la Loire

représentants du gouvernement et ceux des rive-rains de la Loire, réunis à Roanne vendredi 9 juillet. se mettent d'accord pour relancer l'aménage-

ment du fleuve. Le dossier était pourtant bloqué depuis deux

- ans. Il est vrai que les ministres s'étaient déplacés · Our ou non, ont-ils demandé à une centaine d'élus locaux rassemblés pour la circonstance, voulezvous que nous aménagions ensemble la bassin de la Loire? - C'est qui, ont-ils répondu notamment par la bouche de M. Jean Rover, député (non-inscrit) d'Indre-et-Loire, naire de Tours et président de l'Ins-
- titution interdépartementale pour la protection des vals de Loire. La Loire est, avec la Garonne, l'un des derniers fleuves de France encore à demi-sauvage, Tantôt ex-sangue en été, tantôt gonfié de flots envahissants, il donne un souci permanent pour ceux qui vivent et travaillent sur ses rives. Une récente étude vient d'évaluer les dégâts que causerait une crue semblable à celle du siècle dernier : 100 000 à 150 000 hectares submerges,
- 300 000 sinistrés, 7 à 8 milliards de Pour prévenir ces méfaits, on renforce chaque année plusieurs dizaines de kilomètres de levées. Pour écrêter les crues et pour assurer un ninimum d'eau en saison sèche aux agriculteurs et aux centrales nécléaires, deux barrages ont été construits l'un à Naussac, en Lozère, l'autre - en voie d'achèvement - à Villerest juste en amont de
- Roanne, sur la Loire. On a paré au plus pressé, mais, selon les spécialistes, ces ouvrages ne sont pas suffisants. Il y a deux ans. le ministère de l'environnement avait demandé à M. Jean Chapon, ingénieur général des ponts et chaussées, de préparer un programme d'aménagement global. M. Chapon avait formulé une série de propositions : construction de deux barrages applémentaires au Veurdre, sur 'Allier, et à Chambonchard, sur le Cher, aménagements sur la Vienne et en amont de Nantes, arrêt des ex-tractions de gravier, contrôle plus sévère de l'urbanisation des zones inondables, modification des barrages pour permettre la remontée des poissons migrateurs, abandon de la navigation, etc.
- Ce catalogue fut présenté aux élus en mai 1980. L'acceptaient-ils? Oui serait le maître d'œuvre d'ouvrage de tous ces travaux? Comment se répartirait le financement entre l'Etat et les riverains? Autant de questions qui, depuis deux ans, restalent sans réponse. En organi-sant la réunion de Roanne, le gouvernement souhaitait lever au moins certaines de ces incertitudes. Cent ingt élus et hauts fonctionnaires ont Spondu à son invitation et, sur l'essentiel, on s'est mis enfin d'accord.

Roanne. - Ce fut une affaire rondement menée. en force, puisque trois d'entre eux étaient présents : M. Jean Auroux, ministre du travail et maire de Roanne; M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, et M. Michel Rocard, ministre d'Etat chargé de l'aménagement du territoire. M. Haroun Tazieff, commissaire aux risques naturels, leur prêtait main forte.

### De notre envoyé spécial

- global du cours de la Loire est admis par tous, et notamment la construction de plusieurs grandes retenues. Le maître d'ouvrage unique sera l'Institution interdépartementale pour la protection des vals de Loire. qui assume déjà la responsabilité de la construction de Villerest. Présidée par M. Jean Royer, maire de Tours, elle ne groupe que dix départements du bassin de la Loire, alors que celui-ci concerne huit régions, dixsept départements et soixante-dix villes de plus de dix mille habitants. Il faut donc l'élargir de manière ce que tout le monde participe à l'entreprise. Le commissaire de la République de la région Centre, installé à Orléans, est chargé de prendre les
- contacts nécessaires et de remettre ses propositions au gouvernement dès l'automne prochain. Le financement? Les élus demandent que l'Etat en couvre la moitié. La réponse de M. Michel Crépeau a été fort prudente : « La participation de l'Etat, a-t-il dit, sera fonction de l'Intérêt national. régional, départemental ou local
- des projets. Nous vertons au coup D'autres problèmes restent en suspens. Faut-il stopper les extracns de gravier qui détruisent le lit de la Loire, menaçant les nappes phréatiques, minent les ponts et les erges? La profession s'est engagée à les diminuer de moitié d'ici à 1986. - Il faut bien trouver quelque part les matériaux de construc-tion . a plaidé M. Crépeau.
- On se plaint aussi de ce que l'E.D.F. gère ses barrages et ses contrales sans se préoccuper des autres utilisateurs. Il faut intégrer E.D.F. à la gestion hydraulique de la Loire, a reconnu le ministre de l'environnement. Je m'y emplose. La convention que nous venons de si-gner avec l'établissement public prévoit expressement cette collaboration -
- Plusieurs élus, notamment ceux de la Creuse et de la Haute-Vienne, où doivent s'édifier certaines des grandes retenues, estiment que ces ouvrages ne leur apportent que des nuisances sans aucune contrepartie. · La solidarité ne joue qu'en faveur des départements du val de Loire. ont-ils fait observer. Quelles compensations nous proposez-vous? . . La solidarité ne consiste pas à récuperer un centime chaque sois qu'on donne un centime -, a rétorque M. Crépeau. En éludant un pro-La nécessité de l'aménagement blème affectant des dizaines de

communes montagnardes qui s'estiment sacrifiées au profit de la plaine, le ministre n'a sans doute pas facilité l'acceptation des futurs bar-

li n'empêche qu'à Roanne, on a clarifié bien des choses. Le projet d'aménagement de la Loire est remis sur ses rails, comme par miracle. Il y a deux ans, M. Jean Auroux, alors dans l'opposition accusai le rapport Chapon d'être « une opé-ration électorale » et le soupçontait de - vouloir faire avaler la pastille nucléaire en l'enrobant de vert ». La maire de Roanne est, semble-t-il, totalement revenu sur ses préventions. · Nous souhaitons la renaissance du fleuve Loire, a-t-il dit. Entre les collectivités locales et l'Etat, le temps est venu du contrat. Entre elles et la Loire, le temps est venu d'un nouvel avenir commun. »

MARC AMBROISE-RENDU.

## Faits et projets

## SETE SE SOUVIENT

- DE BRASSENS Avec l'accord de la famille, la municipalité de Sète, dans l'Hérault, a inauguré, ce samedi, un monument à la mémoire de Georges Brassens sur l'une des jetées de la
- place de la Corniche. Il s'agit d'un bloc de granit portant sur une face la strophe de la chanson de Brassens Supplique pour être enterré sur la plage de Sète.
- Le même jour a été baptisée une rue Brassens, et une plaque a été apposée sur la maison natale du poète- chansonnier. Enfin, une salle du musée Paul-Valéry - celui-ci surplombe le fameux cimetière marin - portera le nom de Brassens.
- La poste s'installe sur la tour Eiffel. - Un bureau postal sera ouvert au public à Paris à partir du 10 juillet 1982 au premier étage de la tour Eiffel. Il fonctionnera tous les jours, y compris le dimanche et les jours fériés, de l' heures à
- Changement au Vaudreuil. -M. Pierre Troude, administrateur civil, qui, depuis novembre 1975, était le directeur général de l'Établissement public d'aménagement de la ville nouvelle du Vaudreuil, dans l'Eure, a quitté cette foncțion pour être nommé directeur de l'Établissement public de Basse-Seine.

## li convient de a dedra impôt sur les grandes

with the contract the probabilities المراج المراج المحاج المحاج المحاج والمحاج المراج المحاج ا

THE WAY MAKE PROPERTY

Para isolate market The Property of the Comments A ... The said the defect of their the said was a representation application of the appropriate the بيه يهشا يبصفنون ويوبيونا فالماكات 可气气器 化邻硫矿 细胞 the first live of the first with The same of the same of the same of

the fact of the property being the

fonctionnaires et agr vu leurs demandes er a desirant des establis

THE STATE OF THE PARTY OF THE PARTY OF

And the second section of

the second by the second The state of the state of the state of A TALL OF SHIP MADE BEFORE THE PERSONAL PROPERTY OF THE PARTY NAMED IN Committe and the second section of the second second The state of the second of the The second warried warrishing I HE SHIPPING & THE ME AND

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE The transfer of the second second second second second ---" I type wheel here the ways to THE THE PERSONNELS AND COME. The same of the sa A THE STATE OF SHEET SHE THE OWNER WHEN THE PROPERTY OF The same of the sa 一一一一一一一一 The second of the second

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR The section of the section of The statement of the st which will be to the way to be a series of the series of t The second of the second The second second second The second second second second The same of the sa THE RESERVE OF THE PROPERTY OF The state of the s

-THE PERSON OF THE PERSON The second second The second second The same of the sa The second secon -Amilian Company and the - 一一一一一一一一一一一一

THE PART OF PART OF 4 Kin Walle of 100 The second second second second The same was the same of the s

The state of the s ANTENNA TIPE PROPERTY AND The same substitute and the same

FONCTION PUBLIQUE

Les propositions de M. Mauroy

sur la sortie du blocage

sont accueillies

avec de sérieuses réserves

En raison de la brièveté de la réu-

nion (une houre et demie), soule la

FEN a pu exprimer sa position : tout

en réaffirmant son hostilité au blo-cage général des salaires, qui est une

mesure . inutile, inefficace et dan-

gereuse », elle se déclare prête à pousuivre les négociations avec le

Les autres syndicats indiqueront

leurs positions à MM. Mauroy et Le

Pors lors d'une prochaine concerta-tion prévue le 19 juillet prochain. Après la réunion les syndicats ont

cependant fait connaître leur mé-

perte de pouvoir d'achat de 6 % en 1982, alors que M. Anicet Le Pors

l'évalue, en masse salariale à

- 1.6 %, a manifesté son - désaccord total -, déclarant qu'elle ne participerait pas à une renégociation des salaires pour 1982. Très ferme aussi, la C.G.T. a affirmé qu'elle

- ne se résignait pas au blocage - et qu'il fallait - créer les conditions

d'une prise en charge lucide et

constructive par les fonctionnaires -

pour le maintien du pouvoir d'achat. La C.G.C. a aussi exprimé son dé-

saccord global. Scule, la C.F.D.T.

s'est montrée satisfaite des proposi-

tions faites en faveur des bas sa-

Le « syndicat de lutte des tra-

vailleurs = d'Usinor-Dunkerque

manifeste à Paris. - Une centaine

de manifestants regroupant des mili-

tants du syndicat de lutte des tra-

vailleurs d'Usinor-Dunkerque, du

comité de soutien de Dunkerque et

de Lille et des militants syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T., se sont rendus

vendredi 7 juillet au ministère du

Le syndicat de lutte des travail-

leurs > (créé à Usinor-Dunkerque en mars 1981 par un certain nombre de

cégétistes dissidents, dont certains

avaient auparavant été exclus de la

C.F.D.T.) entendait attirer l'atten-tion des pouvoirs publics sur la si-

tuation qui est faite au secrétaire de

ce syndicat. M. Franz Flatischler

contre lequel une procédure de li-

cenciement a été engagée par la di-

rection d'Usinor et qui observe une

grève de la faim depuis onze jours dans l'église Saint-Éloi de Dunker-

• La C.G.T. dénonce le rapport de la Cour des comptes. La Fédéra-tion nationale de l'énergie C.G.T.

proteste contre l'- exploitation hon-

teuse - faite par la presse du rapport

de la Cour des comptes, qui dénonce

notamment le gaspillage d'électri-cité par les agents de l'E.D.F. (le Monde du 7 juillet). La C.G.T. sou-

ligne qu'une comparaison aurait du

être faite - entre les différentes ca-

tégories de population - de l'énergie

consommée pour l'ensemble des

de l'entreprise nationale ne consom-

· Filière électronique : Renforcer

ministrations, mais au contraire

pour une coordination accrue, une addition des efforts, une volonté

commune de reconquérir l'industrie électronique française - a déclaré vendredi 9 juillet, M. Mexandeau, à Pleumeur-Bodou. Le ministre des

P.T.T. participait au vingtième anni-

versaire de la première transmission

intercontinentale d'une émission de

télévision par satellite. Outre celui des P.T.T., le ministère de la Re-

cherche et de l'Industrie et le minis-

tère de la Défense sont concernés

Les industriels français s'at-

tendent à une demande plus faible

dans l'ensemble des secteurs au

cours du mois, indique l'INSEE

dans son enquête trimestrielle dans

l'industrie réalisée au mois de juin.

La baisse des effectifs industriels,

qui s'est sensiblement ralentie de-

puis le premier trimestre, devrait, selon l'INSEE, se poursuivre à un

rythme proche de celui récemment

observé. Enfin, alors que les prix à la

(pour la même période l'accroisse-

cage, des hausses du même ordre

pour le troisième trimestre.

par cette filière.

Force ouvrière qui redoute une

M. Pierre Mauroy a recu ven-

dredi 9 juillet en compagnie de M. Anicet Le Pors, ministre de la

fonction publique, les fédérations de

fonctionnaires pour leur proposer les conditions de sortie du blocage des

salaires dans la fonction publique.

d'abord réafirmé qu'- queune reven-

dication catégorielle ne pourrait étre satisfaite pendant la période de blocage. Il a souhaité négocier avec les syndicats à partir du mois

de septembre un accord salarial qui

porterait sur la sin de l'année 1982

et sur 1983 et qui s'articulerait au-

- la fixation d'un calendrier des

augmentations de salaires sur la base d'hypothèses d'évolution des

prix en 1982 et 1983. Une clause de

serait en outre définie pour garantir

le maintien du pouvoir d'achat

- l'amélioration des rémunéra-

tions inférieures à 4 500 F bruts par

mois par des mesures qui restent à définir;

- la réduction des avantages

dont bénéficient les fonctionnaires

les mieux rémunérés sous forme no-

tamment d'un plafonnement des ré-

munérations accessoires et des

**NOUVEAU DÉLAI POUR** 

LES CONTRIBUTIONS DE

SOLIDARITÉ ET LES

« ÉCONOMIES » SO-

Le projet de loi créant une contri-

bution de solidarité au financement

de l'assurance-chômage et le plan

d'économies pour équilibrer la Sécu-

rité sociale ne seront pas examinés le

13 juillet par le conseil des ministres, comme cela était prévu. La raison officielle est le souci des

pouvoirs publics de consulter les

partenaires sociaux, à l'occasion de

la nouvelle réunion, le 15 juillet, à

Matignon, entre les pouvoirs

publics, le patronat et les syndicats. Le remaniement ministériel et la

volonté de M. Beregovoy, ministre

des affaires sociales et de la solida-

rité nationale d'étudier les dossiers,

expliquent aussi ce retard. Mais les

réticences des partenaires sociaux, qui ont reporté au mois de sep-

tembre la négociation d'une réforme

de l'assurance-chômage à

l'UNEDIC, et les difficultés rencon-

trées pour trouver 10 milliards de

francs d'économies (5 à 6 milliards

sont déjà prévus) dans les caisses de

Sécurité sociale sont aussi à l'origine

Lors de la réunion avec les syn-

dicats de fonctionnaires, vendredi

9 juillet, le premier ministre a

cependant nettement confirmé la

création de la contribution de solida-

rité. à la charge des non-salariés et

frontières aux importations de fi-bres polyester. - La décision de Pé-

kin, due à de trop grands achats par la province de Canton qui a réex-

porté vers les autres régions

chinoises une partie des quantités importées, ne semble pas inquiéter

les milieux communautaires. Seule

parmi les Etats membres de la

C.E.E., l'Italie détient une part si-

gnificative du marché chinois, mais

avec 13 000 tonnes exportées en

1981, elle se situe loin derrière les Etats-Unis (300 000 tonnes envi-

Selon Bruxelles, les autorités

tion sur la durée des mesures prises. Conjoncture

tre confirme la création à titre expé- production ont augmenté de 0,9 %

rimental de six antennes du CIRI en en rythme mensuel de mars à juin

gionaux de restructuration indus-trielle). Ils doivent, rappelle-t-on, mois), les industriels envisageaient,

être installés à Lille, Paris, Lyon, avant l'annonce des mesures de blo-

chinoises n'ont donné aucune indica-

· Le Comité interministériel de

restructuration industrielle (CIRI)

est officiellement né jeudi 8 juillet.

Un décret précise les compétences

de ce comité qui remplace le CIASI

(Comité interministériel d'aména-

gement des structures industrielles)

mis sur pied en 1974. Composé de

onze personnalités, le CIRI est placé

sous l'autorité du ministère de l'éco-

Une circulaire du premier minis-

province : les CORRI (Comités ré-

Bordeaux, Nantes et Clermont-

nomie et des finances.

ron) et le Japon (65 000 tonnes).

- (Corresp.)

**Affaires** 

des employés des services publics. | ment pas d'autres combustibles).

Faits et chiffres

La Chine vient de fermer ses place n'existe pas pour des conflits out importations de fiou de sordides rivalités entre les ad-

de ces changements de calendrier.

CIALES

sauvegarde à la fin de l'année 1983

tour de trois idées-forces :

Le premier ministre a tout

**CONJONCTURE** 

M. Rouvillois, directeur général des impôts, qui pré-sentait vendredi à la presse,

avec M. Delmas-Marsalet,

chef du service de la législa-

tion fiscale, les formulaires

de déclaration de l'impôt sur

les grandes fortunes, a dé-ciaré:

Il s'agit de dédramatiser cet

impôt, ainsi que l'établissement des

déclarations par les contribuables

qui y sont assujettis ». Cette dédra-matisation concerne d'abord, selon le directeur général des impôts, la déclaration elle-même, qui, selon lui,

devrait pouvoir être faite par la

grande majorité des contribuables,

en tout cas ceux qui ne déclarent

que des biens non professionnels

De nombreux redevables se de-

mandent quel sera leur sort au cas

où ils feraient une déclaration

fausse. Sur ce deuxième point,

M. Rouvillois a voulu également les

rassurer : les sanctions seront celles

qui sont prévues normalement par le

code général des impôts en matière

de droits de mutation à titre gratuit,

Autrement dit, les erreurs infé-

rieures à 10 % ne scront passible d'aucune sanction mais feront l'ob-

iet d'un rappel de l'impôt. Au sur-

plus, seuls coux qui sont redevables

de l'impôt devront souscrire une dé-

claration. Les possesseurs de patri-moine dont la valeur totale est infé-

rieure à trois millions de francs n'ont

aucune déclaration à souscrire. Rap-

pelons qu'au cas où les biens profes-

sionnels dépassent la valeur de deux

millions, ils doivent être ajoutés à la

déclaration des biens personnels (à condition que ceux-ci, dépassent le

seuil des trois millions) sous déduc-

tion des investissements entrepris dans certaines conditions.

**AGRICULTURE** 

(Suite de la première page.)

Des mesures de rattrapage pour les

productions dont les prix garantis

avaient connu une entrée en vigueur

retardée. Des allègements dans les

coûts de production. Et surtout le dé-

mantélement des M.C.M. Pour les

deux premiers points, le chef de

l'Etat avait fait des promesses, ont-ils rappelé. Pour le dernier, C.N.J.A. et F.N.S.E.A. avançaient un plan qui

revenait à supprimer les M.C.M. sans

qui doit en découler sur les prix en

Pour le gouvernement, l'agricul-

ture a particulièrement intérêt au

succès de la lutte contre l'inflation.

Elle doit donc y participer. Le biocage

des marges des vendeurs et non des

prix payés aux agriculteurs constitue

tif général. Aller plus loin apparaîtrait

comme une faveur que les Fraçais ne

comprendraient pas. Quant à l'as-

tuce proposée par le C.N.J.A., elle fut jugée « intéressante » mais inap-plicable « dans la phase actuelle », a

Pour les productions qui ont souf-

fert du retard dans la fixation des

prix, le gouvernement favorisera la

promotion des exportations des pro-

duits laitiers et demandere une

Enfin, le gouvernement s'estime

d'autant mieux fondé à exiger cet ef-

fort de rigueur que, pour les douze

derniers mais, les prix agricoles ont

augmenté de 14,9 % et ceux des

couts de production de 13,9 %. Ce

qui fait dire à M. Mauroy « qu'il per-

coit d'ores et déjà des signes favore-

Ce qu'avait dit le 4 mai 1982,

à Naves (Corrèze), M. Mitter-

« Je pense en particulier oue

le gouvernement pourrait passer

un contrat de modération evec

lui-même, en particulier sur le ga-

zole, ce ne serait pas un mau-

vaise idée. L'on ne peut pas pro-

céder à une diminution de prix

pour certains et la refuser à d'au-

tres. M. le ministre de l'économie

et des finances m'a dit qu'il faut

qu'un effort soit fait sur ce

haussa du prix garanti du mouton.

dit Mm Cresson.

rand:

plan. 3

Que voulaient les agriculteurs?

- sans l'aide d'experts ».

Il convient de « dédramatiser »

l'impôt sur les grandes fortunes

déclare M. Rouvillois, directeur général des impôts

Des formulaires vont être mis à la disposition des usagers

Que se passera-t-il dans le cas d'un contribuable qui omettraît de faire une déclaration mais que l'ad-

ministration considérerait comme

redevable de l'impôt au vu des ren-

seignements dont elle dispose sur sa

fortune? Le contribuable en ques-

tion serait d'abord poliment invité à souscrire une telle déclaration. C'est

seulement en cas de défaut de sa

part qu'il pourrait être mis en de-

meure, dans un délai de deux mois.

L'arbitrage d'office n'interviendrait

qu'au cas où cette mise en demeure

sen serait snivie d'aucun effet, selon

encore la procédure habituelle pré-

C'est à partir du lundi 12 iuillet

que les contribuables pourront se

procurer les formulaires de déclara-

tion, soit dans les hôtels des impôts, où sont implantées les recettes prin-

cipales, soit encore dans les locaux

des cellules d'information, qui ont été mises en place depuis le le juil-

let 1982 dans le but d'alder les rede-

vables du nouvel impôt. Ces cellules

d'information existent dans chaque

département et l'on peut se procurer

la liste des adresses dans les centres

Pas une mince affaire

La déclaration se compose d'une « couverture » (portant le numéro 27-25 IGF) et d'un certain nombre d'intercalaires numérotés de 1 à 8

destinés à y être insérés. Chaque in-

tercalaire correspond à une catégo-

rie de biens particuliers qui doivent

être récapitulés dans la déclaration nº 27-25 IGF. Chaque redevable dis-posera soit d'une notice simplifiée,

destinée à ceux d'entre eux qui ne

déclarent que des biens non-professionnels et ne possèdent ni bois, ni forêt, ni part de groupement

Fonctionnaires et agriculteurs

ont vu leurs demandes repoussées

M. Guyau, président du C.N.,J.A.

est « écœuré ». Son syndicat qui

avait fait l'affort de trouver una issue

au blocage n'a pas été entendu.

M. Guillaume, président de la

F.N.S.E.A., est sorti tout colère.

« Nous attendons la réaction des

agriculteurs sur le terrain. Nous ne

voulons pas qu'on nous accuse

d'être des agitateurs. » L'un de ses

M. Charly Templier pour les Tra-

vailleurs paysans constate que les ré-

flexions engagées sur les coûts de production et le financement de

l'agriculture ne représentent pas une

réelle alternative, et que les mêmes

causes produisent les mêmes effets,

c'est-à-dire le maintien d'une logique

culture et des difficultés des agricul-

teurs. Un seul bon point : la création

envisagée d'un registre des agricul-

teurs qui permettra d'avoir une réelle

connaissance des révenus. Il est

d'accord, le jeune représentant des

Travailleurs-paysans avec le vétéran

du MODEF, M. Minaeu : la rigueur

oui, mais pas pour les smicards de l'agriculture, soit 50 % des paysans.

« Il nous reste l'action syndicale et

l'ailleurs nous la mènerons avec

l'ensemble des autres couches mal-

menées, les travailleurs des villes ou

des champs » nous a dit le président du MODEF. Il indique, en outre, que la remontée des prix réelle au demier

trimestra de 1981 et au premier tri-

mestre de 1982, représente un ret-

trapage et qu'en outre alle est main-

tenant stoppée : « Venez voir sur les

Les différents départements mi-

nistériels ont, semble-t-il, été una-

nimes, pour constituer le front du

refus, MM. Mauroy et Delors faisant

montre même d'une grande sévérité à l'égard des agriculteurs, nous a-

t-on rapporté. Tout n'est pas pur

dans cette fermeté. Il apparait que la

direction des impôts a incité le minis-

tère de l'agriculture à plus de pru-

dence dans son ambition d'accélérer

la mise an place du régime de l'impo-

sition sur le revenu réel. Il serait

moins payant pour l'Etat que le ré-

gime du revenu forfaitaire... Curieu-

lien objective de ce freinage.

sement la F.N.S.E.A. 6 est faite l'al-

Enfin, it semble que quelques voix

aient plaide, dans l'entourage du mi- portations en provenance de la

champs de foire I ».

routes... Intox, ballon d'essai ?

agricoles depuis un en ».

et les recettes des impôts.

vue par le code général des impôts.

forestier (pour lesquels un régime

spécial est prévu), soit une notice détaillée. La première comporte

quatre pages serrées et la seconde douze pages. Pour aider les contri-buables, d'autres documents seront mis à leur disposition, en particulier

mis a leur disposation, en particulier un « guide de l'évaluation » pour le prix de 35 F, assorti, à la demande de l'usager, de deux instructions (pour le prix de 24 F) comprenant

des exemples « destinés à une meil-

leure compréhension », précise le

ministère des finances. Le guide de

l'évaluation, qui est un ouvrage de 221 pages, initie le redevable aux

besoin pour faire sa déclaration : dé-

finition de la valeur vénale et façon de l'établir pour les différents biens

dont il est le propriétaires, avec rap-pel de la législation les concernant.

Au vu de ces documents, un peut

mettre sérieusement en doute la ca-

pacité d'une bonne partie des ci-toyens redevables à être en mesure

de faire seul l'inventaire de leur for-

tune, compte tenu du fait qu'à part les œuvres d'art pratiquement au œur des biens n'échappe à la décla-

Les déclarations devront être,

rappelons-le, remises à l'administra-tion des impôts avant le 15 octobre

prochain au plus tard. Le paiement

de l'impôt devant se faire en même temps que le dépôt de la déclaration.

Tout retard dans le paiement don-nant lieu à une indemnité de retard

de 10 % pour le premier mois et de 1 % pour chaque mois suivant. Les

biens situés à l'étranger doivent être

déclaré, mais au cas où le redevable

aurunt acquitté dans le pays où il

possède des biens en impôt sur la fortune comparable à celui qui est

institué en France, il pourra l'empu-ter (un intercalaire nº 9 est prévu à

tit quelque chose soit fait sur le car-

coûteux et relativement habile.

M. Mauroy a-t-il craint qu'une réduc-tion du fuel ne facilite la sortie des

iaire américain au commerce a, le

gnon, le vice-président de la Com-

mission chargée des affaires indus-trielles, les moyens de mettre fin au

conflit surgi à propos des exporta-tions européennes d'acier vers les

Etats-Unis. Alors que l'idée est tou-

jours de conclure un accord d'auto-

limitation, les deux parties se sont

donné jusqu'an 23 septembre pro-

chain pour aboutir. Au-delà de cette

date, aux termes de la législation

américaine, l'administration n'aura

plus la possibilité d'interrompre la

procédure juridictionnelle en cours, qui doit normalement conduire, le

23 août, à la fixation de droits com-

Les chances d'aboutir sont, à en-

tendre M. Baldridge, minces: - La solution ne sera pas facile, a-t-il dé-claré au cours d'une conférence de

presse. A ce jour, il n'y a pas de nouvelles propositions. J'ai apporté la bonne volonté des Etats-Unis. » Selon lui, la sidérurgie américaine

compte 100 000 chômeurs complets,

25 000 chômeurs partiels. Or, au premier trimestre de 1982, les be-

soins en produits sidérurgiques du marché américain ont chuté de 25 %

par rapport au premier trimestre

1981, alors que les importations en

provenance d'Europe croissaient de

Présentation tendancieuse, fait

valoir un baut fonctionnaire euro-

péen : en 1980, l'US Steel ayant déjà introduit un plan contre les im-

pensateurs définitifs.

ÉTRANGER

JACQUES GRALL

Les chances d'aboutir à un accord sur l'acier

entre la C.E.E. et les Etats-Unis sont faibles

De notre correspondant ·

Bruxelles (Communautés euro- C.E.E. (plan qui fut par la suite re-

péennes). - M. Baldridge, le secré-taire américain au commerce a, le vées considérablement affectées à la

9 juillet, examiné avec M. Davi- fin de l'année 1980. Le début de

cet effet).

bles dans l'évolution des revenus nistre de l'agriculture pour, qu'un pe-

ances minimales dont il a

**SOCIAL** 

PEUGEOT-TALBOT : nouvelle

mise en garde de la direction à

Le directeur de Pengeot-Talbot a

mis en garde à nouveau les syndicats

et le personnel de l'usine de Poissy sur les dangers d'une non-

application totale de la recommandation de M. J.-J. Dupeyroux.

M. Jean Boillot, président du direc-toire d'Automobiles Peugeot, a indi-

qué, vendredi 9 juillet, que décidé à

appliquer simplement ces recom-mandations, il cesserait . sans au-

run pravis - de s'y conformer si les

antres partenaires sociaux, notamment la C.G.T., ne les appliquaient

Après avoir noté qu'en fin de so-

maine la reprise du travail etait plus proche de la normale, le dirigeant de

Peugeot-Talbot s'est inquiété du rôle

qu'avait joué et que veut jouer la C.G.T., en se demandant si ce syndi-

cat n'avait pas des motivations et

des initiatives dont la portée ne vi

La grève chez Talbot, estime la direction, u été déclenchée au plus

mauvais moment alors que les

ventes de la Samba étaient en pro-

gression. Révélant que la firme Peu-

geot avait amélioré sa productivité de 10 % en 1981. M. Boillot a indi-

qué que ces gains risquaient d'être annulés, en 1982, par l'accroisse-ment des charges sociales et an-

noncé un « plan d'austérité » avec

« une réduction drastique » des frais généraux et de certains investisse-

ments dans la mesure où ils ne por

tent pas sur les produits de la firme.

M. FITERMAN CONDAMNE

LA GRÈVE DES HOTESSES

**ET DES STEWARDS** 

La grève des hôtesses et des

stewards, qui a affecté les trois

compagnies aériennes françaises, a pris • des formes préjudiciables à l'intérêt de chacun et de tous », a déclaré, le 9 juillet à Orly, M. Fiter-

- Si ce mouvement vise à obtenit

des avantages allant au-delà de ce qui a été fait pour tous avec la ré-duction de la durée hebdomadaire

duction ae ia unice incomment du travail de 40 heures à 39 heures, il est bien évident qu'il ne pourrait

pas y être répondu de manière posi-tive », a indiqué le ministre, qui as-sistait à la cérémonie d'installation

du nouveau P.D.G. d'Air Inter,

M. Marceau Long. Il a ajouté : . La

prolongation du conflit ne se justi-

ne manquerait pas de se heurter à

l'incompréhension de l'opinion. Pour ma part, je la trouverais pré-

judiciable au transport aérien fran-

· La masse monétaire améri-

caine considérée dans sa définition

M-1, a chuté de 3,7 milliards de dol-

lars durant la semaine du 24 au

30 juin dernier. A cette occasion, la

Réserve fédérale précise que la contraction de 2,2 milliards de dol-

lars annoucée pour la semaine précédente a été révisée à 2,5 milliards.

l'année 1981 constitue donc une pé-

riode de référence tout à fait anor-

male, ne pouvant d'aucune manière

servir pour démontrer un préjudice.

Les propos peu conciliants de M. Baldridge conduisent à se de-

mander s'il a traversé l'Atlantique

pour négocier avec les Européens

ou pour les faire céder. Même fer-meté à propos de l'extension aux en-

treprises européennes travaillant

sous licence américaine de l'em-

bargo sur les équipements gaziers commandés par l'U.R.S.S. · Le pré-

sident des États-Unis a des senti-

ments très arrêtés. Il ne bougera pas

tant qu'il n'y aura pas un geste poli-

tique concernant les libertes en Po-

logne. Il considère que la défense des libertés individuelles est plus

Pourquoi, sinon pour préserver leurs propres intérêts, les Etats-Unis

continuent-ils à exporter des cé-

réales vers l'U.R.S.S.? « Ce n'est

pas du tout la même chose, répond

en substance M. Baldridge, les

Russes peuvent acheter des céréales

autant qu'ils veulent de par le monde. Ce qui n'est pas vrai de la technologie américaine. En outre,

tout achat de céréales les oblige à

verser des devises fortes, alors

qu'au contraire, le pipe qui est construit pour acheminer le gaz so-

viétique vers l'Europe leur en ap-

PHILIPPE LEMAITRE,

importante que les affaires. »

man, ministre des transports.

sait pas seulement l'entreprise.

Comment of the Commen

2014

2424 to 1442

Supple, pullingue drops the same some ex-10 y 34. Jean Annois, mir be Che.

pulle, foger gerfffmet bebatte feite.

alles in marrie Service of a Mark Markey Co. white the livery A STATE OF THE PARTY OF THE PAR American P. Christian A STATE OF STREET A SHARE WATER

mark and the second Marie State Service Ac. Marie 19 報 在 注意物 pr 🖦 (45 antin) The wine the wife of

440, 94 A B

me paints on the Fig. And or the A ... 480/ Fer MARKET SHOP IN NOT THE

THE ST. 42 14 St. W · \*\*

· The Carte A Sandarde Contract STORY OF THE STORY 

Signed - Mary 3 - Section 1

Western

market with a series **新新** (1995年1995年1997年)

THE PERSON AND Simpliff Linklife. · 一种数据100mm Market Committee of the committee of a aug Pur Sugar de laction !!

**阿尔斯斯斯斯斯** 

inuer d'aménager lais

Section of a

the statement and

Faits of projets

person the end of the son of the 2 THE GO. mitte 1874 . Lite the state of the same definition I hazive de had de cert, the clerified that the die Jetruite PROPER PRESENT ation and as as as as Ferminated the contract

April 12 har to the second state of · De terre accomme Territor to November 2000 And the property of the state of ・ 養養、 整理な事 発売 こちゅうけん しょうこう こうしょう かっこう care effect the market of the control of the contro

Marie Mounte . M. Marie Cape .

Continues mare et 31 Madel Road 191 eine ge fie batte te bination in La Commence Consider Conservation of the State of the Conservation of the Conservation

 $\gamma_{i_1 i_2 i_3 i_4} = \gamma_{i_1 i_4} \Gamma_i V_i^{-1/2}$ 

pain the management

Part See .

**\$**,→**\$**×,\*\*

# Service of

Le plan meuble va bien. Le plan meuble va mal. L'Union des industries françaises de l'ameublement (UNIFA), qui représente environ mille cent entreprises réalisant un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs, s'est félicité à son congrès de Saint-Malo, les 25 et 26 juin, du degré de réalisation du plan meuble, six mois après son lancement et son élaboration conjointe avec le ministre de l'industrie d'alors, M. Dreyfus.

L'objectif général en était la reconquête du marché intérieur. Dējā, des industriels français ont répertorié des lignes de produits importés qu'ils seraient susceptibles de fabriquer. Les investissements qui en découlent et des engagements d'achat par le négoce sont à l'étude également. Recours à la cotraitance ou à des ateliers flexibles dans l'industris de la chaise, meilleur financement des constructeurs de kit. rapprochement avec les distribupremier salon international du meuble en kit, stimulation de l'innovation par des appels auprès des concepteurs de modèle dans ces domaines du kit encore at de la chaise, mais eussi du mobilier d'école matemelle, information enfin du consommateur (quide distribué par les passés entre le ministère, les organisations de consommateurs, un producteur at un distributeur, projet de création d'un service S.V.P., campagne d'étiquetage « Mobilier fabriqué en

France »): voilà pour le bilan. Ce plan avait pour objet d'enrayer le lent déclin de la branche : entre 1960 et 1976, la valeur de la production augmen-

tait en moyenne annuelle de 7,5 % en francs constants; de 1976 à 1981, la progression n'était plus que de 1,5 %, avec 0.5 % en 1980, et - 2,9 % pour 1981. Or, le premier semestre 1982 serait plus mauvais encore que l'an passé. Pour deux raisons : la réduction de la consommation liée au rétrécia ment du marché du logement, et les effets de la politique économique avec surtout son demies soubresaut : le blocage des prix. Selon l'UNIFA, les prix de revient augmenté de 20,5 % entre mai 1981 et avril 1982, ceux des sièges de 22,5 %. Les prix de vente n'ont pas suivi et leur 5 % à 10 % selon les cas. C'est alors ou'intervient « le sévère blocage des prix pour quatre mois, dit-on », qui s'ajoute « aux travail, à l'impôt sur la fortune, la flambée des prix, la hausse continue des charges des frais généraux ». Le plan meuble va-t-R pouvoir s'appliquer? demande l'UNIFA. Cinquante entreprises depuis un an et la dépôt de bilan de la C.F.M. (Compagnie française du meuble — le Monde du 30 juin) illustre ces difficultés.

Une crainte moins officielle s'y

Dans le Morbihan

## Malgré une souscription locale qui a rapporté 1 700 000 francs la société Scylla reste menacée

De notre correspondant

ainsi qu'auprès des artisans et de la population du canton de Questem-bert (Morbihan) (le Monde du 6 juillet) a porté ses fruits, puisque 1 700 000 francs de fonds propres ont été collectés. Un prêt de 2 millions provenant du Fonds de développement économique et social et un pret participatif de 2 millions pris auprès de la Société de développement régional de Bretagne ont par ailleurs été débloqués. Pour sa part, le SIVOM rachète en leasing industriel l'une des usines du groupe (KRISTEL) implantée sur ce cheflieu de canton. Ainsi la société obtenait un apport de 8 millions de

Malheureusement, il faut trois mois au moins pour mettre en place cette opération. Quatre banques ont été sollicitées, pour « faire la sou-dure », mais trois ont refusé. Seule la Banque de Bretagne a accepté d'assurer ce relais financier.

Trois cent cinquante personnes sont directement concernées dans

### Plus d'un million de voitures neuves ont été vendues en France au cours du premier semestre

Plus d'un million de voitures neuves (1 958 288) ont été vendues en France (1 658 285) ont été venues en France an cours du premier semestre, soit 8,7 % de plus que l'an passé. Ce résul-tat, note la chambre syndicale, « con-furme la bonne tenne du marché ». Il confirme bélas aussi la progression des constructeurs étrangers qui, profitant de la déconfiture du réseau Peugeot-Talbac d'au tennesse compétitif compétitif. Talbot, d'un avantage compétitif cer-tain et, depuis deux mois, des diffi-cultés de livraison des groupes français, gènés par les grèves, se sont adjugés la part du lion dans cette reprise : tandis quelles ventes des groupes français n'out progressé que de 4,3 % pour le semestre, celles des importateurs out grossi de 21,5 %, ce qui a fait passer leur part totale du marché à 28,6 %

En juin, c'est surtout la part de Ci-troën, touché par les grères de mai, qui a pâti des difficultés de livraisons : 19 516 voltures livrées seulement contre 26 982 en juin 1981, soit une haisse de 27,7 % Renault, avec une hausse de 6 % de ses ventes montrait encore quelques signes de faiblesse, tandis que Talbot (+ 54,4 %) continuait sur la lancée, l'impact du conflit qui a interrempu les chaines de Poissy ne s'étant fait sentir que sur les ventes de la seconde quinzaine de juin (su part du marché est tombée de 6,25 % à 4,7 %).

Au total, en juin, sur le marche de 185 598 véhicules, en bansse de 8,2 %, les groupes français n'out vendu que 132 821 voitures neuves, soit 1,2 % de plus que l'an passé, alors que les groupes étrangers ont immatriculé 52 734 unités, 31,3 % de plus qu'en

au bouleversement du code du au moins ont cessé leur activité

ajoute : le remplacement de M. Drevfus par M. Chevenement. Le profil du technocrate qui n'aurait les yeux de Chimène que pour les industries de pointe, fait regretter l'industriel pragmatique pour lequel il n'y avait pas de secteur d'entreprises plus ou

J. G.

## Vannes. – L'appel au capital populaire que la société Scylla S.A. (il est à noter que 70 % du personnel avait lancé auprès de son personnel est féminin). Et, avec la soustraitance, c'est, dans ce canton du

Morbihan, cinq cents personnes qui à terme, seront touchées. M. Marcellin, président du conseil général, est intervenu auprès de M. Delors afin de tenter d'ul-

times démarches. Le personnel entend, par des actions ponctuelles, s'opposer à ce qu'il appelle un - assassinat écono

Vendredi 9 juillet, deux cent cinquante employés de la société ont occupé les succursales du Crédit lyonnais et de la Société générale à l'annes, à l'appel des syndicats C.F.D.T. Ces banques sont parmi celles qui ont refusé leur concours.

Une réunion technique (banquiers et partenaires sociaux concernés) devait avoir lieu lundi 12 juillet à Paris sous l'égide du CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle) Pour tenter de sortir de cette impass

 M. Yvon Chotard réélu prési-dent du Cercle de la librairie. – Le Cercle de la librairie, syndicat des industries du livre, qui regroupe les professionnels de l'édition et des arts graphiques, a tenu vendredi 9 juillet 1982 son assemblée générale. A cette occasion, le Cercle de la librairie a modifié ses statuts pour renou-veler sa confiance à M. Yvon Chotard en le réélisant président.

 Le conseil d'administration de Sacilor, qui s'est réuni vendredi 9 juillet à Paris pour examiner les hypothèses d'investissement à l'horizon 1986, tiendra une nouvelle réunion avant la fin du mois. Selon la direction de Sacilor, il apparaît que les hypothèses relatives aux pro-duits plats se sont éclaircies », mais que deux points restent en suspens : celui des produits longs, avec, notamment le sort réservé à la Société métallurgique de Normandie, qui emploie cinq mille six cents salariés, et celui des aciers spéciaux, en particulier le cas de la Société nouvelle des aciéries de Pompey (trois mille

cinq cents personnes).

 Un constructeur condamné à réparer deux cent dix logements. Les - chalandonnettes - du lotissement - Vergnelles - à Lambersart (Nord) devront être mises en conformité. La cour d'appel de Douai a confirmé le jugement du tribunal de grande instance de Lille qui condamnait M. Robert Leroy, P.D.G. du groupe Maison familiale (G.M.F.) à réparer deux cent dix logements dont l'étanchéité et l'inso-

## Bourse de Paris

Semaine du 5 au 9 juillet

## Une hausse de raison

OUR la première fois depuis la mi-juin, c'est-à-dire depuis l'instauration d'un rigoureux contrôle des prix et des salaires accompagné d'une ferme limitation de la distribution des dividendes, la Bourse de Paris a opéré un timide redressement.

« Toujours bon à prendre », affirme-t-on sous les colonnes en faisant allusion à la hausse de 2 % environ constatée au fil de ces cinq séances, les professionnels étant bien conscients que le marché a encore de sérieux progrès à accomplir. Il lui faudra non seulement gommer les quelque 10 % de pertes subies en l'espace de trois semaines mais aussi redresser suffisamment la barre pour que la cote s'éloigne de ses plus bas niveaux depuis le début de l'année où elle se cantonne actuellement en termes d'indices.

Le pourra-t-elle au cours de ces mois d'été sur la foi d'une confiance soudainement retrouvée ? Certainement pas, et comment pourrait-il en être autrement quand, de l'avis d'un orfèvre en la matière - celui du ministre de l'économie et des finances - «'il faudra dix-buit mois pour nous mettre à flots ? »

A Matignon, le vocable de rigueur et d'austérité a toujours du mal à passer la rampe. « C'est parce que nous avons réussi sur le plan de la relance, de la lutte contre le chômage, parce que nons avons une crédibilité de gauche que, justement, nous pourons nous adresser aux travailleurs, aux Français, pour leur demander ce qu'aucun gouvernement de droite n'a fait : le blocage des prix et des salaires », devait affirmer M. Pierre Mauroy lors d'une récente émission de

Rue Vivienne, ce raisonnement, qui se veut imparable, suscite tout au plus quelques ricanements. «En somme, heureusement que nous avons comu l'expérience d'un gouvernement de gauche, sinon nous n'aurions jamais eu cette chance de voir les prix et les revenus cadenassés pendant plusieurs mois », expliquent quelques esprits chagrins autour de la corbeille.

Pour la plupart des observateurs, il ne fait aucun doute que le marché ne saurait esquisser le moindre sourire tant qu'il n'aura pas retrouvé une liberté qui lui tient à cœur : celle des prix induss l'intervalle — et celui-ci ri bien long si l'on en croit les « contrats de modération » qui suivront le blocage proprement dit, les valeurs devraient évoluer de manière très erratique, au gré des nouvelles susceptibles d'influencer tel ou tel secteur.

C'est bien ainsi que le marché parisien a fonctionné cette semaine si l'on fait abstraction de la séance particulièrement tumultueuse de mardi lorsque les « petits patrons » du syndicat national des P.M.L ont pénétré en rangs serrés dans l'enceinte du Palais Brongniart pour expliquer, bombes fumigènes à l'appui, les réticences que leur inspire la politique gouvernementale. Le plus cocasse était sans doute de voir quelques-uns de ces dirigeants d'entreprise se prendre au collet avec autant de fondés de pouvoir au nom de la « libre entreprise »...

Il ne s'agissait que d'un long épisode puisqu'il a tout de même perturbé les cotations pendant deux heures ce jour-là. Au reste, les valeurs françaises ont régulièrement progressé en début de semaine pour céder quelques points mercredi et jeudi avant d'amorcer une nouvelle hausse à l'approche du week-end. Une fois de plus, une douzaine de valeurs qui ont pour nom Carrefour, Générale des eaux, Moët-Hennessy, Elf-Aquitaine, L'Air liquide - et quelques autres pour les actions françaises et Schlumberger pour les titres étrangers ont constitué l'essentiel des transactions dans un volume d'affaires voisin de 50 millions de francs par jour (actions négociées sur le marché à terme).

Durement seconées après l'instauration du contrôle des prix, les sociétés de distribution et de vente par correspondance, du commerce en général et de l'alimentation out repris un peu de bauteur, constituant le seul élément marquant de cette semaine. Cette réaction est à rapprocher des rares aménagements au carcan du gel des prix que le gouvernement a consenti à appliquer à ces secteurs. L'annonce, par le premier ministre, d'un projet de loi qui devrait être déposé à l'automne prochain sur le bureau de l'Assemblée nationale pour atténuer les restrictions apportées à la loi Royer en matière d'ouverture de grandes surfaces a également joué un rôle bénéfique.

Dans la rubrique « carnet », signalons le cas de l'Agence Havas, qui, précédemment négociée sur le marché au comptant est venue jeudi faire allégeance parmi les « grands » du terme sans que coté aux aleutours de 300 F, pratiquement inchangé sur ses derniers cours au comptant.

**BILAN HEBDOMADAIRE** 

Principaux postes salets à variation

les mallions de frança)

1) OR et CRÉANCES SUR

L'ÉTRANGER ....

197 116

doot:

### ARGENTINE: 140 % D'AUGMENTATION DU DOLLAR **EN QUARANTE-HUIT HEURES**

Buenos-Aires (A.F.P.). - La cote du dollar au marché parallèle a battu tous les records vendredi 9 juillet en atteignant 36 000 pesos, ce qui représente une hausse de 140 % en quarante-buit heures soir 1 800 % en un an et 260 % pour les six derniers mois. Le dollar a appro-ché les 40 000 peses avant de retomber finalement à 36 000 pesos au cours d'une journée où, dans les rues, les commentaires allaient bon train après les tentatives de la police

Dans les milienx spécialisés, ou attribue cette « fièvre » du dollar à la nécessité pour les agents de change de refaire leurs stocks en devises, après la guerre des Malouines, mais aussi à la crise du commerce extérieur argentin, qui, selon le directeur de la Banque centrale argentine, est la plus grave de ces dernières années.

de change au marché noir.

	Cours 2 juil	Coors 9 juil.
Or fin (title en barre)	68 000	71 000
- (kilo en linget)	68 100	71 200
Pièce française (20 fr.)	600	600
Pièce française (10 tr.) .	452	445
Pièce suisse (20 fr.)	487	522
Pièce latine (20 fr.)	472	478
e Pièce tunisienne [20 fr.]	460	480
Souverain	582	570
Souverain Elizabeth 1	700	745
Demi-souverain	310	300
Pièce de 20 dollars	2 560	2 615
- TO dollars	1 350	1 330
a - E dollars	700	790
- 50 pesos	3 070	3 040
a - 20 merks	646	565
- 10 florins	495	601
e - 5 roubles	390	399

## LA BANQUE DE FRANCE ÉVALUE SES RÉSERVES

La situation hebdomadaire arrê-tée au le juillet 1982 est affectée par la réévaluation de l'or, des devises, des ECU et des droits de tirage spéciaux intervenue au 30 juin

1) Les avoirs en or ont été comptabilisés au prix de 67 016 francs le kilogramme d'or fin contre 76 457 francs fin décembre 1981. La moins-value dégagée, augmentée de celle des avoirs en or du Fonds de stabilisation des changes, s'est éle-vée à 24 036 millions de francs et a été imputée au compte « Réserve de réévalution des avoirs publics en

2) Les devises ont été comptabilisées, sur la base des cours cotés sur le marché des changes de Paris le 28 juin 1982 (soit pour le dollar : 6,9190 F contre 5,7460 F au 29 décembre 1981). Le poste disponibilités à vue à l'étranger augmente de 515 millions de francs. Cette plusvalue a été prise en compte par la Fonds de stabilisation des changes.

3) Les avoirs en or et en dollars, déposés contre ECU auprès du Fonds européen de coopération monétaire, ont été réévalués dans les mêmes conditions que ceux indiqués ci-dessus. Le poste « Or et autres ac-

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

_		
	Nore de titres	Val.
C.N.E. 3 %	10 810	35 15 74 58
Moct-Hennessy	74 525	18 15
Elf-Aquitaine 4 1/2 % 1973*	9 000	15 414
· Quatre séances seu	lement.	

	5 juillet	6 juillet	7 juillet	8 juillet	9 juillet
Terme Comptant	99.801.166	75.757.337	112.160.677	89.853.175	92.889.940
R. et obl	358.488.624 89.473.214	188.055.094 88.261.854	539.484.894 82.503.273	416.100.950 55.661.820	481.224.25- 99.618.799
Total	547.763.004	352.074.285	734.148.844	561.615.945	673.732.993
INDICES	QUOTID	ENS (INS	EE base 100	), 31 décem	bre 1981)
			99,4 105,1		_
- 1			GENTS DE lécembre 19		:
Tendance .	109.6	110,4	110,2	109,8	8,011
	(bar	se 100, 31 d	Scembre 19	<b>91</b> )	

Indice gén. | 98,3 | - | 98,0 | 97,3 |

## D'OR AU PRIX DE 67 016 F LE KILO

quence de 5 360 millions de francs. Les postes - ECU », à l'actif, et - ECU à livrer au FECOM », au passif, sont réévalues sur la base du cours en francs de l'ECU au 28 juin 1982, soit 1 ECU = 6,55282 F. La

plus-value nette, s'élevant à 317 millions de francs, a été prise en compte par le Fonds de stabilisation des changes. 5) Les avoirs en droits de tirage spéciaux, les concours au Fonds monétaire international, de même qu'au passif la contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux, sont comptabilisés en fonction de la

valeur en francs, le 28 juin 1982 du droit de tirage spécial, soit 7,50718 F. Les soldes des rubriques correspondantes de la situation ont été majorés en conséquence.

tifs de réserve à recevoir du FE-COM » a été minoré en consé-

se (20 fr.)	487 472 480	522 478 480	TRAITÉES A TERM		Concours au Trésor public
rielenne [20 fr.]   Eizabeth ii   ouverain   to dollare   to dollare   to dollare   to dollare   to dollare   to pesse   to pesse   to merics	582 700 310 2 550 1 350 700 3 070 545 465 390	570 745 300 2 615 1 330 790 3 040 565 501	titres  C.N.E. 3 % 10 810  Schlumberger 77 750  Moët-Hennessy 74 525	900 000 000	3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFI- NANCEMENT dont: Effets escomptés 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU
5 roubles	390	399	Quatre séances sculement.		FECOM
LE VOLU	JME D	ES TR	NSACTIONS (en francs)		Total

- 1		- C.
	PASSIF	
4	1) BALLETS ON CARCULATION	168
3	2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉ-	_
	RIEURS	9
\$	SOR PUBLIC	19
9	4) COMPTES CRÉDITEURS DES	19
3	AGENTS ÉCONOMIQUES	
3	ET FINANCIERS	78
ı	dont:	
1	Comptes courants des éta-	
ı	blissements astroints à la	
ı	constitution de réserves	45
	5) ECU ALIVRER AU FECOM 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION	47
١	DES AVOIRS PUBLICS EN OR	193
١	7) CAPITAL ET FONDS DE	133
ł	RESERVE	2
ı	8) DIVERS	10
1	Total	57.7

## **BOURSES** ÉTRANGÈRES

**NEW-YORK** Plus ferme

La mise en liquidation de la Penn Square Bank of Oklahoma a inquiété les milieux financiers, en raison des consé-quences qu'implique cette faillite pour melones banques de premier rang, mais l'esset est resté limité en bourse sur le secteur bancaire, scules Continental Illinois et Chase Manhattan subissant des replis marqués.

A partir de jeudi, le raffermissement de la cote a été manifeste après l'amorce de décélération des taux d'intérêt observée sur les prêts accordés aux firmes de courtage ainsi que sur les taux pratiqués entre établissements bancaires.

L'indice Dow-Jones des valeurs indus-trielles a finalement gagné 17,12 points, en l'espace d'une semaine, clôturant an niveau de 814,11 la séance de vendredi.

Director of the late		4
	Cours 2 juillet	Cours 9 juilk
Alcoa A.T.T. Bocing Chase Man. Bank Du Pont de Nem Eastman Kodak Exson Ford General Electric General Hoto: General Moto: General Moto: Goodyear L.B.M. I.T.T. Mobil Oil Pfizer Schlumberger	22 1/4 15 3/8 40 1/8 33 37 3/8 27 1/8 22 1/4 43 1/2 37 3/8 43 7/8 24 3/8 60 23 1/2 21 3/4 54 5/8 36 3/4	24 3/- 51 1/- 16 1/- 36 5/- 33 3/- 73 3/- 26 7/- 66 37 3/- 44 7/- 24 3/- 22 3/- 21 3/- 54 1/- 38 3/-
Texaco U.A.L. Inc. Union Carbide U.S. Steel Westinghouse Xerax Corp	28 1/2 17 3/8 42 18 3/8 25 1/2 31 3/8	28 5/8 18 1/4 43 1 4 18 1/2 26 1/2 31 1/2
term conh	2. 3/6 [	

### LONDRES Léger mieux

Le Stock Exchange a regagné un peu de terrain en fin de semaine, les profes-sionnels tablant sur une buisse des taux d'intérêt britanniques à l'instar du mouvement qui semble se dessiner timidement outre-Atlantique. Toutefois, la cote a encore subi les effets de l'affuisement de la livre sterling vis-à-vis du dollar et du manque d'intérêt mani-festé par de trop nombreux investis-

Parmi les valeurs vedettes, le matériel électrique et électronique a fait preuve de bonnes dispositions dans le sillage de General Electric, qui a refranchi le seuil des 1 000 pence. Les indices « F.T. » du 9 juillet se sont établis ainsi : indus-trielles : 552,7 contre 543 ; mines d'or : 194,5 contre 186,6 ; fonds d'État : 70,44 contre 69,39.

	Cours 2 juillet	Cours 9 juille
Bowater	193 272	202 272
Charter	191	198
Courtaulds De Beers (*)	77 3,25	3,45
Free State Goduld* Gt. Univ. Stores	17 1/8 480	18 1/1 475
Imp. Chemical Shell	302	298
Vickers	133	149
War Loan	28 3/8	28 7/1

(\*) En dollars

TOKYO Redressement

Après avoir fluctué dans d'importantes proportions tout au long de la se-maine, le marché s'est sensiblement re-dresse à la veille du week-end sous l'effet de la hausse de Wall Street consécutive à la légère décélération des taux à court terme aux États-Unis. La firme Hitachi a continué à reculer en début de semaine dans le cadre de l'af-faire d'espionnage industriel où elle est impliquée aux dépens d'I.B.M., entrai-nant dans son sillage d'autres titres importants du secteur électronique. L'indice Nikkel Dow Jones a finale-

ment gagné 18.57 yens pour s'établir à 7 104.57 points mais l'indice général s abandonné 0,86 point, à 530,15.

	Cours 2 juillet	Cour 9 juili
Akaï Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubshi Heavy Sony Corp Toyota Motors	296 680 500 701 990 184 3 270 895	293 668 500 693 990 170 3 120
TTP		

### FRANCFORT Forte baisse

Déjà assombrie par la grave crisc que traverse la firme A.E.G., le marché est

apparu très éprouvé également par les opérations malheureuses attribuées à la Bank für Gemeinwirtschaft, la banque des syndicats ouest-allemands, et ce en dépit des démentis formulés à deux reprises par la Bundesbank et par l'Insti-tut de surveillance du crédit. L'indice de la Commerzbank s'est si-

naiement établi à 675,1 contre 688,5 le vendredi precedent tandis que, sur le marché obligataire, la banque centrale était conduite à soutenir quelques em-prunts publics en se portant acheteur de pantités importantes de titres.

	Cours 2 juillet	Cours 9 juillet
A.E.G. B.A.S.F. Bayer Commerzbank Hoechst Mannesmana Siemens Volkswagen	33 60 114,60 109 134,50 111,20 134 219 141,70	31,60 116,90 108 130,59 109,90 129,80 217,70 137,80

## matre nouveaux empr

## Nouvelle progression d

-----The same of the sa The same of the same of the same of The second deal segment or an experience of the second deal of the sec The section of the section of the the second & in his absence in the

> The second spin product of the second The said was the will be delinered to " the see of the he Manualla-. com Pour & l'appare de Sad. the state of the s

The state of the s 

William to the state of the same of the first the same arms for the AND PROPERTY BY to the second se the state of the state of paralesta similar media --------

---TARREST - Now home you would the second have not produced

THE PERSON NAMED AND POST OFFI 

de la semaine, toutefois, quelques doutes commençaient à s'infiltrer dans les esprits : si les taux ne mon-

décollé » de son cours plancher de 2,7709 francs, atteignant et dépas-

sant même 2,78 francs, alors que ces

dernières semaines il se maintenait aux environs de 2,7750 francs. La

Banque de France est même interve-

nue, très modestement, à deux re-

prises, pour freiner la montée du mark. Il est vrai que les marchés des changes ont été très agités cette se-

maine et que les mouvements désor-

donnés du dollar ont pu perturber -

passagèrement – le comportement du franc. De toute façon, il est pré-maturé de hasarder le moindre pro-

nostic sur ce comportement, tout au moins avant l'automne et la sortie,

progressive, du blocage des prix des salaires. Il n'en reste pas moins que

les rentrées de devises se sont forte-ment ralenties, pour s'arrêter même

Sur le marché de l'or, le fléchis

ment du dollar et des taux en fin de

semaine out fait monter brusque-

ment le cours de l'once à 322 doi-

LES MONNAIES DU S.M.E.":

**DE LA PLUS FORTE** 

9 juillet 1982

-1,25

-1,50

-L 75

-2,00

-2,25

l'annonce d'une nouvelle contraction 2 milliards de francs sous deux

formes : une émission à taux fixe

(16,60 %) et une à options de sorties

(fenêtres) à 16,90 % avec rembour-

sement anticipé, soit au gré de

l'émetteur, soit au gré du porteur. Ensuite, le C.E.P.M.E. appelle

800 millions de francs avec bons de

souscription (warrants), et la Ville

de Paris 450 millions de francs à

16,60 %, formule classique, tandis

que la SOVAC lève 350 millions de

francs à taux variable, indexé sur le

taux moyen des obligations

Pour la semaine suivante, est

prevu un « gros » emprunt de la

Caisse nationale de l'énergie (4 mil-

liards de francs), couplé avec un emprunt de banque (B.N.P. pour

1,5 milliard de francs). La semaine

d'après, ce sera le tour du Crédit lyonnais (1,5 milliard de francs), de

la Banque de l'Union européenne, de

la Compagnie bancaire, de CODE-

TEL, du G.O.B.T.P ... au total près

de 12 milliards de francs d'ici à la

Apparemment, il y a de quoi don-

per une indigestion au marché, et

pourtant, selon les spécialistes, il

n'en est rien : ledit marché se mon-

tre disposé à « avaler » le papier,

d'autant qu'il a, désormais, quelques

raisons de croire à une baisse leute

et régulière des taux d'ici à

l'automne. Cette semaine, comme la

précédente, le taux nominal des

émissions classiques a fléchi de

0.10 %, revenant de 16,70 % à

16,60 %. Ce mouvement incite les

investisseurs institutionnels à se

tourner davantage vers les émissions à taux fixe, délaissant un peu celles

a taux variable, surtout lorsqu'elles

comportent une indexation sur le

taux du marché monétaire. Ovant

aux rendements, leur retrait s'effec-

tue en bon ordre, avec des paliers.

comme cette semaine : 15,68 %

contre 15,63 % pour les emprents

d'Etat à plus de sept ans. 15,06 %

contre 15,11 % pour ceux à moins de sept ans, 16,08 % contre 16,04 %

pour le secteur public et 17,27 %

contre 17.24 % pour le secteur privé.

selon les indices Paribas.

(T.M.O.).

fin du mois.

À LA PLUS FAIBLE

FRANÇOIS RENARD.

lars, au plus haut depuis un mois.

complètement en fin de semaine.

Le dollar a touché 7 francs...

taient plus ? Si la · FED » (la Banque centrale des États-Unis) agissair pour les faire baisser ? Quel renversement! En effet, bien des opérateurs ont acheté du dollar à

terme dans la perspective d'une montée ultérieure de cette devise, et ils se hâteraient de changer leur fu-

nis se nateratent de changer feur un seil d'épaule si les faits leur donnaient tort. Cela s'est déjà vu. Tout cela ex-plique que vendredi après-midi la devise américaine avait cèdé du ter-

devise americaine avait cone du ter-rain, en même temps que les taux d'intérêt aux Étaus-Unis. Quelle sera la suite des événements? Ce n'est pas la première fois, depuis de nom-breux mois, qu'une pause, et même un repli, se produisent après un accès de fièvre et avant qu'un autre se déclare.

En Europe, notons que la Belgique a refusé au Luxembourg une garantie de change au cas où le franç belge serait à nouveau dévalué, une telle garantie étant « contraire à l'esprit » de l'union monétaire belgo-luxembourgeoise, scellée il y a soixante ans.

A Paris, un petit phénomène a at-tiré l'attention des observateurs : pour la première fois depuis la déva-luation du 12 juin dernier, le cours

se déclare.

soixante ans.

- 14,4300 47,2813 48,1445 2,1114 36,3867 8,0717

- 14,5985 47,7899 48,5022 2,2186 36,6581 8,87215

6,8586 - 326,81 277,44 14,5127 251,05 4,9422

11,9473 6,9300 - 327,65 278,20 14,6320 252,22 4,9713

3,6323 2,6966 38,5988 - 84,8926 4,4406 76,3127 1,5122 4,2944 2,4918 35,9453 137,77 - 5,2596 90,6642 1,7869

 4\_2787
 2\_4690
 36,8438
 117,79
 —
 3\_2369
 99,4892
 1\_7813

 81\_6486
 47,36
 6\_8343
 22\_3924
 19,8124
 —
 17,2374
 3\_3874

 81\_7976
 47\_2000
 6\_8395
 22\_5190
 19,1170
 —
 17,2388
 3\_4654

4,7366 2,7475 39,6479 129,90 110,29 5,801 - 1,9769

4,7284 2,7285 39,8327 139,17 110,52 5,7807 - 1,9684

2463,25 1394 281,15 659,16 559,61 29,4341 597,37 -

2491,93 1386 282,33 661,12 561,36 28,3644 517,97 -449,48 255,59 36,9699 128,30 192,56 5,3948 92,9936 8,1832

443,47 255,90 37,3580 122,68 103,64 5,4216 93,7877 8,1846 A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 9 juillet, 2,7123 F contre 2,6768 F endredi 2 juillet.

Des rumeurs de détente aux Etats-Unis

(- 3,7 milliards de dollars) de la

masse monétaire pour la semaine se

Une autre explication est donnée

à Londres. La faillite d'une petite

banque de l'Oklahoma, la Penn Square Bank, spécialisée dans les

prêts aux entreprises du secteur de l'énergie, fort déprimé actuellement,

et qui avait cedé à d'autres banques,

notamment la Continental Illinois et

la Chase Manhattan, d'importantes

lignes de crédit (2 milliards de dol-

lars), a fait l'effet d'un signal

d'alarme. Les banques, outre-

Atlantique, commenceraient à pren-

dre peur et, donc, à réduire leurs

engagements sur certaines entre-

prises désormais « peu sures ». Il

s'ensuivrait une autorégulation des

crédits bancaires, c'est-à-dire une

diminution, ce qui provoquerait,

sinon une contraction, du moins un

ralentissement de la progression de

la masse monétaire, par « implo-

En France, la banque centrale continue à faire baisser les taux à

court terme, lentement et régulière-

ment. Cette semaine, elle a ramené de 15 % à 14 3/4 % son taux d'adju-

dication sur effets de première caté-

gorie, injectant 3 puis 25 milliards

de francs pour une échéance de juil-

let très chargée. Le marché a enté-riné cette réduction en cotant 15 %

au jour le jour contre 15 1/4 % pré-

Une avalanche d'émissions

Profitant de cette lente baisse des

taux à court terme, qui commence à

s'étendre aux taux à long terme, les

emprunteurs se hâtent d'émettre sur le marché, étalant toute la palette

des combinaisons : taux fixes, taux

variables, bons de souscription,

· fenètres » de remboursement.

C'est une véritable avalanche d'ici

au 31 juillet, et, selon toute vraisem-

blance, la pause traditionnelle du

mois d'août ne sera même pas res-

Pour la semaine prochaine, c'est

pectee.

dredi en fin de journée, avec d'abord un emprunt S.N.C.F. de

terminant au 30 juin.

Marché monétaire et obligataire

Il n'est pas dans les habitudes de

cette chronique de s'appesantir sur

les rumeurs, mais, dans un domaine

aussi sensible, actuellement, que les

taux d'intérêt, et, par dérivée, les

parités de change, on ne peut en

faire totalement abstraction, surtout

lorsqu'elles déclenchent des mouve-

ments d'une ampleur non négligea-

Ainsi, la somaine passée en revue s'annonçait encore très « chaude »

sur le front des taux aux Etats-Unis.

Sans doute l'annonce d'une contrac-

tion de la masse monétaire plus forte

que prévue (2,5 milliards de dol-

lars) pour la période hebdomadaire

se terminant le 23 juin avait-elle

heureusement surpris : pour la pre-

mière fois depuis le début de

l'année, l'évolution de ladite masse

s'effectuait en concordance avec les

objectifs fixés par la Réserve fédé-

rale (le FED). Mais les yeux des

opérateurs restaient braqués sur le

fatidique mois de juillet, où doit, en

principe, se produire une véritable

« explosion » de cette masse sous

l'impact des 40 milliards de dollars

déversés dans l'économie, au titre du

versement trimestriel des retraites et

des pensions de la Sécurité sociale,

majorées de l'inflation et du rem-

boursement des impôts décidé an

début de ce mois par le président

Dans ces conditions, n'est-ce pas,

le « FED » ne pouvait pas réagir en

durcissant sa politique, provoquant

une nouvelle hausse des taux d'inté-

Or, que vit-on en milieu de semaine? Le FED ayant injecté plu-

sieurs jours durant des liquidités

dans les circuits bancaires, les taux

s'arrêtèrent de monter, puis se

mirent à baisser. Est-ce que, par

hasard, le scénario prévu ne serait

pas le bon? Nul n'en sait rien, mais,

en tout cas, à la veille du week-end,

le taux des euro-dollars à six mois

passait de 16 1/8 % à 15 3/8 %, le

tout en quelques heures, et deux

banques ramenaient de 16 % à

15.50 % le taux de leurs prêts aux

courtiers de Wall Street. Les taux

baissaient encore à New-York, ven-

rêt et, partant, du dollar.

Reagan.

**COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 9 JUILLET** 

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

SEU. Franc Franc D. mark

Les devises et l'or

Encore une semaine agitée sur les marchés des changes, le dollar commençant par avoir une nouvelle poussée de fièvre, battant tous ses records à Paris à 6,98 francs (et même 7 francs jeudi en fin d'aprèsmidi), dépassant 2,50 deutschemarks à Francfort pour la première fois depuis août 1981 et s'inscrivant mercredi à son plus haut niveau visàvis de la livre sterling. Or la veille du week-end, toutefois, il battait précipitamment en retraite, revenant à 6,93 francs et à 2,49 deutschemarks, sur des rumeurs de baisse

nant à 6,93 francs et à 2,49 deuts-chemarks, sur des rumeurs de baisse des taux d'intérêt aux États-Unis (voir en rubrique marché monétaire et obligataire). Il n'en reste pas moins que cette poussée de fièvre a encore impressionné les milieux fi-nanciers nationaux et internatio-naux. A Paris, les médias glosaient sur les «7 francs pour 1 dollar», tandis que les candidats au dépayse-ment en zone dollar faisaient triste-

ment en zone dollar faisai ent triste-ment leurs comptes : qu'il est loin de temps béui des 4,50 francs !

Mercredi, par exemple, sur les marchés des changes, les opérateurs, anticipant une « explosion » de la masse monétaire américaine, en juil-

let, et la poursuite de la hausse des taux, voyant le dollar se diriger gail-lardement vers les 2,60 deutsche-marks, ce qui se traduirait par un dollar à 7,30 francs environ. Au fii

1,7330

PLACE

L'euromarché

décidement pas. Quatre nouvelles eurotransactions d'emprunts de

l'Hexagone sont venues cette se-

maine s'ajouter aux quatre de la se-maine précédente et au flot ininter-

rompu de celles réalisées depuis le

début de l'année. Ce sont : le Crédit foncier, avec une euro-émission de

200 millions de dollars, Pechiney Ugine Kuhlmann (PUK), avec un eurocrédit bancaire de 100 millions

de dollars, la Caisse nationale des té-lécommunications (C.N.T.), avec un euro-emprunt de 100 millions de

deutschemarks et la fraîchement na-

tionalisée Banque Worms, avec

75 millions de dollars d'euro-

du Crédit foncier retiendra davan-

tage l'attention. Succédant au demi-échec essuyé huit jours plus tôt par la Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.), l'euro-

emprunt du Crédit foncier se devait de rétablir la crédibilité de la France

sur le marché international des capi-

taux. Nul doute qu'il y parvienne parce que sa proposition est basée sur une formule entièrement origi-

nale, qui devrait séduire l'investis-seur. Les 200 millions de dollars du

Crédit foncier seront initialement

lancés sous forme de notes à taux va-

riable d'une durée de sept ans, émises au pair, et dotées d'un taux

d'intérêt qui sera l'addition d'une marge de 0,125 % au taux interban-

caire offert à Londres sur les dépôts en euro-dollars à trois mois. Pendant les trois premières années, chaque

note de 1 000 dollars pourra tous les

trois mois être échangée contre une obligation à taux d'intérêt fixe de

même montant mais d'une durée de

dix ans. Le taux d'intérêt en sera

établi de manière à procurer un rap-port amuel de 15,50 % pour les por-

teurs ayant procédé à la conversion

de leur titre originel à la fin des trois

premiers mois. Ce rendement ne sera plus que de 15,25 % pour ceux

qui convertissent leur note trois mois

plus tard, et il continuera de dimi-

muer de 0,25 % tous les trimestres

pour ceux qui attendent d'effectuer

la conversion proposée. L'innovation en la matière est que le rapport sur

les obligations ne sera pas établi à partir du seul coupon, qui, en l'oc-

survenu sur les métaux non ferreux.

a permis d'atténuer les pertes assez

sévères enregistrées depuis le com-

C'est l'étain qui reste le plus af-fecté avec une baisse de 20 %, suivi

par l'argent (- 15 %), le plomb, le zinc et le cuivre (près de 10 %).

Aux denrées, les prix du sucre ont fléchi de près d'un tiers et coux du

METAUX. - Nouvelle avance

des cours du cuivre au Metal Ex-

change de Londres. Des achais ef-

fectués pour compte chinois, éva-lués entre 20 000 et 50 000 tonnes.

sont à l'origine de la poursuite du

mouvement de hausse pour la troi-sième semaine consécutive. Ce sont

les premières interventions de la

Chine sur le marché londonien de-

puis plusieurs années. les négo-ciants estiment les besoins de ce

pays à 150 000 tonnes, d'où l'éven-

tualité de nouveaux achats au cours des prochains mois, si de telles pré-

visions se confirmaient. A la réu-nion du CIPEC à Lima la semaine

prochaine, le Pérou demanderait

aux autres pays membres de sus-

pendre leurs ventes pour permettre une sensible révalorisation des prix.

stabiliser tant à Londres qu'à Pe-

nang. Les restrictions frappant les exportations de métal pourraient

être prolongées jusqu'en 1983 en raison de l'excédent mondial de

production relativement important.

Aussi, la prochaine réunion du

Conseil international de l'étain est-

elle attendue avec impatience. Les

ventes de métal excédentaire prove-

nant des stocks stratégiques améri-

cains seront-elles reportées, ou

poursuivies à un rythme plus ra-

lenti ? Il n'a été écoulé jusqu'ici que

9 000 tonnes sur les 30 000 tonnes à

En corrélation avec la situation

internationale tendue au Liban, les

cours de l'argent ont progressé à Londres, moins sensibles au main-

La mise en pratique de nouvelles

réductions de production en Nouvelle-Calédonie – capacité uti-

lisée à 45 % - soutient les cours à

Londres, marché où ne se traitent

toutefois que des quantités margi-nales de métal. Chez Inco, dans

l'Ontario, la grève se poursuit. Même si les syndicats décidalent de

reprendre le travail, les unités de

tien de taux d'intérêt élevés.

Les cours de l'étain tendent à se

mencement de l'année.

cacao de 20 %.

Les matières premières

Le récent mouvement de reprise production resteront fermées

Parmi ces quatre opérations, celle

obligations à taux d'intérêt variable.

Quatre nouveaux emprunts français

currence sera de 12,50 % par an, mais également à partir d'un prix

d'émission comportant une forte dé-

cote. Cela signifie qu'après les trois

premiers mois ceux qui auront échangé leurs notes à taux d'intérêt

variable recevront des obligations à

taux fixe porteuses d'un coupon de 12,50 %, plus un remboursement en

espèces de près de 148 dollars par

note, représentant l'équivalent d'un prix d'émission d'environ 85. C'est

ce prix qui ensuite augmentera pro-

gressivement afin de diminuer de 0,25 % le rapport pour les investis-seurs remettant de trois mois en

trois mois la conversion des titres

Le Crédit l'oncier offre donc la

chance aux porteurs souscrivant à

son emprunt de réaliser une double

plus-value en capital, tout d'abord

en réemployant le remboursement

en espèces réglé lors de la conver-sion, et, à échéance, en touchant 1 000 dollars par obligation n'en ayant colité que 852. C'est la pre-mière lois qu'une formule de ce type

est proposée sur le marché euro-obligataire. Mise au point par le Crédit commercial de France, qui

dirige le syndicat bancaire arran-

geant le placement, elle devrait plaire à la multitude des investis-

seurs privés ou institutionnels, qui

préfèrent les placements à taux d'in-

térêt fixe mais qui, malheureuse-

ment, ne peuvent actuellement en réaliser de profitables par suite de

l'incertitude persistante sur les taux d'intérêt. Si ces derniers se mettent

à baisser au cours des trois années à

venir, ainsi qu'ils finiront bien par le

faire, le porteur d'obligations du

Crédit foncier aura réalisé un joli

C'est sur le marché des eurocré-

dits bancaires qu'une autre société

française récemment nationalisée, PUK, entend lever 100 millions de

dollars sur sept ans. Pour ce faire, elle offre un taux d'intérêt qui en

plus de celui du Libor comportera

plus de celui du Libor comportera une marge pour les établissements prêteurs de 0,375 % durant les trois premières années, puis de 0,50 % pour les quatre dermières. La tran-saction, qui n'est pas garantie par l'unique actionnaire qu'est l'Etat français, est originale dans ce sens

Nouvelle progression des métaux

iusqu'au début octobre. La perte est

évaluée à 40 000 tonnes, mais les

stocks - 65 000 tonnes environ -

sont deux fois et demi moins élevés

que lors de la dernière grève qui avait paralysé les installations

d'Inco pendant huit mois et demi. A

l'echelle mondiale, les stocks cou-

vrent actuellement plus de six mois

d'utilisation. A moins d'une reprise

dans la métallurgie, qui absorbe la moitié du nickel, ou des biens d'in-

vestissement, les prix risquent de se

TEXTILES. - Fluctuations tou-

maintenir encore à de bas niveaux.

jours peu importantes des cours de la laine sur les différents marchés à

terme. Pour la saison terminée le

30 juin, le prix moyen de la laine

australienne s'est établi à 422 cents

le kilo, en augmentation de 12 cents

seulement par rapport à celui de la

saison précédente. L'Argentine, ayant bradé ses prix, a accru ses

parts de marché au détriment de

l'Australie et de la Nouvelle-

Zélande. Quant à l'Afrique du Sud, elle compte, au cours des pro-

chaines années, doubler ses ventes

(798); étala comptant, 6 675 (6 715); à trois mois, 6 800 (6 825);

plomb, 327 (320,50); zinc, 425,50 (414,50); aluminium, 559,50(543);

(414,50); aluminium, 559,50(543); nickel, 3 020 (3 000); argent (en pence par once troy), 362 (341,50).

New-York (en cents par livre); cuivre (premier terme), 62 (59,70); argent (en dollars par once), 6,40 (5,91); platine (en dollars par once), 272 (267); ferraille, cours moyen (en dollars par once).

(en dollars par tonne), 56.17

(58,83); mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (360-375). — Penang : étain (en ringgit par kilo), inch.

TEXTILES. - New-York (en cents

par livre) : coton, octobre, 71,90 (71,07); décembre, 74,06 (72,94). -

Loadres (en noaveau pence par kilo), laine (peignée à sec), août, inchangé (375); jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inchangé (258). – Roshelx (en Iranes par kilo), laine, août, 44,30 (44).

CAOUTCHOUC. - Londres (en nou-

reaux pence par kilo): R.S.S. (comptant), 51,50-52,75 (50,40-50,90); —
Penang (en cents des Détroits par kilo): 202,50-203 (199,50-200).

(29,15).

vers les pays d'Extrême-Orient.

que, pour la première fois, un euro-crédit PUK sera exclusivement di-

rigé par des banques françaises. Pré-cédemment, Pechiney Ugine

Kuhlmano semblait plus ouverte aux banques américaines qu'aux

françaises. L'influence du nouvel ac-

tionnaire paraît donc avoir modifié cette inclination. La Caisse natio-

nale des télécommunications a

choisi, sous la garantie de la Répu-

blique française, de solliciter le mar-ché allemand des capitaux en lan-

cant une euro-émission de 100 millions de deutschemarks sur

une durée de dix ans. Proposée avec

un coupon annuel de 9,625 %,

l'émission de la C.N.T. a été bien ac-

ceptée par les amateurs d'europa-pier libellé en deutschemark.

lancé au pair un euro-emprunt à

taux variable d'un montant de

75 millions de dollars, d'une durée de douze ans. Son taux d'intérêt sera

l'ajout d'une marge de 0,25 % à la

moyenne entre les taux interban-caires offerts et demandés à Londres

sur les dépôts en eurodollars à six

mois. C'est la première fois depuis sa nationalisation que la Banque Worms sollicite le marché des curo-

obligations. Cette émission n'est pas

garantie par la République fran

caise. Du reste, les banques n'ont

pas besoin d'un support de ce genre

D'une manière générale, le mar-

ché international des capitaux conti-

nue d'osciller au gré des humeurs des taux d'intérêt américains. Après

s'être vivement replié en début de semaine, le marché euro-obligataire

s'est repris jeudi. Il reste qu'à la

pression des emprunts répétés du

gouvernement cherchant ainsi à fi-

nancer un déficit budgétaire sans

précédent s'ajoute le crainte de sail-

lites retentissantes à Wall Street.

Les établissements financiers qui

n'ont su prévoir - et ils sont nom-

breux - la persistance de taux d'in-térêt élevés ou qui ressentant les

contrecoups de la récession économi-

que frappant leur clientèle, sont en

situation précaire. Il n'y a guère plus

CHRISTOPHER HUGHES.

d'un mois que le krach de la firme

Légère progression des cours du coton à New-York : La récolte du

Texas, qui représente les deux cin-

quièmes de celle des Etats-Unis.

ayant été affectée par de mauvalses

DENREES. - La seconde réduc-

tion des quotas d'exportation des

pays membres de l'accord interna-

tional du café n'a exercé que peu d'influence sur le marché. Pour la

période juillet-septembre, la réduc-

tion porte sur un million de sacs, ce

qui ramène le quota à 13,3 millions de sacs, soit 55,2 millions de sacs

pour la saison. Le Brésil sera toute-

fois peu touché par cette diminu-

Les cours du cação n'arrivent pas

à décoller. Pourtant, si les pays

membres acceptaient les proposi-

tions du directeur général de l'Or-

ganisation internationale, le prêt brésilien de 75 millions de dollars

permettrait d'acquérir, non sur le

marché comme auparavant mais auprès des producteurs, 150 000 tonnes de fèves d'ici à sep-

tembre 1983, portant ainsi le total

des réserves du stock régulateur à

Ib; sauf pour le cacao, en dollars par tonne): cacao, septembre, 1 454 (1 477); décembre, 1 520 (1 545); sucre, septembre, 8,22 (8,04); octo-bre, 8,40 (8,22); café, septembre, 121 (131,90); décembre, 116

121 (131,90); décembre, 116 (125,75). - Londres (en livres par tonne); sucre, août, 117,50 (115,50); octobre, 122,95 (120); café, septembre, 1095 (1133); novembre, 1010 (1048); cacao, septembre, 200 (927); décembre, 960 (969). - Paris (en francs par quintal); cacao, septembre, 1123 (1090); décembre, 1139 (1144); café, septembre, 1355 (1391); novembre, 1275 (1307); sucre (en francs par tonne), août, 1810

francs par tonne), août, 1816 (1800); octobre, 1680 (1660); tourteaux de soja. – Chicago (en dol-lars par tonne), août, 179,80

(178,50); septembre, 179,50 (179).

- Lendres (en livres par tonne), soit, 127,20 (126,40); octobre, 128

(128,30). CÉRÉALES. – Chicago (en cents par boisseau) : blé, septembre, 347 3/4 (362 1/4) ; décembre, 369 3/4 (382 1/4) ; maïs, septembre,

264 (265); décembre, 265 3/4

INDICES. - Moody's, 988,20 (998);

Reuter, 1 558,3 (1 546).

250 000 tonnes.

LES COURS DU 9 JUILLET 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

METAUX. - Londres (en sterling par tonne): cuivra (Wirebars), comptant, \$14 (778); à trois mois, \$28,50

DENRÉES. - New-York (en cents par tonne): cacao, septembre, 1 454

conditions climatiques.

Drysdale s'est produit.

pour lever les eurocapitaux.

La Banque Worms, de son côté, a

Fantas Kings

LONDES

 $(\gamma_{i,j}) \in \mathcal{S}_i(X_i, Y_i)$ 

100

\* 2 %

2. LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT AU LIBAN TANZANIE : M. Nyerere defend on projet de société socialiste. 3. DIPLOMATIE

POLITIQUE

4. La polémique sur le statut de la

SOCIÉTÉ

5. JUSTICE : Après la publication du sur le SAC. 5. DÉFENSE.

**SPORTS** 

7. La douzième Coupe du monde de Le Tour de France cycliste. La Coupe Davis de tennis.

CULTURE

8. JAZZ : Le festival de New-York. MUSIQUE : La prochaine saison de l'Opéra. FORMES : Redécouvertes.

**RÉGIONS** 

10. ILE-DE-FRANCE : La session du Coaseil de Paris. CENTRE : Gouvernement et col lectivités locales d'accord pour continuer d'aménager la Loire.

**ÉCONOMIE** 

11. AGRICULTURE, SOCIAL

12. AFFAIRES : Le plan memble coincé. 12, LA REVUE DES VALEURS. 13. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.

RADIO-TELEVISION (10) INFORMATIONS SERVICES Météorologie ; Mots croi-sés ; « Journal officiel ». Carnet (5) ; Programmes spectacles (9).

Berne. — En se rendant les 7 et 8 juillet à Berne. M Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, a apporté sa caution aux efforts des autorités

tion aux efforts des autorités heivétiques pour l'entrée de la Sukse à l'O.N.U.

A l'issue de ses entretiens avec MM. Honegger, président de la confédération, et Aubert, chef du département des affaires étrangères, le secrétaire général a indiqué que la Suisse avait a le droit et même l'obligation de jaire partie des Nations unies en raison

tie des Nations unies en raison de la parjaite coincidence de leurs philosophies (...). Si la Confédé-

princiopnies (...). Si la Confederation devenait membre de l'or-ganisation, nous pourrious avoir recours à beaucoup de citoyens helpétiques pour des missions de

Cette visite revetait d'autant plus d'intérêt qu'elle est interve-nue peu après la publication du message du gouvernement helvé-tique recommandant au Parle-

Le gouvernement fédéral

estime que la neutralité « perma-nente et armée» ne consistue plus anjourd'hui un o batacle comme au moment de la fonda-tion des Nations unles en 1945 Pour rassurer les hésitants, il a annoncé qu'il ferait précèder une

éventuelle candidature d'une dé-claration réaffirmant l'attache-ment de la Suisse à sa peutralité

et rappelant qu'aucum pays ne peut être contraint de s'associer à des sanctions militaires.

Mettant en garde contre la ten-tation d'isolationnisme, le gouver-

nement fait valoir qu'une adhé

M. Perez de Cuellar encourage la Suisse

à adhérer à l'ONU

De notre correspondant

A VIENNE

## Le conflit irano-irakien a davantage préoccupé les pays de l'OPEP que les événements du Liban

De notre envoyé spécial

Vienne. — Une journée pour rien, serait-on tenté de dire après le tour de table effectué par les membres de l'OPEP, le 9 juillet, dans la capitale autrichienne, « Nous avons reconnu que trois problèmes nous étaient posés : le plafond de production, les quotas alloués à chaque membre. — ce qui est autrement compliqué —, et les prix », anouait le ministre indonésien, M. Subroto, tandis que le ministre vénézuélien, M. Calderon Berti, toujours optimists, affirmait : « Nous sommes convenus qu'il nous fallait absolument pervenir à un

ne sereit-ce qu'un geste de 50 cents par baril, voire le simple

- dont la marge de manœuvre

les positions » — selon la formule d'un délégné — dépend le succès ou l'échec de cette conférence. Cependent, force est de consta-

ter que le climat de l'organisation est bien plus empoisonné par le

conflit entre l'Iran et l'Irak que par les événements du Liban, sur lesquels les ministres arabes pré-sents à Vienne sont étrangement

silencieux. Les ministres du Goife n'excluent pas une entrée prochaine des troupes iraniennes

en Irak. Iront-elles jusqu'auxgi-sements pour tenter d'obtenir en

pétrole les dommages de guerre

droit? Vollà, en tout cas, qui pourrait encore modifier les sché-mas de production laborieusement

des derniers mois une campagne de « désinformation » destinée à nuire aux relations entre les Etats-Unis et leurs alliés, notam-

Etats-Unis et leurs alliés, notamment européens. Selon un haut fonctionnaire du département d'Etat, qui a demandé l'anonymat, le K.G.B. et le département pour l'information internationale du comité central du P.C. soviétique ont multiplié la diffusion en Occident de faux documents dans l'accour d'amperasser les

en Cocident de l'aux documents dans l'espoir d'embarrasser les responsables américains. Ce diplomate américain a notamment cité le cas d'un faux document qui auxait été adressé

à des personnalités politiques et à des journalistes en Europe peu avant, l'ouverture du sommet de Versailles. Ce document, dont une photocopie a été montrée jeudi à la presse, porte la signa-

elabores par l'OPEP,

En fait, les positions sont claires sur chaom des trois chapitres. Le majorité des pays ont manifesté leur intention de conserver le plafond de production de 17,5 millions de barils par jour encore deux mois, le comité de surveillance du marché de l'OPEP devant se réunir le et le clame, qu'il n'est pas cohé-rent, intellectuellement, de fixer un tel plafond, des lors que l'on sait que la production est de 18,2 voire 18,5 millions de barils.

Deux pays ont cfficiellement demandé une telle modification : la Libye, qui dit avoir respecté le niveau d'extraction pendant un trimestre et veut désormais pouvoir produire plus, et l'Iran, dont l'extraction — «secret de cont l'extraction — asecret de guerre » — doit approcher 2,2 millions de barils quotidiens, alors que son quota est de 1, 2 million de barils. La délégation de Téhéran continue de reclamer une allocation de 10 millions de barils par jour commune à l'Arabie Saoudite, à l'Trak et à l'Tran, ce qui suposserait un accroissement qui supposerait un accroissement de sa production et une réduction de celle de Ryad.

La question des prix pétroliers des pays africains, soulevée par l'Arabie Saoudite, qui estime que ceux-ci ne sont pas en ligne avec les pays du Golfe, a été confiée les pays du Golfe, a été conflée à un comité d'experts qui n'ont pu combler les écarts entre les diverses positions. Parce qu'il a conscience que Ryad a fait, cet hiver, la n'us grosse part du sacri-fice pour tenir les prix (par une baisse de sa production mais anssi par l'alde apportés au Nigéria), le ministre Loweitien, Cheik All Khalifa, s'est efforce de jouer les médiateurs entre le royaume wahabite et les pays de jouer les médiateurs entre le royaume wahabite et les pays africains. Persuadé que l'Arabite Saoudite sers intransigeante sur les autres points, si elle n'obtient pas satisfaction au moins partiellement, sur les prix, il a

La Suisse pourra ainsi prendre part à l'élaboration de conven-tions internationales qu'elle se trouve contrainte d'accepter en raison de leur validité universelle.

Initialement, un référendum avait été prévu pour 1983. Il reste encore à convaincre une bonne partie de l'opinion. Déjà les partis

partie de l'opinion. Déjà les partis gouvernementaux ont invité le conseil fédéral à ne pas organiser de consultation avant 1984. Selon le sondage le plus récent, partisans et adversaires de l'adhésion se trouveraient à égalité avec 39 % des intentions de vote pour chaque camp. Plusieurs parlementaires viennent de constituer un

chaque camp. Prinseurs partemen-taires viennent de constituer un a comité contre l'adhésion de la Suisse à l'ONU », estimant qu'en devenant a membre à part entière des Nations unies la Confédera-tion porterait une atteinte fla-grante à sa neutralité».

JEAN-CLAUDE BUHRER.

En U.R.S.S.

LEUR VISA DE SORTIE ÉTANT REFUSÉ, DEUX GRÉVISTES DE LA FAIM POURSUIVENT LEUR MOUVEMENT.

(De notre correspondant.)

Moscou. — Evénement sons précédent à Moscou : le chef de l'OVIR, l'organisme chargé de délicrer des visas, M. Sergé Fadeet, a contoqué, le rendredi 5 juillet, les journalistes occidentant pour leur annoncer que le visa de sortie avait été refusé à lenko, trente-trois ans, ingénieur, et M. Serge Petrov, vingt-neuf ans, photographe. C'est la première fois que les autorités soviétiques recon-50 cents par baril, voire le simple reconneissance dans le communiqué final que le problème existe et que les pays en cause le régleront lorsque les conditions du marché le permettront. Encore cela ne suffirait pas forcément an chef de la délégation saoudienne — en l'absence de Cheik Yamani, M. Abdul Aziz Al Turki — dont le marge de manoguve naissent publiquement l'existence en U.R.S.S. du problème des s'amilles

divisées 2. M. Fadery 2 donné un début d'exen reprochant aux correspondants occidentaux de présenter ce problème e de manière déformée et tendan-cieuse, et dans un esprit hostile s. Au contraire, selon lui, FURS.S. a adopté sur cette question une atti-tude a bienveillante et humaine s, et il en a vouln pour preuve que deux cent soixante-six mariages entre Soviétiques et ressortissants de pays capitalistes ont été célébrés en un an et demi.

-- dont la marge de manceuvre est pratiquement nulle et qui doit donc référer systématiquement à Ryad par téléphone.

Les pays africains, eux, en font une question de principe. « Comment l'Arabie Saoudite ose-t-elle parler de ses sacrifices, iorsqu'elle produit encore plus de six millions de barils par jour », affirme un ministre, qui ajonte: « Cela n'aurait pas de sens de relever nos prix quand ceux de la mer du Nord sont encore inférieurs et que les prix des pétroles légers sont en baisse sur les marchés libres. » D'une moindre intransigeance des uns et des autres, et de la découverte « d'un de ces accords tortueux dont l'OPEP a le secret et qui ménagent toutes les positions » — selon la formule M. Balovienko avait mis un terme, le 31 jain, à le grève de la faim qu'il observait depuis le 10 mai, sur la promesse de l'OVIR de lui accorder un visa de sortie (a le Monde s du un vica de sortie (a le Monde a du 23 juin). Il a repris son mouvement le 5 juillet, en affirmant qu'il irait a jusqu'à la mort a Quant à M. Pe-trov. Il ne s'alimente plus depuis trente-huit jouss et a perdu 17 kilos. Salon M. Fadeev, les deux intères-ses ent en commissance dans leurs activités professionnelles, d'informa tions relevant a du secret s, mais leur cas pourrait éventuellement être réexaminé dans six mois, Jusqu'à présent, deux grévistes de la faim, membres du « groupe des familles membres du a groupe des lamines divisées e, ont obtenu gain de cause : le journaliste André Frolov, qui est déjà parti rejoindre sa femme aux Etats-Unis, et Joseph Kiblitzki, marié à une Allemande, dont le départ d'U.R.S.S. serait imminent. — (Intérim.)

> M. Mokhtar Hashim, ministre de la culture de la jeunesse Téhéran estime avoir ollà, en tout cas, qui incore modifier les sché-oduction laborieusement par l'OPEP.
>
> BRUNO DETHOMAS.
>
> Téhéran estime avoir et des sports, a été arrêté par la police, samedi 10 juillet. M. Mokhtar Hashim et quatre autres personnes seralent poursuivis pour le meurtre de M. Mohammad Taha, alors président de l'Assemblée de l'Etat de Negri Sambilan.

Washington accuse Moscou de fabriquer

de faux documents pour troubler

ses relations avec ses alliés européens

Washington (A.F.P., U.P.I.)

Le gouvernement américain commerce, M. Malcolm Baldrige.

Le accusé le Kremlin le jeudi

3 juillet d'avoir accéléré au cours

des désinformations destinée si le projet de gazoduc euro
des désinformations destinée en l'est pas réalisé, en raison des pressions américaines nuire aux relations entre les contrelndre les Européens. Selon un haut conctionnaire du département d'Etat, qui a demandé l'anonymat, le K.G.B. et le département cour l'information internationale in comité central du P.C. soviéties en l'979 M. Alexander l'au comité central du P.C. soviéties en forces alliées en Europe, qui secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldrige.

Le faux affirme notaument que si le projet de gazoduc euro
sibérien n'est pas réalisé, en raison des pressions américainnes, les Etats-Unis pourront cuté le cas d'une fausse lettre qu'aurait adressée en 1979 M. Alexander l'aux d'entre l'estaire des forces alliées en Europe, qui secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldrige.

Le faux affirme notaument que si le projet de gazoduc euro
sibérien n'est pas réalisé, en raison des pressions américainnes, les Etats-Unis pourront d'Etat a également cité le cas d'une fausse lettre qu'aurait adressée en 1979 M. Alexander l'aux d'entre l'estaire aux relations entre les contrelndre les Européens à d'une fausse lettre qu'aurait adressée en 1979 M. Alexander l'aux d'entre l'estat, qui a département cité le cas d'une fausse lettre qu'aurait adressée en 1979 M. Alexander l'aux d'entre l'estat, qu'une fausse lettre qu'aurait adressée en 1979 M. Alexander l'aux d'entre l'estat, qu'une fausse lettre qu'aurait adressée en 1979 M. Alexander l'aux d'entre l'estat, qu'une fausse lettre qu'aurait adressée en 1979 M. Alexander l'aux d'entre l'estat, qu'une fausse lettre qu'aurait adressée en 1979 M. Alexander l'aux d'entre l'estat, qu'une fausse lettre qu'aurait adressée en 1979 M. Alexander l'aux d'entre l'estat, qu'une fausse lettre qu'une fausse lettre qu'une fausse lettre qu'une fausse lettre qu'une f

Le Parlement européen fait ses comptes

De notre correspondant

des frais et indemnités parlementaires au sein du Parlement européen va être réorganisée. Les régles d'avances seront supprimées et remplacées par de nouvelles modalités de palement des indamnités de sélour. de voyage, de secrétariat, ainsi dans les circonscriptions.

Cette réforme devrait permettre un meilleur contrôle à tous les niveaux Comme l'a annoncé le président Dankert, au cours d'une conférence de presse, ca sont les premières consécu du rapport de la Cour des comptes européenne qui a mis lumière certaines pratiques peu compatibles avec les rèclements financiers gut ont about à creuser, au cours de l'année 1981, un important déficit dans la caisse des déléqués.

Mais, a souligné à plusieurs reprises le président du Parlement aucun parlementaire n'est impliqué de près ou de loin dans raient, en effet, à Strasbourg. selon lesquelles certains pariementaires avaient bénéficié d'avances sur frais assez généreuses ou avaient tardé à rembourser des trop-perçus. Dans l'état actuel de l'enquête confiée à un bureau extérieur de comptabilité, rien ne permet non plus de mettre en cause des fonction-naires, a précisé M. Dankert. Deux d'entre eux ont pourtant

L'enquête devra établir dans quelle mesure il y a su falsification d'écritures comptables

quelque 90 000 ECU (600 000 F) qui manquaient toujours au début de cette année dans la calsse des délégués. Ce déficit ne représente en fait que 60 % de celui qui s'était accumulé l'an dernier et qui avait été réduit entre-temps par des réqularisations. Y a-t-il eu des régun'est pas impossible. Le président a reconnu que des ch tionnaires impliqués feront l'objet de mesures disciplinaires. Il faudra notamment mettro au d'un montant global de 52 000 livres sterling tirés sur une banque britannique en mars 1962. pourrait avoir des suites judi-

Le rapport de la Cour des comptes européenne feit ressorque le règlement des frais des parlementaires s'effectue en vingt-deux monnales différentes. compris des dollars austra liens at pesos colombiens. Après la suppression des avances, les palements des frais seront assurés pour l'essentiel par les banques. Il faudra attendre touted'ordinateurs pour étendre ce - système étanche - au palement des frais de voyages. I secrétariat et de déplacements électoraux dans les circonscripions, frais qui se montent actuel plus de 9 000 francs par mois.

JEAN-CLAUDE HAHN.

3.4

119.20

. . .

per mulade

ein politique

k<sup>950</sup> sensible

Smirliques meltent le fi

Annual of Address of the Parket of the Parke

Article of the second of the s

to the partition of the section

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF

The state of the s

THE PERSON

de Sit

... " un retain qui par

ALAST BORRES

MIS EN CAUSE PAR L'HEBDOMADAIRE

### M. Leccia va porter plainte contre « Minute » Mis en cause dans le dernier numéro de « Minute » sous le titre

« Un faux chômeur au gouvernement ». M. Bastien Leccia, délégué interministériel aux affaires corses auprès de M. Defferre, a démenti ce samedi 9 juillet les assertions de l'hebdar bien qu'il soit rémunéré à plusieurs titres, l'adjoint au moire de Marselle toucherait des indemnités de chômage.

M. Leccia nous a déclaré qu'il occupe depuis juillet 1981, îl n'est était en préretraite depuis 1980 pas rémunéré. Il n'y a que ses ayant fait valoir ses droits à frais qui lui sont remboursés, l'age de soixante ans. Depuis lora, il perçoit une indemnité pla-

Lorsqu'il a été nommé, nous a Lorsqu'il a été nommé, nous a précisé M. Leccia, président de la Compagnie nationale du Rhône, il a signalé son changement de situation à la caisse qui l'indemnisait. Cela a été fait le 15 juin. Il a demandé, comme il est pris en charge par la Compagnie nationale du Rhône à partir du 13 avril, le décompte des sommes qu'il aurait à rembourser entre le 13 avril et le jour où sa situation serait liquidée.

A ce jour, il n'a pas encore reçu notification du montant des sommes à rembourser.

mes à rembourser. En ce qui concerne le poste de délégué aux affaires corses, qu'il

L'affaire du « Dauphiné libéré »

LA DÉSIGNATION D'UN ADMINISTRATEUR PROVISOIRE EST CONFIRMÉE (De notre correspondant.)

Grenoble. — Le cour d'appel de Grenoble, statuant en référé, a rendu, le jeudi 8 juillet, un arrêt qui renvoie dos à dos les protagonistes de l'affaire du Dauphiné libéré. Elle a confirmé la désignation par le président du tribunal de commerce d'un administrateur provisoire pour les 5458 actions de la société Sofigep qui furent vendues en avril 1981 par M. Louis Richerot, alors P.-D.G. du journal, à M. Marcel Fournier, ancien P.-D.G des magazins Carrefour (203 dernières éditions datées 10 juillet).

La cour a également ordonné la muse sous séquestre des 1580 actions de la S.A. Le Dauphine libèré (soit 54 % du capital) qui ont été transférées le 25 mai de la société Sofigep à la société Finacom, dont le gérant et principal actionnaire est M. Paul Dini, directeur général du Dauphiné libèré.

L'arrêt de la cour d'appel de

Difficient general di Dau-phine libere.

L'arrêt de la cour d'appel de Grenoble remet apparemment en selle M. Robert Hersant, ou tout au moins il lui donne à nouveau quelque chance de reprendre le contrôle du quotidien dauphinois. La prochaine assemblée géné-rale des actionnaires, prévue pour la mi-juillet, pourrait être déci-sive pour l'avenir du quotidien grenoblois. — C. F.

Minute.

[Bappelons quo M. Leccia est né le 3 novembre 1918 à Conca-di-Porto-Vecchio (Corse-du-Sud) et qu'il est l'adjoint de M. Defferre à in mairie de Marseille depuis 1959 Député socialiste de la première circonsectipique des Bouches-du-Rhône de 1957 à 1958, M. Leccia, qui est un très ancien collaborateur de M. François Mitterrand et de M. Gaston Deffare, avait été nommé par ce dernier és juillet 1981, délègué spécial pour les affaires corses et, à ce titre, chargé de préparer l'application du staut particulier prévu pour l'ile. Nommé en avrii président du conseil d'administration de la Compagnie nationale du Ehône, M. Leccia devait continuer de suivre les affaires corses il se proposait, en cutre, de conduire la liste du P.S aux élections régionales du 8 soût prochain en Corse, Cette décision avait provoqué la constituion d'une liste dissidente conduite par M. Charles Santoni, premier serétairs de la fédération socialiste de la Haute-Corse, Mais M. Leccia s renoncée à faire acte de candidature en expliquant, le 6 juillet, que le gouvernement lui avait demandé de poursuivre sa mission de délégué interministériel aux affaires corses, et en motivant sa décision par l'incompatibilité des fonctions de représentant du gouvernement et de candidat à l'assemblée régionale (e le Mouds a du 8 juillet.].

## DE RESSOURCES

La garantie de ressources, égale à 70 % du salaire antérieur, ne peut être aumalée avec l'exercies d'une activité professionnelle salariées ou non. Quand il pérçoit pour la première fois cette allocation, le bénérictaire es t informé de cette condition. It tui est précisé qu'e en cas de roprise d'activité professionnelle à te mp a pieln on partiel, définitive ou occasionnelle a, il doit « immédia te me nt en un forme er l'ASSEDIC ». En outre, chaque

## **Voulez-vous vraiment** trouver un travail intéressant?

tif, offrant responsabilités et initiative, bien rémunéré?

vous auriez sans doute intérêt à nous demander quelques informations complémentaires sur "Administration de l'Entreprise", notre programme de formation polyvalente en

Parce qu'une solide formation de base est une clé qui ouvre de nombreuses portes. Spécialement quand elle est | participants y seront admis,

tement utilisable, animée exclusivement par des praticiens des affaires.

puis vingt ans.

Si votre carrière vous intéresse, écrivez ou téléphonez-nous pour recevoir les spécifications du programme. La prochaine session débute en octobre 1982 et dure 9 mois à plein temps. Une trentaine de

**ECADE** 

ACCIDENT D'AVION **AUX ÉTATS-UNIS** Cent quarante-neuf morts

fause lettre, dont la diffusion au printemps 1982 en Europe occidentale a coincidé avec de vastes manifestations pacifistes. M. Haig se disait favorable à l'adoption de « mesures délicutes » pour « secouer les timides qui en Europe s'opposent au déploisment » des missiles mucléaires à movenne portée de

cléaires à moyenne portée de

l'OTAN.
Les Soviétiques auraient également «fabriqué» une lettre du président Reagan au roi Juan Carlos, datée du 23 octobre 1981, dans laquelle il aurait proposé

cans saquese il aurati propose an monarque espagnol les moyens de faire échec aux forces d'op-position dans son pays. Au total, selon le département d'Etat, l'U.R.S.S. produirait en viron six cfaux » de ce genre chaque

Un Boeing 727 de la compagnie Pan American s'est écrasé le ven-dredi 9 juillet, à 16 h 18, heure locale, dans la banlieue proche de La Nouvelle-Oriéans. La catastrophe a fait cent quarante-neuf victimes, parmi lesquelles les cent treute-huit passagers et les sept membres de l'équipage de l'appareil, ainsi que quatre habitants des tramenbles sur esquels l'avion s'est écrasé. Celui-ci venait de décoller de l'aéroport de La Nouvelle-Oriéana à destination de San-Diego via Las Vegas, alors qu'un iris violent orage

s'abattait sur la région. Les causes de l'accident ne peu-vent encore être exactement précisées. Seion un témoin, la fondre au-rait frappé l'appareil, mais le bureau national de la sécurité des transports à Washington semblait, ce samedi matin, rejeter cette hypothèse. (A.P.P.-A.P.).

## LA GARANTIE

l'ASSEDIC 2. En outre, chaque année, l'allocataire dolt signer un engagement se lon lequel il « déclare sur l'honneur ne pes avoir repris une activité sala-riée ou non ».

Une exception toutefuls : « Si l'activité est véritablement occasionnelle et réduite, le maintien de la garantie de ressources peut être autorisés par 1926 Ammieston Parliere.

**UNE ECOLE POUR TOUS** 

UN ENSEIGNEMENT POUR CHACUN COURS Privé CARPENTIER 15. Bd Poissonnière 75002 PARIS

Tél. 261.51.27 2000 aux Terminaies, HEC, ESCAE, SC.PO.

## BUUCK Jean Charles s.a. 28, see Claude-Toranse, Paris-10-, 524.43.33

Le numéro du - Monde daté 10 juillet 1982 a été tiré à 494 691 exemplaires.

ABCD - FGH

Par exemple, un poste évolu- | concrète, actuelle, immédia-

Si votre réponse est "oui",

Ou quand elle est appréciée

sur le marché du travail. De-

Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse) - Tél. 021/22 15 11